



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

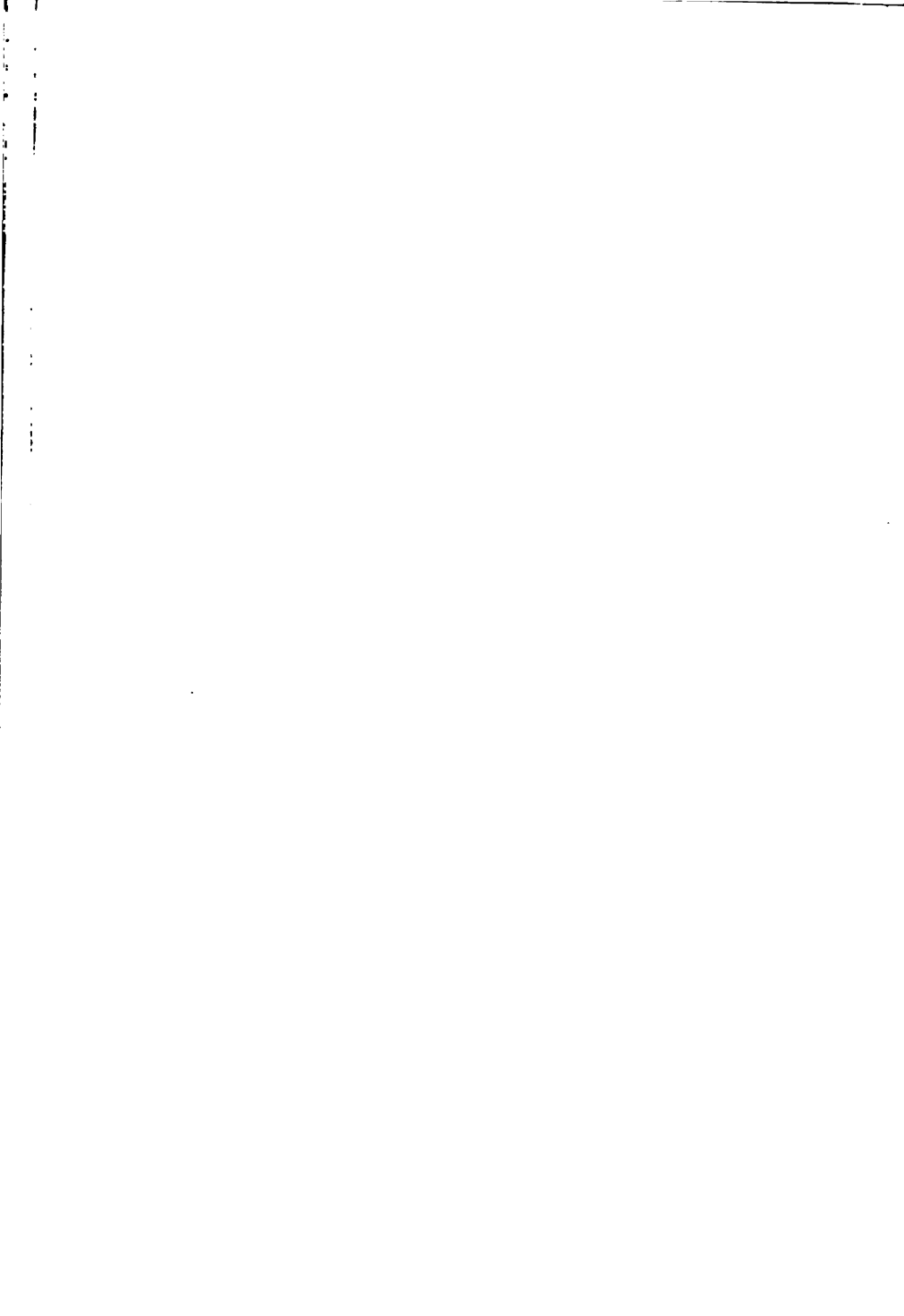
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

3 3433 08157710 2









SOUS LA REINE



W. & A. G. WILKINS.
LONDON. PRINTED BY W. & A. G. WILKINS.

MÉMOIRES DE LA COUR D'ESPAGNE.

SOUS LA REGNE DE

CHARLES II.

1678-1682.

PAR LE MARQUIS DE VILLARS. *(Grand Louis de Harcourt)*
maréchal



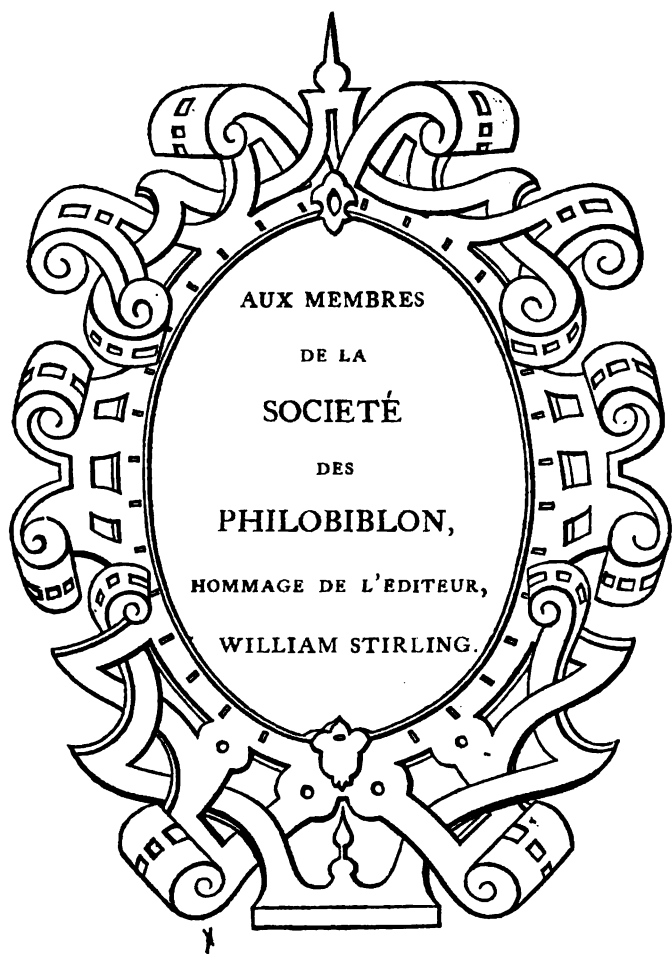
LONDRES:

IMPRIMERIE DE WHITTINGHAM ET WILKINS.

1861
C. M. V.



XEROX COPY
31.004
VIA 08.11



Y

PREFACE DE L'EDITEUR	Page
Notice sur la vie du Marquis de Villars . . .	v
Notice sur ses Mémoires	xii
Notice sur le Marquis de Blecourt . . .	xviii
Description du Manuscrit contenant les présents	
Mémoires	xx
Préface des Mémoires	xxiii
Table des Matières	xxvii—xxxix
Mémoires	1—356
Notes	359—380
Errata	381

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR.

PIERRE DE VILLARS, Seigneur de la Chapelle, Baron de Masclas, de Sarraz, Réverant et d'Oriol, appelé communément Marquis de Villars, naquit vers 1618, et appartenait à une famille qui, d'après les Mémoires de son fils le Maréchal-duc de Villars, était déjà puissante au quatorzième siècle. S^t Simon d'autre part le désigne comme le petit fils d'un greffier de Condrieux, parenté qui, à tort ou à raison lui fut reprochée dans des vers satiriques de son époque.¹ Quelle qu'ait pu être sa naissance, il est certain qu'il n'avait guère de fortune, et qu'il embrassa la carrière des armes. Sa belle figure, sa noble prestance et son adresse dans le maniement de l'épée, lui tinrent lieu de

¹ Biographie Universelle, XLVIII. page 523.

P. Anselme, dans son *Histoire généalogique de la Maison de France*, Paris, 1726-33, fol. tome V. p. 101, ne fait remonter l'origine de la famille qu'à un certain Pierre de Villars qui vivait au commencement du xvi^{ème} siècle. Néanmoins dans la patente du Duc de Villars que l'auteur nous donne, on voit que Guillaume de Villars, Grand Maître de l'Ordre de Jérusalem en 1296, est mentionné comme appartenant à cette maison, page 96.

richesses et de parenté puissante. Lorsque le Prince de Condé commença la guerre civile en 1652, Villars était attaché à la maison de Charles Emmanuel de Savoie, Duc de Nemours, qui était l'un des lieutenants du Prince. Une querelle entre Nemours et son beau frère le Duc de Beaufort¹ se termina par un duel célèbre dans l'histoire de cette époque, et dans lequel Villars fut un des témoins de Nemours. En ce temps les témoins se battaient à côté des principaux combattants. Nemours fut tué par Beaufort, mais Villars fut plus heureux et tua le Comte d'Héricourt, adversaire qu'il voyait ce jour là pour la première fois.

Après ce duel il passa la frontière et dut son retour en France aux bons offices d'Armand de Bourbon, Prince de Conti, qui venait de quitter le petit collet pour ceindre l'épée. Le Prince qui était faible de constitution et mal bâti, se trouvait être souvent en butte aux railleries de son frère le grand Condé, à cause de ces défauts. Afin d'échapper à ce désagrément, il résolut de se faire une réputation de duelliste. A cet effet, il conçut le dessein de provoquer le Duc d'York, alors exilé à Paris. Tandis qu'il songeait à cet expédient, il se souvint qu'un homme célèbre par son adresse à l'escrime était en ce moment en disgrâce ; il obtint en conséquence le pardon de Villars et le reçut dans sa maison. Cepen-

¹ François de Vendôme, second fils de César de Vendôme, fils aîné d'Henri IV. et de Gabrielle d'Estrées.

dant le projet du duel fut découvert, la rencontre fut empêchée, et comme Conti n'avait jamais eu le moindre sujet de querelle avec le Prince anglais, cette affaire ne fit que le couvrir d'un nouveau ridicule. Villars toutefois fut conserver le poste qu'on lui avait accordé à cette occasion, et s'il ne trouva pas un adversaire à combattre pour son patron, il assista du moins le Cardinal Mazarin à lui procurer une femme dans la personne de Anne Marie Martinozzi, nièce du Ministre. Il continua à jouir de la confiance du Prince et de la Princesse, ainsi que du Cardinal, tant qu'ils véquirent.

Conti ayant été nommé à différents commandements militaires en Espagne et en Italie, Villars servit sous lui dans les campagnes durant lesquelles le Prince prit Villafranca et Puycerda, et fut repoussé devant Alexandrie. Par la position qu'il occupait auprès d'un Prince du sang, Villars eut accès à la plus haute société de la Cour de France, où les agréments de sa personne, ses manières agréables, et sa parfaite discrétion en firent un grand favori des dames. On dit qu'il plut à Madame Scarron, qui eut le mérite de se souvenir, au faite de ses grandeurs, des amis de sa jeunesse, et qui, comme Madame de Maintenon, devint une puissante protectrice de Villars durant la seconde moitié de sa carrière.

Vers 1650 il était devenu amoureux de la

filles d'un militaire, d'une haute naissance, belle, mais sans fortune, qu'il épousa plus tard. Un événement arrivé pendant qu'il lui faisait la cour, lui laissa un surnom par lequel il fut connu longtemps après. Les amants, s'étant retirés d'un salon que la foule encombrait, afin de jouir d'un tête à tête dans un autre appartement, furent par hasard interrompus dans leur conversation par une dame qui ne connaissait pas Villars. Celle-ci ayant rejoint la société, demanda quel était le bel étranger qu'elle avait vu causant avec Mademoiselle de Bellefonds, et qui, ajoutait-elle, ne pouvoit être qu'*Orondates*, un des plus beaux héros du Roman de *Cyrus*, alors à la mode. Longtemps après que l'âge lui eut fait perdre ses avantages extérieurs, Villars continua à être surnommé *Orondates*.¹

Devenu Lieutenant-Général, il eut l'honneur de servir d'aide de camp à Louis XIV, dans une de ses campagnes de fantaisie en Flandre, mais son beau frère Bellefonds qui fut plus tard Maréchal, ayant eu une querelle avec le Ministre Louvois, Villars trouva toutes ses espérances d'avancement évanouies. Pendant quelque temps, il fut gouverneur de Besançon et de Douai, mais bientôt ce poste même lui fut ôté, et sa carrière

¹ Mémoires du Duc de St Simon, Paris, 1829-30, 21 vol. in 8^{vo} I. 30, III. 360.

Artamène, ou le Grand Cyrus, fut publié d'abord à Paris en 1650, par M^{lle} de Scudéry.

militaire fut clofe. Comme il n'avait pas de fortune, il demanda de l'emploi à fon ami M. de Lyonne, Miniftre des affaires étrangères, qui après la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1668, lui confia différentes miffions en Allemagne et en Italie; et enfin en 1671 il fut nommé Ambaffadeur en Efpagne. Plus tard il repréfenta Louis XIV à Turin, et en 1679, après les négociations du mariage de Charles II avec Marie Louife d'Orléans, il retourna en la même qualité à Madrid. Il refta en Efpagne de 1679 à 1682. Les lettres charmantes écrites par fa femme à Madame de Coulanges, durant fon féjour à la Cour d'Efpagne, font bien connues. Ce font les esquiffes les plus agréables qui aient été écrites fur la vie et les mœurs Caftillanes, au dix-huitieme fiècle, en même temps qu'elles préfentent le récit le plus fidèle et le plus digne de foi que nous poffédions fur la triftte vie intérieure de la royauté autrichienne expirante en Efpagne. Malheureusement nous n'avons que trente fept de ces lettres commençant au 2 Novembre 1679, et finiffant le 16 Mai, 1681, lesquelles laiffent dans l'efprit de tout lecteur le vif regret qu'il en ait été confervé un fi petit nombre. A fon retour d'Efpagne Villars trouva une occafion, peu attendue et peu agréable, de fe remettre la main dans le maniement de l'épée, A la frontière de France, fa fuite fut attaquée à l'improvifte par les hommes qui accompagnaient un Ambaffadeur d'Efpagne revenant

de Paris, et plusieurs personnes furent tuées avant que les maîtres aient pu mettre fin à la querelle.

Villars fut créé Conseiller d'Etat d'épée en 1683, et fut envoyé la même année comme Ambassadeur extraordinaire en Danemarck. En 1688 il reçut l'étoile et le cordon bleu de l'ordre du St. Esprit. Madame de Sevigné a raconté la cérémonie et la procession des chevaliers nouvellement nommés, dont Villars fit partie le jour de l'an, 1689, dans une lettre des plus amusantes :—"M. de Montchevreuil et M. de Villars s'accrochèrent l'un à l'autre d'une telle furie, les épées, les rubans, les dentelles, les clinquans, tout se trouva tellement mêlé, brouillé, embarrassé, que nulle main d'homme ne put les séparer ; plus on y touchoit, plus on brouilloit, comme les anneaux des armes de Roger.¹ Enfin toute la cérémonie, toutes les révérences, tout le manège demeurant arrêté, il fallut les arracher de force, et le plus fort l'emporta."²

Après le mariage, en 1692, de Philippe Duc de Chartres (plus tard le Régent-Duc d'Orléans) avec Mademoiselle de Blois, deuxième fille de Louis XIV et de Madame de Montespan, Villars fut nommé Chevalier d'honneur de la jeune Duchesse,³ et il paraît que ce fut la

¹ Ariosto, Orlando Furioso, Canto x.

² Mad^{me} de Sevigné à Mad^{me} de Grignan, 3 Janvier, 1689. Lettres, Paris, 1806, 8^{vo}, t. vi. p. 388.

³ St Simon, Mémoires, t. II. p. 114.

dernière marque d'honneur qu'il reçut. Après une courte maladie il mourut à Paris le 20 Mars, 1698, presqu'octogénaire,¹ et il fut enterré dans l'église des Carmélites au faubourg St Jacques. Sa veuve lui survécut huit ans, et ne mourut qu'en 1706.²

Ils vécurent et moururent pauvres, mais ils eurent la satisfaction de voir la haute fortune à laquelle parvint leur célèbre fils, que sa mère vit créer Maréchal de France en 1702. Leur second fils se distingua aussi tant dans la marine que dans l'armée, et obtint quelques mots flatteurs du caustique St Simon, qui dans ses Mémoires ne laissa jamais échapper une occasion de mal parler du Maréchal. Des cinq filles de M.

¹ St Simon, t. II. p. 114, dit qu'il avait 80 ans, mais Anselme, *Histoire de la Maison Royale de France*, Paris, 1730, fol. t. V. p. 106, ne lui donne que 75 ans.

² L'éditeur de ses lettres (Amsterdam, 1760, in 12°, p. 12) dit qu'elle avait 82 ans. St Simon, t. V. p. 105, la croit plus âgée. Voici comme il la décrit : "Le Maréchal de Villars perdit en ce même temps sa mère, tante paternelle du feu Maréchal de Bellefonds. C'était une petite vieille ratatinée, tout esprit et sans corps, qui avait passé sa vie dans la meilleure compagnie, et qui y vécut avec toute la tête et la santé, jusqu'à sa mort, à 85 ou 86 ans. Elle était salée, plaisante, méchante, elle s'émerveillait plus que personne de l'énorme fortune de son fils, elle le connaissait, et lui recommandait toujours de beaucoup parler de lui au Roi et jamais à personne. Elle avait beau se contraindre, le peu de cas qu'elle faisait de lui perçait ; elle avait des apothèmes incomparables et ne semblaient pas y toucher."

de Villars une fut mariée à M. de Choiseul, officier de cavalerie, qui apporta à la cour les dépêches annonçant la victoire de son beau frère à Friedlingue. Il reçut du Roi pour cette heureuse nouvelle mille pistoles et un régiment.¹ Deux autres filles se marièrent également, la quatrième se fit religieuse en 1723, et la cinquième resta fille.

Les Mémoires de M. de Villars présentent un tableau frappant de la décadence politique et intellectuelle de l'Espagne sous le règne malheureux de Charles II. Après la mort de son père Philippe IV, ce Prince, enfant faible et maladif de quatre ans, fut confié à la garde de sa mère Marie Anne d'Autriche, qui par le testament de son mari était investie de la Régence du royaume. Le principal événement durant son administration fut une guerre avec la France, qui dura de 1672 à 1678. Cette guerre donna à l'Europe une preuve lamentable de l'extrême pénurie où se trouvait l'Espagne, et de l'absence complète de tout talent politique chez ses hommes d'état, et de science militaire chez ses généraux. Lorsque le Roi atteignit sa majorité en 1677, la Reine Mère, son confesseur le père Nithard, et son amant Valenzuela continuèrent à exercer le pouvoir jusqu'à ce qu'il leur fut enlevé par un parti puissant de la noblesse, qui s'appuyant sur le mécontentement général, engagea le Roi à mettre à la tête des

¹ St Simon, vol. III. p. 367.

affaires, son frère naturel Don Juan d'Autriche. Don Juan commença l'exercice de ses fonctions de premier Ministre avec beaucoup d'habileté, une grande expérience de l'administration, et une popularité considérable. La participation de l'Espagne à la paix de Nimègue et le mariage du Roi avec Marie Louise d'Orléans furent les principaux résultats de son accession au pouvoir.

Mais l'état social et financier était dans une trop profonde décadence, pour qu'il put relever le pays de son abjection. Avec son élévation au pouvoir commença la déclin de sa popularité. Le mécontentement public et les intrigues de cour réagissant l'un sur l'autre, commencèrent de nouveau à jeter le trouble dans la capitale. L'excès du travail et un amère déshappointement conduisirent Don Juan à une fin prématurée. Il mourut en Septembre, 1679. Ce fut au mois de Juin précédent que Villars arriva à Madrid et commença ces observations personnelles sur les affaires publiques, qui ont été conservées dans les présents Mémoires.

On a dit que Charles II avait été élevé par sa mère non seulement dans l'ignorance de ses devoirs comme souverain, mais encore sans avoir reçu l'éducation ordinaire d'un gentilhomme, afin qu'elle put jouir plus longtemps et avec plus de sécurité, de sa puissance. Il est certain qu'il ne savait pas écrire une lettre convenablement, et qu'il ne connaissait ni les noms,

ni la position géographique de plusieurs grandes villes de son empire ; mais il n'est pas certain que cette ignorance n'ait pas été le résultat de son incapacité naturelle et de la faiblesse de son intelligence, autant peut-être que de la négligence coupable de sa mère. On peut du moins dire en sa faveur qu'après le mariage de son fils, elle ne se mêla plus des affaires publiques ni des intrigues de cour, et que les avis qu'elle lui donna ainsi qu'à la jeune Reine, paraissent avoir été dictés par l'affection et le bon sens. De plus, une Archiduchesse d'Autriche au dix-septième siècle était parmi toutes les mères, celle qui aurait le moins probablement adopté par anticipation les idées de l'époque moderne pour l'éducation de son fils.

La faiblesse de caractère et d'intelligence de Charles II, qui était peu éloigné de l'imbécillité, est abondamment prouvée dans ces Mémoires. On en voit un curieux exemple dans son absurde jalousie de la jeune Princesse dont il n'était l'époux que de nom, jalousie qui prenoit pour objet non l'un ou l'autre des galants de la cour, mais un misérable mendiant français auquel elle avait fait l'aumône à travers la portière de sa voiture. Cette faiblesse se fait encore remarquer dans le ton stupidement solennel avec lequel, lorsqu'il eut consenti au renvoi de l'impérieuse et désagréable *Camerera Mayor*, il avertit son épouse d'être très soigneuse dans le nouveau choix qu'elle ferait, parcequ'il ne lui

ferait plus permis, sous aucun prétexte, de la changer encore une fois.

La leçon la plus instructive que nous puissions apprendre dans ces Mémoires, c'est la prostration sans remède de l'énergie d'une nation, sous un despotisme prolongé. L'Empereur Charles V et son fils Philippe II avaient malheureusement réussi à détruire les libres institutions et les libertés populaires de l'Espagne. Une longue prodigalité dans le gouvernement des finances avait épuisé les ressources matérielles de l'empire. De mauvaises lois et une administration plus mauvaise encore, avaient arrêté la prospérité de l'agriculture et du commerce, et une rigoureuse compression de toute liberté civile et religieuse avait énérvé la puissance intellectuelle de la nation. Cette politique de la maison d'Autriche qui, en d'autres temps avait excité la jalousie de bien des souverains, portait maintenant ses fruits amers, qui chaque jour se développaient de plus en plus. Le maître absolu du plus vaste empire du monde se trouvait exposé à l'intérieur et au dehors à toutes les indignités qui accompagnent une grandeur déchue.

On renonça aux visites royales à l'Escorial et à Aranjuez à cause de la difficulté de faire face aux dépenses d'un voyage de quelques lieux seulement. Les domestiques du Roi quittèrent leur livrée et abandonnèrent un palais où la nourriture même manquait dans les

rateliers des chevaux, sur la table des serviteurs du palais, et sur celle des gentilshommes. Dans l'Amérique du Sud, le Portugal qui venait de s'emanciper du joug de l'Espagne, chassait le pavillon Espagnol des forteresses sur les côtes. Au nord de l'Europe, l'Electeur de Brandebourg, se faisant audacieusement justice à lui-même, faisait saisir près du port d'Ostende, un navire de la marine Royale d'Espagne, pour se payer d'une dette que lui devait Charles II.

Les ministres qui dirigeaient les affaires de cette monarchie, sans énergie et en état de banqueroute, étaient, soit des aventuriers sans ressources qui ne cherchaient qu'à piller l'état, soit des grands seigneurs presque aussi imbécilles que leur maître. Amasser une grande fortune ou combiner une intrigue à l'aide de confesseurs et de femmes, obtenir des places, ou supplanter un rival, formaient les seuls projets des hommes d'Etat de cette Espagne dégénérée. Tandis que les soldats sans solde et sans nourriture désertaient les places fortes des frontières, dont des créanciers plus puissants se disposaient à s'emparer, les ministres Espagnols se querellaient sur des questions de préséance d'Ambassadeurs. "L'Espagnol "parle des autres matières," dit un Envoyé anglais qui connaissait bien les Espagnols, "mais il pense à celles-ci."¹ Le désordre et la

¹ Sir W. Godolphin, *Hispania Illustrata*, Londres, 1703, in 8^{vo}.

ruine qui enveloppaient de toute part un ministre Espagnol, paraissaient peut-être si désespérés et si imminents qu'il pensait que c'était peine perdue de faire le moindre effort pour tirer le pays d'embarras. Ainsi le Duc de Medina Celi et ses collègues après avoir délibéré pendant deux jours sur la probabilité d'obtenir un compte exact de l'état financier du royaume, abandonnèrent ce projet parcequ'il aurait fallu deux années pour le mettre à exécution. Il leur était impossible de garder foi ni avec les créanciers, ni avec les alliés de la couronne, et ils se servaient des plus absurdes prétextes pour justifier ce manque de parole. Les promesses ou les menaces étaient la seule monnaie dont pussent disposer les conseillers du Roi. Ils étaient prêts à offrir tout, et à tout demander, sachant trop bien par une triste expérience, qu'ils ne pouvaient rien faire ni contraindre à rien. Souvent pour se soustraire au paiement d'une dette, ils cherchaient querelle sachant bien qu'ils seraient forcés de battre honteusement en retraite. A l'intérieur leurs ressources financières consistaient en expédients tels que fixer le prix du pain ou des articles qui venaient de l'étranger, ou tout autre qui ne tendait qu'à interrompre davantage le commerce déjà languissant du royaume, à mécontenter la nation et à discrediter l'autorité royale.

c

Dans une note en tête de ces Mémoires, l'on dit qu'ils ont été écrits " pour l'instruction " du Marquis de Blécourt."

Militaire de profession, homme de jugement, et plein de fermeté, Blécourt avait été choisi par son parent le Marquis d'Harcourt, pour l'accompagner dans son Ambassade en Espagne, vers la fin du règne de Charles II. Les devoirs qu'avait à remplir l'Ambassadeur étaient d'une nature délicate et difficile. Il devait surveiller les intérêts de la maison de Bourbon pendant que se composait le testament du monarque imbécille et mourant. L'Empereur Leopold II ayant refusé de prendre part au traité pour le partage du royaume d'Espagne récemment conclu entre Louis XIV, l'Angleterre et la Hollande, avait eu soin de faire connaître l'existence d'un pareil traité à Madrid. Charles II tout faible et abattu qu'il était, s'indigna en apprenant un projet qui tendait à partager ses dépouilles avant même qu'il eut rendu le dernier soupir, et ses plaintes retentirent dans toutes les cours de l'Europe. Il fit en même temps un testament en faveur de l'Archiduc Charles, fils de Léopold. Néanmoins le Cardinal Portocarrero, Primat d'Espagne et l'agent salarié du Roi de France, agit tellement sur l'esprit du Prince mourant par un emploi adroit de la persuasion et de la terreur religieuse, qu'il détruisit ce premier testament et en fit un second dans lequel il ne

fut plus question de ses parents d'Autriche, et par lequel il légua sa couronne au second fils de la maison détestée de France. Durant la première ébullition de la colère du Roi, Harcourt trouva sa position à la cour d'Espagne si désagréable qu'il obtint la permission de revenir en France. Blécourt resta à Madrid comme chargé d'affaires, et durant les négociations et la crise au sujet du testament, qui s'en suivit, il se conduisit avec beaucoup de sagacité et de tact.

Après la mort du Roi, son testament fut ouvert dans l'assemblée du Conseil d'Etat, en grande solennité et au milieu de circonstances qui excitaient au plus haut point l'attention publique. L'antichambre de la salle du Conseil était encombrée de courtisans et de ministres étrangers. Blécourt, comme de juste, était parmi eux et l'un des principaux acteurs de cette scène extraordinaire. Le Duc d'Abrantès sortant du conseil, leur communiqua le résultat de la longue intrigue autour du lit du Royal moribond. Voici comme St Simon raconte la chose :¹—
“ Le Duc s'arrêtant à la porte jeta les yeux
“ de tous cotés, en gardant gravement le silence, Blécourt s'avança ; il le regarda bien
“ fixément, puis tournant la tête, fit semblant
“ de chercher ce qu'il avait presque devant
“ lui. Cette action surprit Blécourt, et fut interprété mauvaise pour la France ; puis, tout

¹ Tome III. p. 24.

“ à coup, faisant comme s’il n’avait pas aperçu
 “ le Comte d’Harrach [Ambassadeur de l’Em-
 “ pereur] et qu’il s’offrit premièrement à sa vue,
 “ il prend un air de joie, lui saute au cou, et
 “ lui dit en Espagnol, fort haut. ‘ Monsieur
 “ ‘ c’est avec beaucoup de plaisir’ . . . et faisant
 “ une pause pour l’embrasser, il ajoute, ‘ oui,
 “ ‘ Monsieur, c’est avec une extrême joie, que
 “ ‘ pour toute ma vie’ et redoublant
 “ d’embrassades pour s’arrêter encore, puis
 “ achève—‘ et avec le plus grand contente-
 “ ‘ ment que je me sépare de vous, et prend
 “ ‘ congé de la très auguste maison d’Autriche.’
 “ Puis, il perça la foule, chacun courant après
 “ pour savoir qui était le successeur.” D’Har-
 rach demeura muet de surprise et d’indignation ;
 et Blécourt, qui n’avait pas besoin de plus ample
 information se hâta d’expédier immédiatement
 un courrier.

Il se trouva de nouveau en Espagne sous
 le règne de Philippe V, et y représenta en-
 core une fois la France. Il mourut à un âge
 avancé, en 1719.¹

Le manuscrit que j’imprime ici fut acquis
 par moi il y a sept ou huit ans à une vente de
 livres à Londres, dont malheureusement je n’ai
 pas tenu note, et je n’ai pu me rappeler ni la
 place ni l’époque. Écrit sur papier, il forme un
 volume in 4° de 9½ pouces de hauteur sur 7 de
 largeur, renferme une préface de trois pages, et

¹ Mémoires de St Simon, t. XVIII, p. 9.

427 pages numerotées pour les Mémoires. Douze feuillets sont remplis par un index alphabétique, ou table des matières. L'écriture est du dix-huitième siècle, claire et distincte, et la même depuis le commencement du volume jusqu'à la fin. Ce manuscrit paraît être une copie fidèle de l'original ou d'une autre copie. D'après le style de la préface il semble probable que ce volume a été transcrit dans l'intention de le faire imprimer. Comme l'écrivain fait allusion au Maréchal-Duc de Villars, fils de l'auteur des Mémoires, comme étant encore vivant, cette préface doit avoir été composée avant, ou même en 1734, époque de la mort du Maréchal.

J'ai corrigé l'orthographe des noms Espagnols et dans deux ou trois circonstances qui sont indiquées j'ai ajouté un mot là où le sens de la phrase paraissait l'exiger. Dans tous les autres cas, le manuscrit a été scrupuleusement reproduit. La table alphabétique des matières qui était très incomplète n'a pas été imprimée, mais j'en ai faite une autre que le lecteur, je l'espère trouvera plus utile.

Afin d'obtenir quelques renseignements sur le livre, je l'ai communiqué à plusieurs personnes accoutumées à faire des recherches historiques, et j'ai aussi moi-même examiné tous les livres où je pensais que j'aurais pu trouver quelque mention de ces Mémoires. J'ai même fait un appel aux hommes de lettres par une

notice insérée dans les *Notes and Queries* du 8 Sept^{bre}, 1860, où je décrivais le volume ; mais en vain. Je n'ai pas été plus heureux dans mes efforts pour découvrir la trace des autres écrits du Marquis de Villars, mentionnés dans la préface du manuscrit.

Sir Frederick Madden, conservateur des manuscrits au Musée Britannique, qui a examiné ces Mémoires, n'en a jamais vu une autre copie, et il n'a pas de doute qu'ils n'ont point encore été imprimés. Il ne me reste qu'à exprimer mon espoir que le lecteur les trouvera assez intéressants pour avoir mérité d'être publiés et à témoigner mes remerciements à la personne qui à bien voulu se charger de la traduction de cette préface.

A handwritten signature in dark ink, reading "William Hurling". The signature is written in a cursive style with a long, sweeping underline that extends to the right.

PREFACE DES MEMOIRES.

CES Mémoires contiennent le récit très exacte de tout ce qui s'est passé à la Cour d'Espagne, surtout depuis l'année 1678 jusqu'en l'année 1682.

Le mauvais Gouvernement des Ministres du Roy, dans toutes les affaires politiques, de justice, police et finances du Royaume, et du commerce.

Les misères des peuples de ce vaste Royaume, occasionnées par le mauvais Gouvernement.

Les indignes traitements des Ministres à l'égard de la Reine Mère du Roy Charles Second, et leurs entreprises pour mettre la Reine dans un espèce d'esclavage, et la faire dépendre d'eux. Les fourberies de ces Ministres, pour tromper le Roy même, par leurs mauvais conseils, et le tenir dans une espèce de tutelle continuelle.

Le génie, la religion, les mœurs, et la politique des Espagnols, leur lenteur dans l'expédition de toutes les affaires, et leur infidélité dans l'exécution de leurs paroles, et des Traités de Paix avec les Princes de l'Europe.

L'avarice des Espagnols, et l'usage introduit à la cour de ne payer personne.

Les cruautés et la tyrannie de l'Inquisition dans tous les Etats du Roy d'Espagne.

La foiblesse des Espagnols à l'égard de l'Inquisition.

Les forces du Roy d'Espagne, ses revenus, et sa dépense.

Le commerce des Espagnols en l'Amérique et aux Indes occidentales, et les dépenses faites par le Roy pour soutenir ce commerce par le moyen de ses gallions ou vaisseaux de guerre.

Tous les différents Conseils et Tribunaux établis à Madrid pour le Gouvernement des Etats du Roy d'Espagne, les officiers dont chacun d'eux est composé, et les matières qui y sont traitées, tant pour la religion, justice, police et finances du Royaume, que pour la guerre et la maison du Roy.

Les évènements de cette Cour avec celles des Princes de l'Europe, et nombre de faits particuliers tous des plus curieux et nécessaires à l'histoire. L'Etat et Gouvernement de la maison du Roy et de la Reine d'Espagne.

Ces Mémoires sont d'autant plus certains qu'ils ont été faits par Messire Pierre Marquis de Villars qui a été deux fois Ambassadeur de France à la Cour d'Espagne avant le Traité de Paix de Nimègue de l'année 1678, et une troisième fois depuis 1679 jusqu'en l'année 1682. C'est pourquoy il a rapporté tous les faits qui ont été de

son Ministère, ceux qu'il a vû qui avoient du rapport au Gouvernement, et ceux dont il a été assuré, dont la plus grande partie ont éclaté dans les Cours des Princes de l'Europe.

Le Marquis de Villars est père de Louis Hector Duc de Villars, Pair et Maréchal de France, Commandeur des Ordres du Roy vivant.

Ses Mémoires ont été donnés pour instruction au Marquis de Blécourt, Lieutenant Général des Armées du Roy lorsque Sa Majesté l'a envoyé en Espagne après la Traité de Partage au sujet du Testament du Roy Charles Second, et y a resté pendant plusieurs années en qualité d'Envoyé auprès de Philippe V.

On est encore redevable à Monsieur le Marquis de Villars de plusieurs autres ouvrages. Entre autres :—

Des Mémoires des affaires concernant le Commerce que les Ambassadeurs du Roy Très Chrétien ont poursuivi à la Cour d'Espagne depuis le Traité de Nimègue, c'est à dire, depuis l'année 1678, jusqu'à la rupture de la paix entre les deux Couronnes arrivée en l'année 1689.

Du Cérémonial des Ambassadeurs de la Cour de France à celle d'Espagne.

TABLE DES MATIÈRES.

	Page
D ÉCADENCE de l'Espagne	3
Madrid	5
Palais Royal que renferme cette ville	5
Grands officiers de l'Etat	6
Gentilshommes de la Chambre	6
Majordome	7
La Garde Royale, Bourguignone et Allemande	8
Premier Ministre	8
Secrétaire d'Etat	8
Conseil d'Etat	9
Paix de 1678	9
Don Juan d'Autriche	10
Ses prétentions aux honneurs Royaux	11
Instructions de Monsieur de Villars, Ambassadeur de France, au sujet de ces prétentions	11
Mariage projeté du Roi Charles II. avec une Archiduchesse d'Autriche et empêché par Don Juan	13
Mariage projeté du Roi avec Marie Louise d'Or- léans	14
Don Juan soupçonné de n'être pas favorable à ce mariage. Il fait secrètement des ouvertures pour obtenir la main d'une Infante de Portugal Louis XIV. approuve le mariage de sa nièce avec le Roi d'Espagne	15
Le mariage est célébré en France par procuration L'Ambassadeur de France fait son entrée officielle à Madrid le 9 Août, 1679	16 17

xxviii *Table des Matières.*

	Page
Prétentions de l'Ambassadeur de Malte, Don Diego de Bracamonte	17
Le Roi d'Espagne jure d'observer le traité de paix, le 31 Août, 1679	19
Don Juan d'Autriche devient Premier Ministre. Sa popularité	20
Elle diminue bientôt	21
Il exile de la Cour tous les amis de la Reine Mère	22
Il exile le Comte de Monterey à cause de la partialité qu'a le Roi pour ce seigneur	23
Il tient le Roi dans l'ignorance des affaires	23
La détresse publique ne diminue point	23
Ligue des Grands d'Espagne contre Don Juan	24
Espions employés pour découvrir ces machinations	26
Inquiétudes que causent à Don Juan les attaques dont il est l'objet dans des libelles	26
L'Ambassadeur de France devient populaire à Madrid à cause de son opposition aux prétentions Royales de Don Juan	26
Il fait une visite à la Reine Mère, à Tolède	27
Le mariage du Roy avec Marie Louise d'Orléans, est favorable à l'influence Française, et sert à la réconciliation du Roi et de la Reine Mère	28
Désir général de voir la Reine Mère rappelée de son exil à Tolède	28
On permet à quelques uns des Grands d'Espagne exilés, de revenir à la Cour	29
Don Juan veut assigner un lieu d'exil plus éloigné au Duc de Osuna, mais cela ne lui est pas permis	30
Maladie de Don Juan	31
Sa mort le 17 Septembre, 1679	32
Son caractère	33
Marie Louise d'Orléans mariée par procuration au Roi d'Espagne, à Fontainebleau	35
Réjouissances publiques à cette occasion à Madrid	35
Le Roi fait une visite à la Reine Mère à Tolède	36

Table des Matières. xxix

	Page
La Reine Mère revient à Madrid, et s'installe au Palais de Buenretiro	36, 37
Attentions que lui paie le Roi	37
Suppositions au sujet du successeur de Don Juan	38
Le Roi va au devant de sa fiancée	40
Composition de la Maison de la jeune Reine	41
Le Marquis de Astorga, Majordome Major	41
Le Duc de Offuna, Grand Ecuyer	41
La Duchesse de Terranova, <i>Camerera Mayor</i>	42
Voyage de la Reine se rendant en Espagne	43
Elle est reçue à la frontière par le Marquis de Astorga	44
Contraste entre la Cour d'Espagne et celle de France	44
La Duchesse de Terranova maintient l'étiquette la plus rigide	45
Elle cherche à inspirer au Roi la conviction qu'elle seule doit être confiée la surveillance de la conduite de la jeune Reine	46
Elle inspire à la Reine des sentiments d'aversion pour la Reine Mère, ainsi que pour	47
L'Ambassadeur de France	48
Le père Vintimiglia donne son appui à cette politique	49
Disputes entre le Duc de Offuna et le Marquis de Astorga au sujet de leurs fonctions et de leur autorité respectives	51
Le Roi se rend à Burgos pour y rencontrer la Reine	52
L'Ambassadeur de France la rencontre à Bribiesca	54
Il la trouve fort chagrinée par les cabales qui ont lieu autour d'elle	54
Il lui conseille de se lier intimement avec la Reine Mère	55
Tentatives des officiers de la maison du Roi pour empêcher l'Ambassadeur de France d'être présent au mariage royal	56
Le Roi décide que l'Ambassadeur sera présent	59

xxx *Table des Matières.*

	Page
La Reine et le Roi se rencontrent à Quàntana- palla	59
L'Ambassadeur de France leur sert d'interprète	60
Cérémonie du mariage ; disputes sur la préséance	60
Le Roi et la Reine retournent à Burgos	61
Ils se rendent à Madrid	62
Ils s'établissent à Buenretiro, le 2 Décembre, 1679	62
La Duchesse de Terranova cherche à convaincre le Roi de la nécessité de la faire seule gardienne de la Reine	63
Efforts pour empêcher la Reine de recevoir des visites avant son entrée publique dans la Capi- tale	64
L'Ambassadeur de France insiste sur le droit qu'il a de la voir	64
La Reine Mère persuade le Roi d'adoucir ses ordres au sujet de la défense de recevoir des visites	66
L'Ambassadrice de France (Madame de Villars) est admise auprès de la Reine	66
Leur conversation	66
Les ennemis de la Reine Mère cherchent à in- spirer sur son compte, de la défiance à la Reine	68
L'Ambassadeur de France obtient audience de la Reine le 14 Décembre, 1679	69
La mort de Don Juan d'Autriche laisse tout le pouvoir aux mains de Don Jeronimo de Eguya, Secrétaire d'Etat	70
Candidats pour la place de Premier Ministre	72
Le Duc de Medina Celi	72
Le Connétable de Castille	73
Proposition de créer une Junte	75
Intrigues de Eguya pour maintenir son pouvoir	77
Entrée solennelle de la Reine à Madrid le 3 Janvier, 1680	81
Fête des Taureaux	82
La Reine se défie de la Reine Mère	84
La Reine Mère s'allie au parti François	85

Table des Matières. xxxi

	Page
L'Ambassadeur de France parvient à vaincre en partie la défiance de la Reine pour la Reine Mère	87
Intrigues du Connétable de Castille pour arriver au pouvoir	88
Il attaque Eguya au Conseil d'Etat	89
Il cherche à obtenir l'appui de la Reine Mère	90
Tactique du Duc de Medina Celi	90
Misérable état des affaires publiques	92
Plaintes des Ministres Etrangers	93
Plaintes de l'Ambassadeur de France	94
Gaspillage des deniers de l'Etat. Le Trésor public épuisé	95
Dépréciation de la monnaie, et ses tristes effets	95
Quelle en fut l'origine et le progrès	96
Eguya cédant à la nécessité, appuie la nomination du Duc de Medina Celi comme Premier Ministre	100
Medina Celi est nommé le 21 Fevr. 1680	101
Son caractère	102
Le gouverneur des Pays Bas reçoit l'ordre de rendre Charlemont à la France en vertu des conditions du traité	102
Le Duc de Medina Celi reçoit au lit les visites de ceux qui viennent le féliciter	105
Questions d'étiquette au sujet de la réception de l'Ambassadeur de France	106
Espérances du public relativement aux réformes que fera le nouveau Ministre	107
Ces espérances ne se réalisent pas	108
Medina Celi nomme une Junte pour l'examen du plainte du Nonce contre le Président de Castille	109
Cause de cette querelle	110
Difette à Madrid	112
Proposition de Marco Dias de diminuer les droits d'entrée des provisions en ville	113
Mort de Dias	114

xxxii *Table des Matières.*

	Page
Commotion populaire	115
Troubles en Italie	116
Troubles sur les frontières de France et de Biscaye	117
Don Vicente de Gonzaga	118
Une escadre française paraît devant Majorque pour demander la restitution d'un navire français saisi par des corsaires de cette île	119
L'Ambassadeur de France demande satisfaction parcequ'on lui a retiré ses privilèges	121
Notices à ce sujet	123
Négociations	124
Colère du Roi de France	126
La Reine d'Espagne intervient	127
Réponse du Roi d'Espagne	127
Argument du Duc de Medina Celi	128
L'Ambassadeur de France obtient une audience du Roi	129
Ses privilèges lui sont rendus	130
Remarques sur la conduite de la Cour d'Espagne	131
Précédents pour les privilèges des Ambassadeurs à la Cour d'Espagne	132
Manière dont on traite l'Ambassadeur d'Espagne à Paris	134
L'Envoyé de Brandebourg quitte Madrid parceque le Gouvernement refuse de payer une redevance due à l'Electeur	135
L'Envoyé de Savoye se retire également pour un refus de paiement d'une dette, et à cause de certaines distinctions diplomatiques	137
Procès entre le Nonce et le Président de Castille, qui se termine en faveur du premier, et renvoi du Président	138
L'Evêque de Avila est nommé Président de Castille. Autres changements et promotions	140
La Confesseur du Roi refuse un évêché	144
Pouvoir très grand qu'exerce Don Jeronimo de Eguya	145

Table des Matières. xxxiii

	Page
Pouvoir de la Duchesse de Terranova . . .	146
Elle inspire au Roi la haine des Français . . .	148
Le Roi devient jaloux d'un fou français et de deux Seigneurs allemands . . .	149
La Duchesse devient plus polie pour l'Ambassa- deur de France . . .	150
L'Ambassadrice de France devient la favorite de la Reine . . .	150
La Reine est laissée six mois sans argent . . .	150
La visite annuelle de la Cour à Aranjuez ne peut avoir lieu faute d'argent . . .	151
Le Roi va seul à l'Escorial pour y chasser le loup . . .	152
La disette produit une révolte à Madrid . . .	153
Les processions aux flambeaux des Flagellans sont défendues . . .	155
Tumultes qui s'en suivent . . .	156
Malversations et monopoles . . .	157
On trouve impossible de les empêcher . . .	158
La dépréciation de la monnaie de cuivre, et ses résultats désastreux . . .	159
Espérances que fait naître le nouveau Ministre . .	160
Don Vicente de Gonzaga . . .	161
Le Marquis de Los Balbases . . .	161
Le Connétable de Castille . . .	163
Son opposition au Gouvernement. Efforts de Medina Celi pour se le concilier . . .	163
Medina Celi est accablé de besogne, et néanmoins rien ni se fait . . .	165
Le Marquis de la Grana, Ambassadeur . . .	166
Faveurs dont il est comblé . . .	167
Extrême épuisement du Trésor public . . .	167
Los Balbases propose de faire dresser un compte exact des Finances de l'Etat . . .	168
Il est décidé que ce compte exigerait plusieurs années, et le projet est abandonné . . .	168
Eguia et la Duchesse de Terranova continuent à jouir d'un grand pouvoir . . .	168

xxxiv *Table des Matières.*

	Page
La Duchesse devient si impérieuse envers la Reine, que celle-ci prend la résolution de s'en débarrasser	169
Elle demande au Roi de l'éloigner	170
Le Roi hésite	170
La Reine Mère se déclare neutre	170
La Reine propose de nommer la Duchesse de Medina Celi <i>Camerera Mayor</i> , mais celle-ci refuse	172
Négociations avec les Duchesses de Infantado et d'Albuquerque, et avec les Marquises de Los Velez et de Aytona	174
Bruits d'une guerre avec la France	177
Disputes au sujet du titre du Duc de Bourgogne	178
Traité conclu à Londres le 20 Juin, 1680, entre l'Espagne et l'Angleterre. Le poste de Gouverneur des Pays Bas est vacant	180
Le Prince Alexandre de Parme y est nommé	181
Difficulté de lever de l'argent pour faire face aux dépenses du gouvernement des Pays Bas	184
Le manque d'argent oblige à revenir au système d'échange	185
Misère de la Maison du Roi à Madrid	185
Peste en Andalousie	186
Auto-de-fe à Madrid le 30 Juin, 1680, en présence du Roi. Dix huit Juifs brûlés vifs	188
Peu après, un Juif achète le titre de Marquis	191
Dispute entre l'Espagne et la Savoie au sujet des droits des Ambassadeurs	192
On pense que l'Infante de Portugal est empoisonnée	195
Mort à Alicante de l'Ambassadeur de Portugal en Savoie	196
Le Marquis de Grana, Ambassadeur de l'Empire fait son entrée solennel à Madrid	196
Disputes qui en résultent	197
Le confesseur du Roi, le père Francois de Reluz,	

Table des Matières. xxxv

	Page
renvoyé pour avoir conseillé au Roi de se dé-	
faire du Duc de Medina Celi	199
Le Père Bayona lui succède	202
La Duchesse de Terranova est renvoyée	203
La Duchesse d'Albuquerque nommée <i>Camersera</i>	
<i>Mayor</i>	206
La Duchesse Terranova prend congé.	207
Elle refuse fièrement toutes faveurs	208
La Duchesse d'Albuquerque	209
Ce changement est très avantageux à la Reine	209
Le Roi lui accorde plus de liberté	210
Don Melchior Navarra nommé Vice Roi du	
Pérou	211
Le Marquis de Santa Cruz meurt de chagrin de	
ne pas avoir obtenu ce poste	213
Le Duc de Veraguas est rappelé de son poste de	
Vice Roi de Valence pour avoir fait exécuter	
un moine apostat accusé d'un vol de grand	
chemin	215
Le Marquis de Las Navas, Vice Roi de Sicile	
désobéit aux ordres du Roi avec impunité	217
Le Marquis de Liche, Ambassadeur à Rome,	
cherche en vain à obtenir son rappel	218
Ses querelles avec le gouvernement Papal à ce	
sujet	220
La Cour fait une visite à l'Escorial	221
Difficultés pour trouver de l'argent à cette occa-	
sion	222
Manière de vivre de la Reine à l'Escorial	225
Manière de vivre du Roi	226
Froidueur entre la Reine et le Duc de Medina	
Celi	227
Affaire de la Connétable Colonna	228
L'Electeur de Brandebourg se paie lui-même de	
la dette due par Roi d'Espagne, en saisissant	
deux navires Royaux, dans les eaux d'Ostende	233
Troubles aux Indes Occidentales	234
Révolte sur les frontières de la Biscaye	235

xxxvi *Table des Matières.*

	Page
Tremblements de terre à Madrid, à Seville et à Malaga	237
Méfintelligence entre la Reine et le Duc de Medina Celi	238
Méfintelligence entre la Reine Mère et le Duc de Medina Celi entièrement au pouvoir de Eguya	239
Tactique habile de Eguya	240
Diverses nominations; le Duc d'Albe, le Marquis de Astorga, &c.	242
Mariage de Don Augustin de Guzman et de l'héritière du Duc de Montalto	243
Ce mariage attire à Medina Celi l'inimitié des familles de Oropeza et de Los Velez	244
Autres ennemis de Medina Celi; l'Amirante de Castille	246
Le Comte de Monterey	248
Le Duc de Pastrana	251
Le Duc de Veraguas	252
Le Marquis de Mansera	253
Le Marquis de Grana	254
Grana, à la demande des autres, propose à Medina Celi de nommer une Junte, à l'effet d'examiner l'état où est la nation, et de faire cesser les abus	255
Medina Celi, par l'avis de Eguya, refuse d'accéder à cette proposition	256
Les mécontents diffèrent entr'eux	257
L'Amirante de Castille se sépare d'eux, et on le soupçonne de trahir leurs plans auprès de Medina Celi	258
Monterey reçoit l'ordre de quitter la Cour	258
Pastrana allarmé, confesse tout	260
Le Prince d'Astillano n'est pas exilé	261
L'Amirante	261
Pastrana et Mansera échappent aussi	262
Le Duc de Veraguas se plaint de son injuste rappel de Valence	263
Il est exilé de la Cour	264

Table des Matières. xxxvii

	Page
Disgrace et pardon du Duc de Osuna	264
Medina Celi, à l'aide du Confesseur, obtient une influence absolue sur le Roi	266
Il cherche à effectuer une rupture entre le Roi et la Reine Mère	266
Entre la Reine Mère et la Reine	267
Entre la Reine, et quelques dames de la Cour, y compris l'Ambassadrice de France	270
L'Ambassadeur de France se tient éloigné des intrigues de la Cour	274
Les affaires publiques sont loin de s'améliorer sous le Ministère de Medina Celi	275
Dépréciation de la monnaie de cuivre	276
Le commerce de laine de Segovie diminue	276
Absence complète de valeur représentative	277
Le commerce est suspendu	278
On exporte la fausse monnaie pour tirer profit de l'alliage d'argent qu'elle contient	278
Longues délibérations du Ministère qui se termi- nent par un marché honteux	279
Le gouvernement publie un tarif des prix aux- quels les marchandises importées doivent se vendre	280
On ne l'observe pas	282
Madrid appauvrie par ses lourdes taxes	282
Ainsi que par l'improbité de ses fonctionnaires	283
Le gouvernement nomme une Junta pour re- chercher la cause des abus	283
Don Lope de los Rios en est nommé Président	284
Les travaux de la Junta secrètement entravés par de puissants personnages intéressés dans les abus de l'administration	284
Grand nombre et prospérité des étrangers en Espagne	285
Décadence de Séville	287
Revenus du Roi d'Espagne s'élevant à 70,000,000 de livres, hypothéqués au deux tiers de leur valeur	288

xxxviii *Table des Matières.*

	Page
Misère des fonctionnaires publics et de la Maison du Roi	289
Les troupes ne sont pas payées	290
En Navarre	291
En Catalogne	292
En Flandres, &c.	292
L'Electeur de Brandebourg garde les deux vaisseaux qu'il a saisis dans les eaux d'Ostende	294
Les difficultés avec la France sont arrangées	295
Le gouverneur d'Oran surpris et tué par les Mores	296
Querelle avec le Portugal dans la rivière Plata	297
Le Prince Régent de Portugal envoie des troupes à Elvas	298
Le gouvernement Espagnol demande les bons offices de l'Envoyé d'Angleterre	299
L'Envoyé de Portugal les refuse	300
Un Ambassadeur est envoyé à Lisbonne pour arranger l'affaire	303
Le Gouvernement Portugais oblige le Gouvernement Espagnol à accéder à toutes ses demandes	305
Nominations officielles	306
La Connétable Colonna	307
La Cour se rend à Aranjuez en Avril, 1688	308
<i>Los Galanteos de Palacio</i>	310
Conseils et tribunaux de Madrid	312
Conseil d'Etat	312
Les Conseillers	313
Secrétaires d'Etat	319
Conseil de la Guerre	323
Conseil Royal de Castille	325
Conseil de la Chambre de Castille	327
Conseil Suprême de l'Inquisition	328
Conseil des Ordres	330
Conseil d'Aragon	331
Conseil de la Croisade	332
Conseil d'Italie	333
Conseil de Flandres	334

Table des Matières. xxxix

	Page
Conseil de <i>Hazienda</i> ou des Finances	334
Tribunal des Millions	336
Tribunal des Ordres	337
La <i>Contaduria Mayor</i>	337
Conseil des Indes	338
Notice sur les Indes	339
Commerce des Indes	340
Maison de <i>Contratacion</i> à Seville	341
Les Vices Royautés des Indes	342
Les Iles Philippines	344
Les Flottes des Indes	346
La Flotte des Galères	348
La Flotte de la Nouvelle Espagne	349
Leurs voyages	350
L'argent des Indes	351
Dépense des Flottes	351
Les Mines	353
Bulles de la Crusade	354
Tribunal de l'Inquisition	355
 Notes	 359 à 380
 Errata	 381



MÉMOIRES DE LA COUR
D'ESPAGNE
DEPUIS L'ANNÉE 1678, JUSQU'EN
L'ANNÉE 1682.



MÉMOIRES DE LA COUR D'ESPAGNE.



L'IDÉE que ces mémoires pourront donner de l'Etat et du Gouvernement présent de l'Espagne aura sans doute peu de rapport à celle que la Puissance et la Politique des Espagnols avoient autrefois répandu dans le Monde ; mais personne n'ignore que depuis le commencement de ce siècle, l'une et l'autre ont toujours été en diminuant.

Ce changement est devenu si grand dans les derniers temps, que d'une année à autre, on auroit pû s'en appercevoir.

J'avois vu cette Cour et la plus

grande partie de l'Espagne. Il y a quinze ans, on y trouvoit encore des Ministres de réputation dans les Con-seils : On voyoit dans les finances du Roy et dans le commerce des sujets, Encore assés d'argent pour se souvenir des richesses que les Indes leurs don-noient sous un meilleur Gouverne-ment. Mais dans un second voyage où durant deux ans j'ai eu occasion de voir continuellement la Cour et les Ministres, J'ai trouvé peu de restes de l'ancienne Espagne dans le Public et le Particulier : c'est ce qui m'a porté à écrire ces Mémoires, pour faire voir en détail le changement de cette Monarchie, qu'il seroit difficile de se persuader à moins que d'en être convaincu par une suite de faits que je rapporteray comme je les ay vû, sans prévention et sans intérêt.

Je croy qu'avant d'entrer dans cette narration je dois expliquer en peu de mots ce qui regarde quelques per-

sonnes principales, quelques charges, et d'autres choses particulières à cette Cour nécessaires pour l'intelligence de ce qui sera dit dans la suite.

Depuis plus de cent ans Les Roys d'Espagne tiennent ordinairement leur Cour à Madrid ; c'est une Ville assés grande, sans murailles, située au milieu de l'Espagne, dans un païs sec et découvert. Le Ruisseau de Manzanares qui y passe sous la Ville n'a presque point d'Eau tout le long de l'année, cependant on a bâti sur ce ruisseau deux ponts assés grands pour passer le Rhin ou le Danube.

Le Palais du Roy est à l'extrémité de la ville vers le Midy ; sa façade en d'ordre Dorique, d'une pierre comme de Grez ; deux Pavillons de Briques la terminent à droite et à gauche ; Les trois autres côtés de ce Palais n'ont ny forme ni raport entre eux, et sont tous composés d'une quantité de petits Bâtimens de Bri-

ques ou de Terre ; au deffous du Palais Le Terrain qui va en penchant jusqu'au Manzanares, est fermé de murailles, dans une situation admirable pour des Terrasses et des Cascades ; mais il est inutile, sans bois, sans Jardin, sans fontaines : Une affés grande Place fait l'advenue du Palais.

Les grands Officiers du Roy d'Espagne sont le Sumillier du Corps, Le Major Dome Maior, et le grand Ecuyer. Ces trois charges sont égales en dignité. Le Sumillier du Corps a le pas et le commandement dans l'appartement du Roy, Le Major Dome Maior dans le reste du Palais, et Le Grand Ecuyer a ces deux prérogatives, hors ces deux Endroits.

Après ces trois premières charges, suivent immédiatement celles de Gentilshommes de la Chambre, qui portent pour marque de leur dignité, une clef d'or pendüe à la ceinture. Ces clefs sont de trois fortes ; celles

qui donnent l'exercice de Gentilhomme de la chambre, celles qui donnent l'Entrée sans Exercice, et la Clef appelée *Capona*,¹ qui ne donne l'entrée que dans l'Antichambre.

Ces gentilshommes de la Chambre sont en grand nombre : ceux d'Exercice sont trente trois ou quarante ; Ils servent par jour tour à tour et la plus part des grands d'Espagne sont du premier ordre.

Les Maïor Dome Maïor du Maître d'Hotel, ont les mêmes Entrées que les Gentils hommes de la Chambre ; ces charges sont remplies par des Personnes de la première qualité, sont les seconds fils des Grands d'Espagne : Ils servent par semaine, et ont toute l'autorité du grand Maître quand il est absent. Ce sont Eux qui accompagnent les Ambassadeurs à leurs Entrées, qui introduisent les Ministres étrangers à l'audiance du Roy : Leur nombre n'est point fixé, mais

à l'ordinaire il ne passe pas huit ou dix.

La garde du Roy d'Espagne, consiste en trois compagnies indépendantes les unes des autres : La Garde Flamande ou Bourguignone, est proprement la Garde du Corps composée de cent hallebardiers commandée par le Marquis de Falcés, La Garde Allemande est de pareil nombre d'Archers, dont le Capitaine est Don Pedro d'Aragon, La Garde Espagnolle est de cent hallebardiers, sous le commandement du Comte de Los Arcos qui l'est encore d'une compagnie de cent Espagnols, qui ne sert qu'aux grandes cérémonies et aux Enterrements des Roys.

En Espagne les affaires de l'Etat sont gouvernées par un premier Ministre, auquel Le Roy donne une très grande autorité. Il a sous luy un Secrétaire d'Etat, dont le Bureau est dans le Palais même. Par les

main du Secrétaire d'Etat passe tout ce qui vient au Roy et au premier Ministre, et tout ce qui en sort pour être expédié : Il s'appelle pour cette raison Secrétaire *del despacho Universal*.

Avant que le Roy et le premier Ministre décident les affaires, Elles sont examinées par le Conseil d'Etat, et par divers autres Conseils, qui sont en grand nombre à Madrid comme je le remarqueray plus particulièrement après avoir fait voir ce qui s'est passé en cette Cour depuis le mois de Juin 1679, jusqu'au mois de May de l'année 1681.

La Guerre qui commença en 1672 entre la France et la Hollande, ayant partagé presque toute l'Europe, les Hollandois la finirent par la Paix qu'ils firent seuls avec la France en l'année 1678. Peu après, l'Espagne suivit leur exemple ; L'Empereur et une partie de l'Empire firent ensuite

un Traité séparé avec la France, et enfin l'Electeur de Brandebourg avec le Roi de Dannemark furent les derniers à quitter les armes.

Cette grande Paix entre tant de Princes différens se traitta à Nimègue, et aussitôt qu'elle fut rétablie par tout, on pensa dans chaque Cour, à envoyer des Ambassadeurs dans celles des nouveaux Amis. Le Roy très Chrétien nomma pour l'Ambassade d'Espagne, Le Marquis de Villars, qui avant la guerre y avoit été avec le même caractère ; Il arriva à Madrid au mois de Juin 1679, et trouva cette Cour gouvernée par Don Juan d'Autriche, premier Ministre de Charles Second, Roy d'Espagne.

Don Juan étoit fils naturel du Roy Philippe IV. Depuis la mort de son Père et même auparavant, il avoit toujours été éloigné de la Cour, pendant que la Reine Marie Anne d'Autriche^s gouvernoit l'Espagne

dans la minorité du Roy Charles II. son fils ; mais au commencement de l'année 1677, Don Juan appuyé d'une cabale des Principaux Seigneurs de la Cour quitta l'Aragon où il étoit retiré, vint à Madrid, chassa la Reine, et demeura le Maître de la Personne du Roy et du Gouvernement de l'Etat.

Quoy que Bâtard il avoit toujours eu de grandes idées de pouvoir se faire reconnoître Infant, et l'élévation que lui donnoit un Ministère absolu sous un Roy de quinze ans, lui facilitoit les moyens de faire des pas qui tendoient au haut rang ; Il établit d'abord de ne point donner la main ni le Siège chez luy aux Ambassadeurs. Le Nonce, et les autres Ministres de pareil caractère suivirent ses intentions et le virent sur ce pied.

Le Marquis de Villars vint de France avec des instructions moins

fournies à cette prétention ; Le Roy très Chrétien ne jugeant pas qu'un Bâtard du Roy d'Espagne pût avoir droit de prendre de tels avantages sur son Ambassadeur, luy commanda de ne point voir Don Juan s'il ne lui donnoit pas chez lui les honneurs du Pas, de la main, et du siège. Il étoit difficile que Don Juan voulût en convenir après s'être mis en possession de ces prééances avec tous les autres Ambassadeurs qui étoient à Madrid ; ainsi celui de France se trouva hors d'état de le voir, et dans la nécessité de traiter les affaires sans parler au premier Ministre, dont il étoit assuré de s'être attiré le chagrin par cette distinction ; Il ne laissa pas de commencer la fonction de son Ambassade par une audience secrète qu'il eut du Roy, et peu après il en eut une publique, pour lui faire les compliments sur la conclusion de son Mariage avec Mademoiselle, fille ainée de Monsieur.

C'étoit pour la seconde fois qu'on marioit le Roy d'Espagne, il l'avoit déjà été avec l'Archiduchesse fille de l'Empereur, c'est à dire les articles avoient été réglés, et le contrat signé. Don Juan premier Ministre rompit ce mariage qu'avoit fait la Reine ; on demeura ensuite quelque temps sans parler de marier Le Roy et Don Juan s'affermit dans le Gouvernement.

Il sembloit pour se conserver plus de pouvoir sur Le Roy il devoit souhaiter qu'il n'y eut pas si tôt de Reine, et peut être que dans l'idée qu'il s'étoit faite d'avoir le rang d'Infant, il trouvoit un intérêt secret, à éloigner le Mariage d'un jeune Prince toujours infirme pendant son enfance et dont il pouvoit se flatter d'être un jour le successeur ; Mais le Roy ayant dix sept ans, et une santé qui s'affermissoit avec l'âge, commença à souhaiter d'être marié. Il étoit seul de la Branche Espagnole de la maison

d'Autriche, et tout son Royaume avoit intérêt qu'il fût en état d'avoir des enfans.

La Paix ayant remis les Couronnes dans les liaisons interrompues par la Guerre, toute l'Espagne regarda Mademoiselle, fille aînée de Monsieur,³ comme la seule Princesse qu'elle devoit souhaiter pour Reine ; Elle étoit presque de l'âge du Roy. Il l'aimoit déjà dessus ses portraits, et sur le rapport de quelques Seigneurs Espagnols qui l'avoient vüe ; et dans le monde, la Mémoire de la Reine Isabelle de France,⁴ dont les vertus sont encore en vénération, faisoit souhaiter une Reine du même Sang. Don Juan entrant dans cette inclination du Roy et de l'Etat, envoya ordre en Flandre au Marquis de Los Albaces, qui venoit d'assister au Traité de Paix de Nimègue, d'aller en France demander cette Princesse pour le Roy son Maître.

On prétend qu'avant cette démarche publique, il n'en avoit fait aucune particulière pour s'assurer le succès de la demande, on a même soupçonné qu'il n'y entroit pas de bonne foi, ou par la vüe générale d'éloigner le mariage du Roy, ou par la crainte particulière d'être moins le maître avec une Reine Françoisé qui peut être aideroit au Roy à se retirer de l'affujétissement où il se trouvoit. Il sembloit néanmoins qu'il pût espérer de se faire auprès d'elle un mérite d'avoir rompu le mariage d'Allemagne pour conclure le sien.

Ces considérations opposées le firent assés balancer, et dans le temps qu'en France le Marquis de Los Balbases⁵ demandoit Mademoiselle, Don Juan fit proposer sous main à Madrid de demander l'Infante de Portugal. Il ne sçavoit pas que le mariage de cette Princesse étoit déjà conclu secrètement avec le Duc de Savoye.

La demande que fit le Marquis de Los Balbases fut assés bien reçue en France, pour croire qu'elle ne feroit pas sans succès. Don Juan cherchant alors à embarrasser la Cour, fit proposer au Conseil d'Etat qu'en considération que le Roy d'Espagne épousait une Princesse qui n'étoit pas fille de Roy, on devoit demander à la France des avantages solides, et l'obliger de rendre à l'Espagne quelque uns des places de Flandres qui lui étoient demeurées par le dernier Traité. Tout le Conseil s'éleva contre cette proposition, déclarant que l'unique Intérêt de l'Etat étoit d'avoir une Princesse bien faite, capable de leurs donner des Princes; Ainsi le Mariage se conclut. Il fut célébré en France par Procureur, l'on y régla le départ de la nouvelle Reine, et en Espagne celui du départ du Roy, pour l'aller rencontrer; cependant on envoya de Madrid le

Duc de Pastrana luy faire des compliments et un présent.

L'Ambassadeur de France avoit fait son entrée publique à Madrid le 9 Août [1679] ; on lui avoit envoyé selon la coutume des chevaux de l'Ecurie du Roy pour luy et pour un nombre des siens, qui devoient entrer comme luy ; Il fut accompagné par le Major Dome de Semaine, par le conducteur des Ambassadeurs et par son Lieutenant, depuis sa maison jusqu'au Palais, où il eut une audience du Roy et lui parla en François.

La marche de cette entrée fut interrompue durant plus d'une heure par un incident que fit l'Ambassadeur de Malthe, prétendant que son carrosse marcheroit immédiatement après celui de l'Ambassadeur de Venise dernier Ambassadeur de Chappelle, et devant les seconds carrosses de celui de France. Le Marquis de Villars, s'y opposa, et il fallut que le

conducteur allât au Palais pour faire régler cette difficulté, que l'on trouva mal fondée du côté de l'Ambassadeur de Malthe, qui ne pouvoit prétendre aucun rang parmi des Ambassadeurs de Têtes couronnées, dont pas un ne luy donnoit la main chez luy, ainsy son carrosse se retira, et les seconds carrosses de l'Ambassadeur de France continuèrent leur marche après celui de l'Ambassadeur de Venise qui étoit précédé de celui du Nonce, devant lequel alloit le premier carrosse de l'Ambassadeur de France et à la Tête de tout un carrosse du Roy.

Cet Ambassadeur de Malthe appelé Don Diego de Bracamonte, s'étoit mis le premier dans cette prétention, inconnüe à ses prédécesseurs, qui jusqu'alors avoient visité les Ambassadeurs des Têtes couronnées, sans en prétendre la main en aucune endroit ; celui ci ne voulut voir ny Ambassadeur ny Cardinaux ni Conseillers

d'Etat, sans cet avantage ; c'est à dire qu'il ne les vit point du tout hors le Nonce, qu'il fut contraint au bout de dix mois d'aller visiter par ordre exprès du Grand Maître de Malthe.

Le dernier jour du même mois [31^{er} Août, 1679] se fit la cérémonie de Jurer la Paix, que le Roy Très Chrétien jura le même jour à Fontainebleau ; Le Roi d'Espagne se rendit à quatre heures après midi dans la Galerie dorée du Palais de Madrid, au haut de laquelle il s'affit sous un Dais ; à sa gauche, au bas de trois degrés qui le relevoient, étoit assis l'Ambassadeur de France seul, de l'autre côté étoit le Cardinal Portocarrero, Archevêque de Tolède, le Duc de Medina Celi Sumillier du Corps, Le Connétable de Castille Majordome Major, Le Patriarche des Indes, Capellan Major ou Grand Aumônier, ensuite le Banc des Grands ; Don Pedro Coloma, Secrétaire d'Etat

lut les pouvoirs de l'Ambassadeur, Le Cardinal lut le serment du Roy, et le Patriarche alla luy présenter le livre des Evangiles, qui se mit à genoux et Jura.

La Cour depuis quelque temps étoit dans une agitation continuelle contre le premier Ministre, que la crainte avoit tenue secrète ; mais le temps et les conjunctures lui ayant donné de la force, elle commença à paroître avec plus de hardiesse et de mouvement.

Lorsque Dom Juan entra dans le Gouvernement on peut dire qu'il faisoit toutes les espérances de l'Espagne, Il avoit de l'esprit et on ne doutait point que ses Emplois de Paix et de Guerre ne l'eussent rendu capable de relever la foiblesse et les malheurs de l'Etat. Tout le Peuple l'avoit souhaité, et plusieurs d'entré les Grands avoient signé une ligue pour son retour. La haine et le

mépris du Gouvernement passé, augmentoit dans leurs esprits par le mérite de tout ce qu'ils attendoient de ce nouveau Ministre. La foiblesse ordinaire des minorités, une Reine Allemande et trop bonne, un confesseur, Jésuite et étranger, un favori, Valenzuela,⁶ sans naissance ny mérite, élevé tout d'un coup ; ces idées répandues depuis long temps parmi les Courtisans et le Peuple, firent recevoir Dom Juan comme le Libérateur de l'Espagne.

Mais soit par la destinée ordinaire des favoris, ou par le défaut particulier de sa conduite, son Gouvernement fit peu de temps après, regretter celui qu'il venoit de détruire. Il ne voulut pas entrer à Madrid que la Reine n'en fut sortie pour aller à Tolède, qu'on lui marqua pour sa retraite, ou plutôt pour son exil. Il lui donna depuis, tous les désagréments possibles : Il fit des recherches

indignes sur sa vie, qui alloient à la déshonorer ; et comme il étoit difficile qu'il ne se trouvât encore des Personnes de qualité que quelques restes d'affection ou de reconnoissance rendit sensibles à l'accablement de cette Princesse, il chassa de la Cour tous ceux qu'il crut avoir part à ses intérêts.

L'Amirante de Castille, Grand Ecuyer du Roy, Le Duc de Osuna,⁷ grand Ecuyer de la Reine à venir, Le Prince de Astillano, Le Marquis de Mansera, grand Maître d'hôtel de la Reine, Le Comte de Humanes, Le Comte de Aguilar, Le Marquis de Mondejar, soubçonné à faux d'avoir fait des vers contre Dom Juan. Plusieurs autres personnes de moindre rang furent exilés en divers lieux, grand nombre de Religieux de divers ordres eurent le même traitement, pendant qu'on voyoit auprès de Dom Juan un Chartreux qu'il avoit amené

de Zaragoza, et un Capucin, comme ses favoris, et que lui même affectoit une parfaite régularité de vie, qui pouvoit le mettre en réputation de dévot.

Le Comte de Monterey⁸ qui avoit été à la tête de son parti pour l'amener à Madrid, lui ayant paru dans la fuite trop agréable au Roy, Il l'envoya d'abord commander en Catalogne, l'exila depuis, et luy fit commencer son procès sur l'affaire de Puicerda pour l'éloigner entièrement de la Cour.

Le Roy étoit jeune, Il avoit eu peu d'éducation, et ne pouvoit encore avoir d'expérience. Don Juan ne chercha point à le former, ny à lui donner entrée dans les affaires, il le tint toujours dans une extrême oisiveté, et dans une dépendance si grande que ce Prince ne pouvoit sortir du Palais sans luy.

Le Peuple se feroit consolé de la

disgrâce des Grands, et de l'Éclavage du Roy, s'il avoit trouvé quelque soulagement à sa misère, mais elle augmenta avec les Impositions. La cherté devint plus grande, on ne vit point rétablir la justice, point mettre ordre aux finances; Personne ne trouva sa condition meilleure, Plusieurs la trouvoient pire, Le chagrin devint général, et l'on commença à regretter la Régence.

Mais en Espagne plus qu'en Lieu du monde, la colère du Peuple est impuissante; cette nation si pleine d'apparence de fierté, semble n'avoir de cœur que pour murmure de ses maux et de ceux de l'Etat. L'Exil de tant de Seigneurs, étoit une cause plus capable de produire quelques mouvements, par le grand nombre de personnes du premier Rang, que le Sang ou l'Amitié intéressoit à leur disgrâce. Leurs amis communs commencèrent à former des liaisons, ou

fit porter des paroles à la Reine, on lui fit connoître combien son retour étoit fouhaité, on fit secrètement en-vifager au Roy le traitement honteux que souffroit la Reine fa mère, la fervitude où on le tenoit luy même, et tout ce qui pouvoit rendre Dom Juan odieux par l'indignité de fa conduite.

Ces derniers pas avoient affés de fondemens pour en efperer des fuittes, mais la fituation de la Reine toujours exilée, fon génie naturellement un peu lent, arrêtée encore par le fouvenir des infamies paffées qui luy en faifoient craindre de nouvelles, la Jeunefle du Roy, le peu d'application et de Vigueur de ceux qui agiffoient dans cette affaire, toujours dominée par une pareffe naturelle, et toujours attendant le fuccès de l'induftrie d'autrui, fufpendoient l'effet de tant d'intentions contraires au premier Miniftre, cependant Dom Juan

s'en allarmoît, et comme le soîn qu'il prenoit d'entretenir un grand nombre d'Espions par tout, lui faisoit connoître une partie de ce qui se passoit de tous ces mouvements, qu'il découvroit en plusieurs Libels sanglans qui parurent contre luy, le jetèrent dans une violente inquiétude. Elle étoit augmentée par son irrésolution naturelle, et par le peu de force qu'il se sentoît pour soutenir le poids d'une vaste Monarchie, accablée depuis longtemps par sa propre Grandeur, et par l'irrégularité du Gouvernement.

Les choses étoient en cet état, lors que l'Ambassadeur de France arriva à Madrid, son opposition aux prétentions que Dom Juan avoit déjà établies avec les autres Ministres de ce caractère, fut reçue agréablement de la plus grande partie de la Cour ; il suffisoit qu'on le trouvât contraire à Dom Juan, pour croire qu'il venoit

fortifier le parti de ses ennemis. Il avoit déjà été Ambassadeur à Madrid avant la dernière guerre, et parmi la rupture des deux nations, sa conduite et ses manières lui avoient conservé des amis dans cette cour ; il restoit à la Reine de la confiance pour luy et de l'estime pour sa probité, et lorsqu'après avoir fait son entrée à Madrid il alla à Tolède la saluer, Elle voulut outre son audience publique, avoir avec lui un entretien particulier, plein d'ouverture et de franchise, sur ses intérêts et sur les affaires présentes. Ainsy il entra aisément dans la connoissance et dans la suite de ses dispositions, que l'on se fit un intérêt de luy confier, et il eut besoin de modération et de délicatesse pour ne pas s'abandonner à un parti si considérable, qui tendoit à la ruine d'un Ministre avec lequel il se trouvoit en de si grandes oppositions.

La conclusion du mariage de Ma-

demoiselle avec le Roy d'Espagne parut être aussy avantageuse pour l'Ambassadeur que contraire à Dom Juan, qui ne pouvoit attendre que du ressentiment de la part de la France qu'il choquoit directement en la personne de son Ministre ; d'ailleurs on ne doutoit pas que les liaisons de la Reine de France avec la Reine mère d'Espagne ne passassent à la jeune Reine, et que cette Princesse ne vint avec toutes les dispositions favorables à sa Belle mère, dont le parti étant devenu celui du Public par l'intérêt général qu'on se faisoit de détruire Dom Juan.

Ces conjectures rassemblées donnèrent une nouvelle chaleur au Parti ; on commença à parler haut, on sollicita le retour des Exilés, on traita de celui de la Reine Mère ; Dom Juan fut embarrassé, et comme il ne s'étoit point fait de créatures de mérite, ny

de véritable confiance avec personne, il se trouva seul, et ne put chercher de ressource qu'en luy même ; Il y eut dès lors de ses créatures qui prévoyant sa chute, prirent des liaisons dans le parti contraire, et l'on trouva moyen d'agir auprès du Roy par le confesseur.

C'étoit un Dominicain que Dom Juan avoit mis depuis un an dans cet Employ, Le Duc De Alba lui en avoit répondu, mais ce Religieux plus homme de bien que courtisan, entra moins dans les intérêts du Ministre que dans ceux de ses amis particuliers, qu'il appuya auprès du Roy de tout le pouvoir qu'il avoit sur sa Conscience. Ce fut par son moyen que la Princesse De Astillano, fille du Duc de Alba obtint du Roy le retour de son mary avec si peu de ménagement pour Dom Juan, que sur ce qu'il parut vouloir s'y opposer, Le Confes-

feur fit expliquer le Roy, jusqu'à dire, qu'importe que Dom Juan s'y oppose si je le veux.

Le Duc de Osuna tout exilé qu'il étoit, avoit fait des bravades à Dom Juan sur quelques propositions qu'il lui fit porter de se défaire de sa charge de grand Ecuyer de la Reine ; Dom Juan le voulut exiler plus loin, mais le Duc de Medina Céli, qui s'étoit conservé dans une situation honnête avec Dom Juan, et ne laissoit pas que d'être agréablement avec le Roy, remontra au Roy que toute la maison de la Reine alloit au devant d'Elle, pendant que son grand Ecuyer demouroit exilé sans sujet, et sur le champ fit résoudre son retour. Dom Juan sentant que le pouvoir lui manquoit, voulut se raccommoier avec le Connétable de Castille, le premier gentilhomme du Conseil d'Etat ; mais ce Ministre luy fit dire fièrement, qu'il n'étoit plus temps. Il ne put

empêcher le retour des autres exilés, Il vit qu'on négotioit ouvertement celui de la Reine, et que tout lui échappoit.

Il avoit été malade au mois de Juillet d'une fièvre tierce de trois semaines, qui avoit donné du temps et de la liberté aux Cabales qui se formoient contre luy. Elles allèrent si avant, qu'après qu'il fut guéri, Le Roy déjà résolu de faire revenir la Reine Mère n'en étoit plus que sur les moyens, et on sçait qu'un jour après un long entretien avec l'Inquisiteur Général, Le Roy envoya un valet de chambre dire au Duc de Medina Céli et au Comte De Oropesa qu'ils se rendissent à certaine heure chez l'Inquisiteur Général; lors qu'ils y furent, il leurs envoya dire par le même homme, qu'ils eussent à résoudre de quelle manière on pourroit chasser Dom Juan, pour faire revenir la Reine Mère. Ils convin-

rent qu'un certain jour le Roy sortiroit du Palais par le Parc, sans avertir Dom Juan et qu'incontinent après on lui envoyeroit dire de se retirer, avant que le Roy fût de retour. Ce projet ne fut point exécuté, on assure même que Dom Juan ne l'a jamais sçu.

Dans une situation si violente, l'accablement présent, et les terreurs de l'avenir, lui abbatirent tellement l'esprit et le cœur, qu'il ne peut avoir le courage de se soutenir, ny la résolution de céder. Le désespoir le jette dans une mélancolie profonde qui devient une maladie pleine d'incidents inconnus. Les médecins qui traitoient son corps d'un mal qui étoit dans son esprit, lui firent souffrir durant trois semaines assés de tourments pour achever sa vie, il mourut le 17 Septembre 1679, âgé de cinquante ans, son corps fut porté à l'Escurial dans la sépulture des Princes à côté du Panthéon.

Sa naissance lui avoit donné un grand rang, et de grands emplois, mais on ne vit point la suite de sa vie répondre à cette éducation : on le vit malheureux dans la plupart de ses entreprises, souvent battu à la guerre, toujours éloigné de la Cour, son dernier malheur fut d'être devenu enfin la première personne de l'Etat.

Jamais personne ne monta au premier poste avec tant d'avantage ; la grandeur de son rang, l'attente des Peuples, la faveur des Grands, la Jeunesse du Roy, Tout sembloit contribuer à l'élever et à l'affermir ; Luy seul se manqua à Luy même, et on peut dire de luy comme autrefois d'un Empereur, qu'il ne parut digne de gouverner, que tant qu'il ne gouverna point.

C'étoit un homme composé d'apparence, d'un génie plus brillant que solide, plein d'une gloire présomp-

tueuse, tout à luj, sans confiance et sans estime pour les autres, trop occupé des petites choses, souvent sans étendue et sans résolutions dans les grandes; capable cependant de les précipiter par entêtement; ces défauts étoient revêtus de plusieurs belles qualités; Il étoit bien fait, il avoit les manières agréables, et polies, Il parloit bien diverses langues, il avoit de l'esprit, du sçavoir, de la Valeur, et tous les dehors du mérite, sans mérite même. Il étoit fils du Roy Philippe IV. et d'une comédienne nommée Marie Calderona, au moins il fut reconnu pour tel; quoy que le dérèglement de sa mère pût avec raison faire douter de son véritable Père, que plusieurs ont crû être Le Duc de Medina de las Torres, auquel il ressembloit. Philippe IV. avoit d'autres enfans naturels, entre autres un qui est Evêque de Malaga, qu'il eut d'une fille de qualité du

Palais, et dont il ne pouvoit raisonnablement douter d'être le Père ; cependant il n'a reconnu aucun fils naturel que Dom Juan, qui devoit cette fortune au Comte De Olivares,⁹ qui voulant reconnoître Dom Julian Gurman,¹⁰ son Bâtard, porta le Roy à reconnoître Dom Juan, pour s'autoriser un exemple.

Huit jours avant la mort de Dom Juan, on eut avis par un courier extraordinaire que Mademoiselle avoit été épousée à Fontainebleau par Monsieur le Prince de Conty, nommé par le Roy pour remplir la procuration que le Roy d'Espagne avoit envoyé en blanc ; cette nouvelle, répandit à Madrid une joye générale, que l'on témoigna par des illuminations continuelles durant trois jours. Dès le lendemain de l'arrivée du courier, il y eut dans la Place une mascarade à cheval de cent personnes de qualité, qui firent plusieurs courses, le flam-

beau à la main, et l'on vit durant deux jours dans la même place des feux d'artifices médiocrement beaux, mais d'un bruit épouvantable, cependant on les faisoit sous les fenêtres de Dom Juan, qui étoit déjà très malade, et qui put connoître par la le peu de ménagement qu'on avoit pour luy.

Deux jours après la mort de Dom Juan, le premier soin du Roy, fut d'aller trouver La Reine sa Mère : le vingt Septembre il alla coucher à une maison royale appelée Aranjuez, à sept lieües de Madrid, et le lendemain il arriva sur le Midy à Tolède, où il parut bien de la tendresse et bien des larmes, entre la mère et le fils ; Ils dinèrent ensemble et demeurèrent quelques heures en particulier.

La Reine Mère ayant eu le temps de disposer toutes choses, pour son retour à Madrid, Le Roy qui y étoit

revenu, retourna à Aranjuez le vingt sept, alla le lendemain la rencontrer à moitié chemin de Tolède, la prit dans son carrosse, et la mena descendre au Retiro, qui est une maison royale à l'extrémité de Madrid, où Elle demeura, attendant qu'on lui eut préparé la maison du Duc de Uzeda, destinée pour son habitation, parce que le Roy étant marié, il ne restoit pas assés de logement pour Elle au Palais.

Ils arrivèrent à trois heures après midy, accompagnés d'une foule extraordinaire de courtisans et de carrosses, et l'on vit dans tout le monde le même empressement à recevoir cette Princesse qu'on leurs en avoit vû deux ans auparavant à recevoir Dom Juan quand il vint la chasser. Le Roy demeura jusqu'au soir avec Elle, et depuis ce jour là jusqu'à celui de son départ pour aller au devant de la Reine, il vint presque tous les jours

ches la Reine sa mère, et mangea souvent avec elle.

La Cour se trouva tout d'un coup dans un grand changement, par l'extrême opposition qui avoit été entre le Ministre qui finissoit, et la Reine Mère, qui revenoit à Madrid. On ne douta point dans le monde qu'une Princesse comme Elle, qui avoit long temps gouvernée pendant la minorité de son fils, ne rentrât bientôt dans toute l'autorité que lui donnoit la confiance et la Jeunesse du Roy son fils.

Sur ce fondement on commença à faire l'Horoscope du Gouvernement, et suivant le génie ordinaire des Cours, toujours occupé à prévenir par les raisonnements et les conjectures, les établissemens que l'on doit le plus souvent au Hazard, ou à la passion des Princes, on jugea que la Reine Mère n'ayant peut être pas assez d'ambition pour entreprendre de

gouverner Elle même, son penchant pour le repos, et le souvenir de ses malheurs passés, l'empêcheroient de se charger directement du soin des affaires, que cependant Elle éloigneroit le Roy de prendre un premier Ministre, dont elle lui donneroit aisément de l'aversion, par le souvenir de la captivité où Dom Juan l'avoit tenu : on prétendit qu'Elle le disposeroit à former une Junte de Gouvernement, composée de Ministres de sa dépendance par lesquels Elle se conserveroit l'autorité, sans l'exposer aux chagrins et au péril de gouverner. On nommoit déjà ceux qui devoient entrer dans cette Junte ; On nommoit aussi d'autres personnes, qui devoient sortir de leurs charges, à chacun selon son penchant et son intérêt, ou selon les raisons de haine, ou d'amitié, que l'on attribuoit à la Reine Mère, se faisoit un plan du Gouvernement à venir.

Ceux qui devoient en décider en étoient les moins occupés : La Reine Mère se contenta d'abord d'être bien avec son fils, Le Roy que Sa Jeunesse, et le peu d'éducation empêchoient de rien penser pour l'Etat, ne se trouva sensible qu'à l'idée de son mariage, et à l'empressement de partir, pour l'aller achever ; ainſy tous ſes ſoins étant tournés aux préparatifs du voyage, on abandonna aiſément les autres affaires. Auſſitôt qu'on eut ſçu à Madrid que la Jeune Reine marchoit vers l'Eſpagne, Le Roy fit partir ſa maiſon, pour l'aller recevoir ſur la frontière d'Eſpagne, de ſorte que le 26 Septembre le Marquis de Aſtorga Grand Maître de la maiſon, et la Duchefſe de Terranova Camerera Major, ou première Dame d'honneur, ſortirent de Madrid, avec de très Grands Equipages, et prirent la route d'Irun, ſur la frontière, du côté de France ; Le Duc De Ofuna

Grand Ecuyer de la Reine les suivit peu de temps après.

Ces trois personnes les premières auprès de la Reine, tenoient leurs charges de Dom Juan, qui avoit rempli de son vivant toutes celles de la maison de cette Princeſſe. Il avoit d'abord deſtiné la charge de Grand Maître à Dom Vincent Gonzaga, de la Maïſon de Mantoüe, et lui avoit fait quitter la Vice Royauté de Sicile, ſur cette eſpérance ; mais il ſe contenta de le mettre dans le conſeil d'Etat, où il crut avoir beſoin de ſa capacité, et il fit Grand Maître Le Marquis De Aſtorga, qui lui donna à ce qu'on prétend de grandes ſommes qu'il avoit tiré de ſa Vice Royauté de Naples. Le Duc De Ofuna eut ſa charge de Grand Ecuyer, parce qu'on voulut le tirer de celle de Préſident des Ordres où ſa conduite étoit devenue odieuſe, et depuis, ſa fierté l'ayant rendu incommode à Dom

Juan même, il l'éloigna de la Cour, sur ce qu'il avoit fait publiquement attaquer par des Assassins le Comte de Humanes, pour quelques jalousies de Maîtresses.

Quoy que la Duchesse de Terranova se fût fait dans l'esprit de Dom Juan un mérite, qui pouvoit lui avoir attiré sa charge, Il ne laissa pas que de lui en donner une seconde considérable : Elle étoit Veuve du Duc de Terranova Grand d'Espagne, de la maison de Pignatelli, et de son chef Elle croît d'une branche bâtarde de la Maison d'Aragon, établie depuis longtemps en Sicile, riche de ce côté là, et de celui de sa mère, héritière du nom de Fernand Cortez, et de la grande fortune qu'il fit aux Indes.

Quelque temps avant le Ministère de Dom Juan, Elle avoit été obligée de sortir de Madrid, où on lui imputoit publiquement la mort de Dom Carlos d'Aragon son cousin germain,

à qui appartenait La Duché de Terranova, et d'autres biens qu'Elle lui retenait. Elle se retira alors en Aragon, où se firent les liaisons entre Elle et Dom Juan, qui lui trouva de l'esprit, de l'ambition, et de la hardiesse, sous des apparences régulières et dévotes. Il sembloit que la mort de Dom Juan dût la perdre entièrement, mais avant qu'il finit, Elle avoit pris possession de sa charge dans le Palais, et dix jours après qu'il fut mort, Elle partit pour aller au devant de la Reine.

Du côté de la France, on avoit réglé les jours de la marche de la Reine, de manière que l'on pût savoir le temps qu'Elle arriveroit à Irun, et le Marquis de Los Balbases en soia d'en donner avis à la Cour d'Espagne.

La Reine se mit en marche le 20 Septembre, servie et gardée par la Maison du Roy, tant qu'elle fut en

France. Le Prince d'Harcourt de la maison de Lorraine fut nommé Ambassadeur extraordinaire, pour l'accompagner avec La Princesse sa femme ; Mademoiselle de Grancey prit le nom de Dame, avec la qualité de sa Dame d'Atour, et La Maréchale de Clérembaut qui avoit été Sa Gouvernante lui servoit de première Dame d'honneur ; Elle traversa ainsi toute la France jusqu'à la rivière de Bidasoa, qui la sépare d'avec l'Espagne, où dans cette Isle, célèbre par le traité de paix des Pyrénées, Elle fut remise entre les mains du Marquis De Astorga Grand Maître de sa Maison, qui avoit les ordres du Roy d'Espagne, pour la recevoir.

Ce jour parut apporter un grand changement à sa vie : Elle l'avoit passée jusqu'à lors dans les manières aisées, dont on vit en France, avec la liberté de manger en Public durant son voyage, de danser, et d'aller

à cheval quand il luy plaïsoit, de chasser, de jouer avec ses domestiques ; Et dans un moment Elle se trouva au milieu de Personnes inconnües, et dont Elle n'entendoit pas la Langue, dont le Service et le respect même l'embarrassoient, et dont les manières pleines de contraintes et de Gêne luy ôtoient tout ce qui avoit fait toujours la douceur de sa vie. L'antipathie naturelle des deux nations, et l'extrême opposition qu'elles ont en tout, augmentoient encore ses désagréments, par mil circonstances particulières. Les Espagnols devenues les Maîtres de sa Personne, voulurent dès le premier jour l'affujétir aux moindres formalités de l'esclavage des femmes d'Espagne.

La Camerera Mayor naturellement rigide, adjoutoit de nouvelles peines à cette contrainte, et sembloit vouloir effacer tout d'un coup, jus-

qu'aux moindres choses qui auroient pû laisser à la Reine quelque Souvenir de la douceur et des agréments de son pais.

Lors qu'elle partit de Madrid, Elle venoit de perdre Dom Juan ; comme elle étoit Sa créature, Elle devoit s'attendre à toute l'aversion de la Reine Mère, qu'elle voyoit revenir à la Cour : ce qu'il y avoit de grands Seigneurs d'échaînés contre la mémoire de Dom Juan, l'étoient aussy contre Elle, et sa charge luy avoit attiré de la jalousie des premières femmes de la Cour, que leur rang et leur mérite pouvoient y faire prétendre ; Il étoit difficile qu'à son retour Elle pût se soutenir contre tant de partis qui la menaçoient. Dans cet Etat Elle jugeoit qu'Elle devoit tâcher à se rendre si nécessaire au Roy, pour la conduite de la Reine, qu'il ne pût dans la suite la confier à un autre, et pour y réussir, Elle chercha tous les

moyens de connoître à fond cette Princesse, non seulement par ce qu'elle pouvoit en voir Elle même, mais aussi par des connoissances du passé, qu'Elle tira autant qu'il lui fut possible de quelques personnes d'entre celles qui étoient venues de France avec la Reine. Pendant qu'Elle cherchoit à sçavoir sur ce sujet tout ce qui pouvoit lui servir à faire au Roy un plan pour gouverner la Reine, et se rendre absolument nécessaire, Elle travailloit avec la même application à mettre dans l'esprit de cette Princesse un extrême éloignement pour la Reine Mère ; beaucoup d'autres y travailloient comme Elle, c'est à dire, tous ceux du parti de Dom Juan, dont la maison de la Reine étoit remplie ; Ils craignoient tous le pouvoir et le ressentiment de La Reine Mère, et jugeant qu'ils n'auroient rien de plus fort à lui opposer que La Reine, Ils cherchèrent

à la faire haïr par avance à cette Jeune Princeſſe ; Ils lui inſpirèrent que c'étoit la Perſonne du monde la plus contraire à ſes intérêts, qu'Elle la trouveroit à Madrid avec toutes les oppoſitions d'une Belle mère, et tout le reſſentiment d'avoir vû rompre le mariage de ſa petite fille, pour établir le ſien, qu'Elle n'en devoit jamais attendre d'Amitié ny de confiance, que c'étoit une femme très impérieuſe, accoutumée à gouverner, et maîtreſſe de l'eſprit du Roy, qui la tiendrait toujours dans l'eſclavage.

Pour ôter à la Reine tous les moyens d'avoir jamais d'autres vûes que celles dont ils la prévenoient, et de pouvoir jamais ſe rapprocher de la Reine Mère, ils crurent qu'il falloit lui donner pour l'Ambaſſadeur de France les mêmes ſentimens que pour Elle : Ils perſuadèrent donc à la Reine, qu'il avoit toujours été dans d'étroites liaiſons avec ſa Belle mère, que dès ſa pre-

mière Ambassade, il avoit eu toute part à la confiance de cette Princesse, qu'il ne s'étoit brouillé avec Dom Juan que pour ses intérêts : Ils regrettèrent d'ailleurs devant la Reine, la perte qu'elle avoit faite par sa mort, qu'il avoit tout sacrifié (disoient ils) pour faire son mariage, et que ce Ministre l'auroit rendue maîtresse de tout.

Parmy les personnes qui étoient allées au devant de la Reine par obligation, il se trouvoit un volontaire, que ses vûes particulières y avoient conduit, qui se donnoit néanmoins autant de mouvement lui seul, que tous les autres ensemble ; c'étoit un Théatin Sicilien nommé Vintimiglia, homme de qualité, qui avoit autre fois demeuré à Paris et parloit bien François. Il s'étoit entièrement sacrifié à Dom Juan dans les commencements de son Ministère, avoit fait des Sermons sanglans contre La Reine Mère, et sur ce mérite, avoit

prétendu devenir confesseur de la Reine : Dom Juan étant mort, et ses espérances finies, il s'engagea à faire le voyage au devant de la Reine, avec le Duc de Osuna ; Il s'avança même jusqu'à Bayonne, et comme il étoit hardy et d'un air spécieux, il prévint aisément la Reine, et les principales personnes auprès d'Elle ; ce fut un de ceux qui travailla le plus fortement à lui inspirer des sentimens d'aversion pour la Reine Mère, et de la défiance pour l'Ambassadeur de France qui se trouvèrent tellement établis dans l'esprit des François mêmes, et particulièrement des femmes, qu'il a fallu un long temps et de fâcheuses expériences pour en détromper cette Princesse.

Dans cette application qui sembloit n'aller qu'à l'intérêt commun des créatures de Dom Juan, Vintimiglia s'en faisoit un particulier dans la vue d'établir par la Reine un Ministre

sous lequel il pourroit avoir part à la faveur, et pour ce dessein, il fit des mémoires et des plans d'un Gouvernement tel qu'il le souhaitoit, nomma à la Reine les Ministres qu'Elle devoit éloigner, et ceux qu'elle devoit employer. Le Duc de Osuna étoit à la tête de ces derniers, comme le seul homme capable de rétablir l'Etat, et on y voyoit mil autres chimères d'un esprit déréglé par une ambition sans jugement ; dans cette grande négociation, il fut d'assez bonne foy pour donner ses Mémoires au Prince d'Harcourt, afin qu'il les présentât à la Reine.

La conduite du Duc de Osuna ne fut pas plus régulière, il étoit parti pour le voyage après les autres, parce qu'étant revenu peu auparavant de son exil, il n'avoit pû faire son équipage assez promptement, mais sitôt qu'il fut arrivé à la frontière il prétendit que toute la fonction et les

honneurs de la réception de la Reine luy appartenoient; Le Marquis de Astorga étoit Grand Maître d'Hotel de la Reine, il avoit par cette raison toutes les prééminences de sa maison, d'ailleurs il étoit principalement chargé de la recevoir, cependant le Duc de Osuna poussa si loin ses entreprises, que le Marquis de Astorga fut obligé d'en écrire au Roy, qui le soutint par de nouveaux ordres; mais le Duc continuant toujours ses contretemps, eut ordre de la Cour peu après, de retourner incessamment à Madrid, sans passer à Burgos, où le Roi étoit déjà arrivé, et depuis il demeura sans faire sa charge ny être au Conseil d'Etat.

Le Roy étant parti de Madrid le 21 Octobre arriva le 31 à Burgos, où il attendoit la Reine qui entroit en Espagne dans ce même temps; Il étoit sorti de Madrid peu accompagné; Le Duc de Medina Celi,

Surmillier du corps, Le Connétable de Castille Major Dome Major, étoient dans son carrosse sur le devant, et à la portière Dom Joseph de Silva devenu premier Ecuyer par la démission du Comte de Talafa ; peu de jours avant le voyage, l'Amirante de Castille demeura à Madrid sous prétexte que faute d'argent, il n'avoit pû faire assez promptement son equipage, et c'est par cette raison, ou par celle d'une paresse naturelle, qu'il s'éloigne de tout ce qui à la moindre apparence de fatigue, et qu'il ne sortit point de Madrid jusqu'au retour de la Cour, qu'il alla une journée au devant du Roy et de la Reine.

Pendant que le Roi étoit à Burgos attendant la Reine, qui fut environ de quinze jours, Elle lui envoya demander permission de manger en public, de monter quelquefois à cheval durant son voyage, parceque le Marquis de Astorga et la Camerera

Mayor ne crurent pas y devoir consentir, sans un ordre exprès du Roy, qui luy permit volontiers; peu de jours après Elle luy envoya pour celui de sa naissance, une montre de diamants, et une cravatte avec un ruban couleür de feu, qu'il mit d'abord en la recevant, et fit donner cinq cent pistolles au Gentilhomme qui l'avoit apporté.

Le Marquis de Villars qui s'étoit rendu à Burgos quelques jours après le Roy, eut la permission d'aller au devant de la Reine, et la rencontra le 14^e jour d'Octobre à Bribiesca: dans le peu de conversation qu'il eut avec Elle, il trouva son esprit plein d'inquiétudes et de défiance, et qu'avec le changement de país, de gens et de manières capables d'embarrasser une personne moins jeune qu'Elle, les cabales qui l'environnoient, et les précautions qu'on luy inspiroit de toutes parts, la mettoient

dans une agitation, qui lui faisoit tout craindre sans sçavoir sur quoi s'appuyer.

Il tâcha de la remettre en lui faisant voir, qu'Elle ne devoit pas s'arrêter à toutes les impressions des personnes qui étoient autour d'elle, qui n'agissoient que par des fins particuliers, et qu'Elle n'avoit point d'autre intérêt à suivre, que d'aimer le Roy, et de s'en faire aimer, et d'entrer dans une parfaite liaison avec la Reine Mère : qu'Elle la trouveroit dans tous les sentiments d'affection et de tendresse qu'Elle auroit pû attendre d'une Mère, qu'Elle devoit s'attacher uniquement au parti seul capable de luy donner du repos, et de la faire véritablement Reine.

Il étoit le premier qui luy eut parlé de cette manière, et fut long temps le seul au milieu d'un nombre de personnes, qui par intérêt, ou par entêtement luy traversoient sans cesse

l'esprit par des impressions de défiance et de crainte, ou la vouloient remplir de vües chimériques de gouverner, et d'être maîtresse de tout. Sitôt qu'il l'eut saluée il revint à Burgos où il arriva le 18 au soir.

Comme la Reine devoit aller ce jour là coucher à Quintana palla,¹² Elle étoit assés près pour venir le lendemain coucher à Burgos, où déjà le Prince et la Princesse d'Harcourt étoient arrivés : Le Marquis de Villars voulut sçavoir ce que le Roy feroit le lendemain, et qu'elle disposition il y avoit pour la réception de la Reine, et pour la cérémonie du mariage ; Dom Jeronimo d'Eguya, Secrétaire d'Etat, l'affura qu'elle se feroit à Burgos, où l'on attendroit la Reine le lendemain. Cependant l'Ambassadeur avoit rencontré par le chemin, le Patriarche des Indes, Grand Aumônier du Roy, qui alloit au devant de la Reine : comme ce

Prélat ne devoit se trouver auprès d'Elle, que pour une fonction Ecclésiastique, le Marquis de Villars eut quelques soupçons que Dom Jeronimo d'Eguya ne lui avoit répondu juste ; il le vérifia si bien qu'il sçut avant la fin du jour que le Roy iroit le lendemain à Quintana palla pour achever la cérémonie de son mariage : Il en avertit le Prince d'Harcourt, et tous deux se rendirent à Quintana palla de bonne heure avant que le Roy y vint. En y arrivant ils connurent bien que ce n'avoit pas été sans dessein que Dom Jeronimo d'Eguya leurs avoit voulu cacher le temps et le lieu de la cérémonie du mariage, et qu'il avoit prétendu qu'en les trompant de cette manière, ils ne pourroient y assister ; Ils y trouvèrent la Camerera Mayor avec les mêmes intentions ; elle leurs dit d'abord que le Roy avoit défendu que personne assistât à la cérémonie de son mariage,

hors les grands officiers, et ceux qui y étoient absolument nécessaires, avec le Gentilhomme de la Chambre qui étoit de jour : Le Marquis de Villars lui dit qu'ils avoient ordre du Roy leur Maître d'y assister ; elle répondit, que le Roy leur Maître n'avoit rien à commander en Espagne. Le Marquis de Villars lui répliqua que le Roy son maître commandoit à ses Ambassadeurs, et qu'ils exécuteroient ses ordres par tout, à moins qu'on ne les empêchat de force, que si le Roy d'Espagne ne vouloit pas que les Ambassadeurs de France assistassent à la cérémonie de son mariage, il pouvoit lui donner par écrit un ordre de ne s'y point trouver.

La Duchesse de Terranova s'emporta sur cette réponse, et dit beaucoup de choses hors de propos, de sorte que les Ambassadeurs s'adressèrent au Marquis de Astorga, qui leur dit avec beaucoup de modération que

c'étoit l'effet de l'ordre du Roy, il convint néanmoins de dépêcher un Gentilhomme à Sa Majesté, pour faire expliquer plus positivement les ordres; ce Gentilhomme rencontra le Roy en chemin, qui trouva bon que les Ambassadeurs assistassent à la cérémonie, et il parut que tout ce procédé étoit une cabale malhonnête de quelques courtisans qui avoient voulu donner ce dégoût aux Ambassadeurs, et peut être les empêcher de voir la pauvreté de leur cérémonie, qui se faisoit dans le plus chétif et misérable village de Castille.

Le Roy arriva sur les onze heures du matin au village, composé de neuf ou dix maisons, La Reine s'avança pour le recevoir à l'entrée de son appartement, c'est à dire d'une chambre de payfan, de la porte à l'escalier; Elle parut se jeter à genoux pour lui baiser la main, il l'en empêcha, et la releva, mais ils se

trouvèrent tous deux bien embarrassés, de ne se pouvoir entendre ; Le Marquis de Villars s'avança, Le Roy lui permit de servir d'interprète, et il leurs fit dire de part et d'autre, ce qu'ils auroient pû penser de plus honnête.

Pendant ces compliments, Le Marquis de Villars s'aperçut que dans cette chambre même, préparée pour la cérémonie, Les Grands d'Espagne se plaçoient à la droite, il en avertit le Roy, et lui fit dire par le Marquis de Los Balbases, quel rang il avoit tenu en pareille occasion à Fontainebleau. Le Roy convint que les Ambassadeurs de France l'eussent de même, ainsi ils s'avancèrent vers le Connétable de Castille, qui comme Grand Maître d'Hotel étoit à la tête des Grands, et le Marquis de Villars lui dit qu'il occupoit sa place. Il voulut se défendre d'en sortir, la contestation dura un peu, mais

avec honnêteté de part et d'autre. Le Connétable voulut aller au Roy pour la faire régler : L'Ambassadeur lui dit que Sa Majesté l'avoit déjà réglée ; les Grands quittèrent les postes, et sans en reprendre d'autres, ils se rependirent confusément derrière le Roy.

La cérémonie étant achevée leurs Majestés dinèrent ensemble, et à deux heures après midy montèrent en carrosse pour aller coucher à Burgos. Le lendemain La Reine alla diner hors de la ville dans un couvent de filles appelé Las Huelgas dont elle partit à trois heures après midy pour faire son entrée à cheval en habit d'Espagnolle, car jusqu'alors, et même le jour précédent, Elle avoit toujours été habillée à la françoise. Le Prince d'Harcourt fit son entrée le lendemain, il y eut des mascarades et des comédies ; Le troisième jour la Cour reprit le chemin de Madrid, et la

maison françoise de la Reine celui de France ; La Reine retint seulement quatre femmes de chambre, dont deux avoient été ses nourrices, quelques valets de chambre, quelques officiers pour sa table, et un Gentilhomme pour avoir soin de cinq ou six chevaux anglois qu'Elle avoit fait amener : Le Prince d'Harcourt et la Princesse sa femme, Madame de Grancey, La Maréchale de Clerembauët, eurent des portraits de diamants de valeur proportionée aux rangs qu'il tenoient alors dans cette fonction ; mais la dernière revenant en France trouva sa charge de Gouvernante des enfans de Monsieur, remplie par la Marquise d'Effiat.

Le Roy et la Reine qui étoient partis de Burgos le 23 Novembre arrivèrent le premier Décembre à deux lieües de Madrid, au Village nommé Torreion, où la Reine Mère alla les rencontrer, et fit paroître à

la Reine toutes les marques d'une véritable tendresse ; Elle revint coucher à Madrid, et le lendemain sur les trois heures après midy, Leurs Majestés arrivèrent au Retiro, où la Reine Mère les attendoit, et où ils demeurèrent près d'un mois et demi, jusqu'à ce que toutes choses fussent préparées pour l'entrée publique de la Reine.

La Camerera Mayor avoit continué depuis Burgos à imprimer dans l'esprit du Roy ce qu'elle avoit commencé auparavant à lui inspirer, que la Reine étoit une personne jeune et vive, élevée dans les manières libres de France, entièrement opposées à la sévérité d'Espagne ; elle put lui faire envisager les conséquences de cette liberté, capables de faire impression sur un esprit nourri dans les préventions du pays, où l'on ne compte sur la vertu des femmes, qu'autant qu'on leur ôte le pouvoir d'y manquer.

Pour joindre à ces premières dispositions le temps et les mesures qui pouvoient assujétir entièrement la Reine à l'Esclavage qu'on lui préparoit, La Camerera déclara d'abord que la Reine ne recevrait aucune visite qu'après son entrée, éloignant ainsi toutes les personnes qui auroient pu lui donner du plaisir, ou de la consolation, ou même quelques conseils, La tenant seule au Retiro, sans sortir de son appartement, sans autres divertissements que quelques comédies ennuieuses, et sans autre compagnie que la Camerera Mayor, qui la traitoit avec le même empire qu'auroit fait une Gouvernante.

Cependant le Marquis de Villars jugeant qu'un Ambassadeur de France devoit voir la Reine, à son arrivée à Madrid, fit demander à la Duchesse de Terranova, à saluer sa Majesté; elle lui fit dire que personne ne verroit la Reine qu'après son entrée,

ainfy l'Ambassadeur ne la vit point alors, et l'Ambassadrice sur cet exemple jugea qu'elle ne devoit pas se faire refuser ; mais deux jours après, la Reine fit dire à l'Ambassadrice, que le Roy trouvoit bon qu'elle la vint voir de Secreto, c'est à dire, comme une personne particulière. La Marquise de Villars envoya un Gentilhomme à la Camerera Mayor, pour l'en avertir, elle lui fit la même réponse qu'à l'Ambassadeur, qu'elle n'avoit point ordre de la faire entrer, et sur ce que le Gentilhomme la pria de le demander à la Reine, elle le refusa. Le soir même la Reine fit dire à la Marquise par son Confesseur qu'elle la vint voir, mais elle fit témoigner à Sa Majesté que la Camerera Mayor lui en ôtoit la liberté ; c'étoit une assez grande marque du pouvoir qu'elle avoit sur l'esprit du Roy et sur la personne de la Reine Mère ; mais la Reine Mère qui alloit

presque tous les jours au Retiro, voyant de quelle conséquence il étoit de tenir dans un état si contraint, une jeune Princesse nourrie dans la liberté et dans la joye, dont la santé leurs étoient si nécessaires, obligea le Roy à prendre des manières moins austères, et à souffrir que l'Ambassadrice put voir la Reine ; de sorte que quelques jours après, La Marquise de Villars étant allée voir la Reine Mère pour la première fois, elle en fut traité avec une extrême honnêteté, luy dit que le lendemain elle pourroit voir La Reine et qu'elle même s'y trouveroit. En effet la Marquise étant allée le lendemain au Retiro, y entra par l'appartement de la Camerera Mayor, qui luy parut fort radoucie. Elle trouva la Reine avec le Roy et la Reine Mère ; Le Roy assis, les deux Reines sur des carreaux à l'usage d'Espagne ; on donna un carreau à l'Ambassadrice, qui de-

meura quelque temps avec toutes ces Majestés, jusqu'à ce que la Reine Mère emmena le Roy, et la laissa seule avec la Reine, qui lui dit l'ennuy et les chagrins de la vie qu'Elle menoit !¹³

La Marquise chercha à la consoler par des raisons qui pussent la consoler toujours : elle lui fit considérer que dans un aussi grand changement que celui qui lui étoit arrivé tout d'un coup, les commencements étoient difficiles, que la retraite et la solitude étoit en Espagne un usage dont les dames ne pouvoient se dispenser ; qu'il falloit tâcher de s'y accoutumer, qu'il étoit aisé de se consoler de bien des choses quand on se trouvoit une Grande Reine, qu'elle devoit prendre l'esprit et les vûes de son rang, que c'étoit le moyen de se mettre au dessus de tout ; que le fondement de sa grandeur et de son repos, étoit d'avoir pour le Roy un véritable attache-

ment, de le lui faire connoître par un extrême complaisance, et de s'abandonner entièrement à l'amitié de la Reine Mère, qui lui tendoit les bras ; elle lui fit voir encore dans la conduite qu'elle devoit tenir avec le reste de la Cour, plusieurs choses qui pouvoient lui aider à supporter ces commencements et lui rendre les suites agréables.

Quoy que La Reine dût bien sentir que dans ces conseils l'Ambassadrice ne pouvoit avoir d'autres vûes, que celles de ses véritables intérêts, ils ne lui firent pas néanmoins alors toute l'impression qu'il auroit été à souhaiter pour son bien : Les préventions contre la Reine Mère qu'on lui renouvelloit sans cesse, balançoient la confiance qu'Elle devoit à l'Ambassadrice, et son esprit accoutumé seulement aux choses agréables, qui occupent les personnes de son âge, trouvoit trop de fatigue à débrouiller ces

contrariétés. Elle demouroit dans cet embarras, sans pouvoir se donner la force d'en sortir par quelque résolution, et peut être que ces dispositions luy firent perdre l'occasion qu'Elle avoit dans ces commencements, de se tirer de l'assujétissement où Elle est demeurée depuis.

La Reine Mère qui avoit obligé le Roy à permettre que l'Ambassadrice vit la Reine, luy fit connoître aussy qu'il étoit de la bienséance que l'Ambassadeur la pût voir, ainsy le 14 Décembre il visita la Camerera Mayor, qui luy fit paroître assés d'honnêteté, et quelques jours après il salua la Reine, avec laquelle il ne demeura qu'un moment, Le Roy étant dans la même galerie.

Ce fut environ dans ce même temps que Le Théatin Vintimiglia continuant ses intrigues, donna à son Gentilhomme françois qui étoit venu à la suite de la Reine, deux nouveaux

mémoires pour les lui présenter ; C'étoit encore des plans pour le Gouvernement, et un détail sur le choix des Ministres ; Le Gentilhomme prit d'abord ces Mémoires, mais il les lui rendit peu d'heures après, et le lendemain Vintimiglia reçut un ordre du Roy qui le bannissoit de tous ses états ; Il fut obligé de partir incessamment, fort en colère contre l'Ambassadeur de France, auquel il attribuoit sa disgrâce, qu'il ne devoit qu'à une conduite déréglée, qui l'avoit précipitée, sans que personne le pût plaindre.

Tout le monde s'attendoit qu'incontinent après le retour du Roy, on verroit rétablir quelque sorte de Gouvernement, qui pût donner cours aux affaires entièrement suspendues depuis la mort de Dom Juan.

Lors que cette mort arriva on étoit près à partir pour le voyage, dont

toute La Cour, et Le Roy plus que personne étoient entièrement occupé ; La Reine Mère ne faisoit que de revenir de son exil, et personne n'étoit encore assez bien avec Le Roy, pour prétendre au ministère. Ainsi, tout le Gouvernement se trouvoit entre les mains d'un Roy de dix sept ans, qui n'avoit jamais entendu parler de la moindre chose qui pût lui donner quelque connoissance de ce qui le regardoit. Le seul homme qui décidoit avec lui du sort de l'état des affaires, étoit Dom Jeronimo d'Eguya, secrétaire d'Etat depuis quatre ans, où il étoit parvenu de simple conseiller. On consultoit seulement quelques fois le Connétable de Castille, et le Duc de Medina Celi sur quelques affaires dont le Secrétaire ne vouloit pas se rendre responsable ; mais durant tout le voyage, on ne résolut rien d'im-

portance, on ne travailla qu'au voyage même, et aux ordres qu'il falloit nécessairement y donner.

Toute la Cour étant rassemblée par le retour du Roy, chacun commença à songer à son établissement, ou pour luy même, ou pour les amis dont la fortune pouvoit aider à la sienne. On regardoit le Duc de Medina Celi, et le Connétable de Castille, comme les deux hommes de la Cour les plus en état de prétendre à la première place ; Ils étoient dans les deux premières places de la Cour, tous deux du Conseil d'Etat, tous deux Grands Seigneurs, les deux hommes du monde les plus différens et les moins amis ; on avoit tenté quelques fois de les raccommoder pour éviter de fâcheuses suites de leurs dissensions, mais sçavoit été inutilement.

Le Duc de Medina Celi, illustré par sa naissance qu'il prétend rap-

porter au Sang de Foix et de Castille, sept fois Grand d'Espagne, riche par lui même, et par les biens de sa femme, héritière de la maison d'Aragon de Cardonne, Sumillier du Corps et Président du Conseil des Indes, se trouvoit alors âgé de quarante cinq ans, d'un génie doux et honnête; son attachement pour la personne du Roy et une conduite égale et paisible le lui avoient rendu agréable, et cet agrément qu'on ne voyoit que pour lui, le faisoit regarder par la plus part des courtisans, comme celui qui devoit le plus prétendre dans une Cour où la grandeur du rang et de la naissance, est une des plus essentielles qualités pour devenir premier Ministre.

Le Connétable de Castille avoit dix ou douze ans plus que le Duc de Medina Celi; Grand Seigneur par de grandes terres, mais d'un revenu médiocre, Dixième Connétable de

Castille, Grand Maître de la maison du Roy et Doyen du Conseil, capable d'affaires par son génie et par l'expérience qu'il a pû acquérir dans divers emplois du Gouvernement, dont le service a été celui de Flandre, mais naturellement particulier, austère et peu accessible, c'étoit le seul homme que Dom Juan n'avoit jamais osé pousser, quoy qu'il le haït et par luy même et par l'attachement qu'il avoit fait paroître pour la Reine Mère. Le retour de cette Princesse sembloit luy donner de grandes espérances d'entrer dans le Ministère ; on ne doutoit point que le Roy ne déferât beaucoup à ce qu'elle luy inspireroit ; on étoit persuadé qu'entre ceux dont elle luy recommandoit le mérite, Le Connétable seroit le premier qui se trouveroit appuyé de tout le parti que Dom Juan avoit mal traité, et de tout ce qui avoit conservé de l'attachement pour la Reine Mère.

Dans des apparences si favorables, il ne faisoit paroître que des prétentions modérées et soit que le mauvais état de ses affaires, et la jeunesse du Roy, lui fissent appréhendre les risques du premier poste, ou que ne se voyant pas en état d'y entrer de plein pied, il voulut peut être se faire des degrés pour y monter, il parroïssoit souhaiter une Junte pour le Gouvernement, dans laquelle il seroit entré avec l'Inquisiteur Général, et le Marquis de Mansera, grand maître d'hotel de la Reine Mère.

Il sembloit que par cette Junte, la Reine Mère seroit demeurée secrètement maîtresse des affaires, dont la direction auroit été entre les mains de trois ministres entièrement ses créatures ; mais on prétend que le Connétable persuadé que dans cette Junte, il se trouveroit fort au dessus des deux autres Ministres, se flattoit d'y pouvoir trouver l'avantage d'être

le premier, sans s'exposer à l'envie, n'y à répondre du succès des affaires.

Comme cette Junte auroit mis toute l'autorité entre les mains de trois personnes seules, la plus part de ceux de ce parti, qui la souhaitoient plus partagée afin d'y voir entrer leurs amis particuliers, auroient voulu la voir aussi nombreuse que durant la Régence, et la composoient du Connétable, du Duc de Medina Celi comme Grand, et du Conseil d'Etat, du Marquis de Mansera, qu'on auroit fait Président de Castille, du Cardinal Portocarrero, Archevêque de Tolède, de l'Inquisiteur Général, et de Dom Melchior Navarra, autres fois Vice Chancelier d'Aragon.

Ces propositions de Junte allèrent loin, et environ un mois après le retour du Roy, elles parurent si avancées, que ceux à qui l'attachement qu'ils avoient eu pour Dom Juan, faisoit craindre le pouvoir de la Reine Mère

et l'élévation du Connétable, en prirent l'allarme, et se rallièrent avec le Duc de Medina Celi, pour y trouver de la protection, dans l'espérance de le voir premier Ministre. Ceux qui pénétoient la véritable disposition de la Cour, voyoient bien qu'au milieu de ces différents partis, Le Duc de Medina Celi ne laissoit pas que de s'avancer à la faveur, mais soit que par un effort de prudence ou de modération, ou peut être par les oppositions de ceux qui étoient dans les intérêts contraires, il ne s'élevoit que lentement, il sembloit même que la plus grande partie de son ambition vint de ses amis, et qu'il suivoit moins ses propres mouvements, que ceux qu'ils s'attachoient de lui donner.

Entre ces deux partis qui sembloient embarrasser la plus grande partie de la Cour, Dom Jeronimo d'Eguya en formoit une troisième presque lui seul. Il s'étoit vû tout

d'un coup secrétaire d'Etat, lorsque Valenzuela favory ôta cette charge à Dom Pedro Fernandes del Carpo, qu'il ne trouvoit pas assez souple : Dom Jeronimo évita soigneusement de tomber dans un pareil défaut, tant que dura la fortune de Valenzuela ; Sitôt qu'il la vit ébranlée, et que la Cour tournoit du côté de Dom Juan, il prit avec lui des mesures par avance, et se conserva sous son ministère par une extrême soumission : quelque temps avant la fin de Dom Juan, il se conduisit comme avant celle de Valenzuela, il entra en commerce avec la Reine Mère, et sçut par là, se maintenir quand elle revint à la Cour.

Dans tous ces changements, il n'avoit sa charge que par commission ; mais comme elle lui donnoit lieu de voir incessamment le Roy, et de traiter seul avec lui, de toutes les affaires, il se trouva seul dans sa con-

fiance, et pour se la conserver, on prétend qu'il lui inspira une défiance générale de tout ce qu'il y avoit de personnes plus considérables, et de simple Secrétaire d'Etat par commission, d'un génie borné, et de peu d'expérience, il se vit en pouvoir de balancer durant un temps deux puissants partis, sans que l'un ny l'autre pût devenir maître des affaires tant qu'il s'y opposa.

Quelque penchant qu'eut le Roy pour le Duc de Medina Celi, Dom Jeronimo l'arrêtoit en lui renouvelant l'idée du ministère de Dom Juan, l'esclavage où il l'avoit tenu, les persécutions indignes qu'il avoit fait à la Reine Mère, tant de personnes de qualité maltraitées sans sujet, la misère du peuple, et plusieurs autres désordres inévitables, quand on abandonna le Gouvernement au caprice d'un seul; d'autre part, il lui représentoit la Junte, comme une troupe

de maîtres, qui tous voudroient commander, et toujours embarrasseroient les affaires, par leurs jalousies, et leurs contrariétés, qu'elle lui seroit autant à charge qu'inutile à l'Etat, que les Juntas pouvoient être bonnes pendant une minorité; mais que Sa Majesté n'étoit plus en âge de se donner des gouverneurs; il adjoutoit à cela le génie du Connétable, fier et impérieux dans l'autorité, il ne laissoit pas même La Reine Mère sans quelques atteintes, faisant comprendre au Roy qu'accoutumée à gouverner elle deviendrait aisément maîtresse, par une Junte toute à elle, et que le Roy à l'âge qu'il avoit, et marié, se trouveroit insensiblement réduit au même état que dans le temps de son enfance.

Pendant qu'il tenoit ainsi Le Roy en suspens, il demouroit seul avec lui le maître des affaires. La Duchesse de Terranova se trouvoit dans un pareil intérêt, de l'éloigner de la

Reine Mère, de la Junte, et d'un favory : durant ces intrigues, elle gaignoit le temps de s'affermir dans l'esprit du Roy, auquel elle inspiroit de semblables défiances, et les étendoit même jusque sur la Reine, dont la jeunesse et la facilité, lui laissoient toutes ses mesures libres ; Le Confesseur inspiroit assés au Roy les mêmes vües, de ne point avoir de ministres, dont il pût dépendre.

La Cour étoit toujours au Retiro, c'est à dire hors de Madrid, attendant que la Reine pût faire son entrée, pour ensuite aller loger au Palais : Les préparatifs de cette cérémonie furent longs, on crut même durant quelque temps que la Reine étoit grosse, mais cette espérance étant finie, au commencement de Janvier de l'année 1680, le troisième du même mois, Elle fit son entrée à cheval ; partant du Retiro, pour aller au Palais, Elle passa sous cinq arcs de

Triomphe, disposés à diverses distances sur son chemin.

Le Roy et la Reine Mère étoient ches la Comtesse de Oñate, à un balcon doré fait exprès à la fenètre d'un appartement bas, fermé de jaloufies, qu'ils ouvrirent seulement de quatre doigts, quand La Reine passa.

Quelques jours après son entrée, l'on vit à Madrid une fête de Taureaux la plus magnifique qui se fût faite depuis long temps. Le Duc de Medina Sidonia, Les Marquis de Terranova, et de Ribavia frères, Le Comte de Cafapalma, second fils du Duc de Sefa, Dom Fernando de Cea, gentilhomme de Cordova, et Dom Cristoval de Moscofo, furent les combatans, et firent paroître beaucoup d'adresse, furtout le Duc de Medina Sidonia, fuivi en entrant dans la place, de leur laquais habillés à la Turquie, les autres avoient auffy une livrée nom-

breuse, dont chacune représentoit les habits de quelque nation.

Ce spectacle est un reste des Mores, dont le génie et les manières ne sont pas entièrement sortis d'Espagne, lors qu'ils en ont été chassés. Il semble tenir un peu du Barbare, quand on y voit des hommes s'exposer pour divertir le public à combattre des Taureaux sauvages, et qu'il y a peu de fêtes qui ne coûte la vie à quelqu'un, mais la représentation est en grande, les combatans y paroissent sur les plus nobles chevaux du monde, et rien ne fait une plus belle vüe que la place de ce combat. Elle est extrêmement vaste, environnée de six ou sept étages de balcons égaux, autant parés de riches étoffes que remplis d'un nombre infini de spectateurs.

Tant que la Reine avoit été au Retiro, elle avoit mené une vie soli-

taire et désagréable, entre les mains de la Duchesse de Terranova, qui la gouvernoit comme un enfant : Elle continua la même vie au Palais, hors qu'elle commença à recevoir les visites de quelques Dames de qualité, qui souvent l'ennuyoient autant que la solitude même.

La Reine Mère au Retiro, et depuis au Palais la venoit voir souvent, lui faisoit bien des amitiés et quelquefois des présents, mais elle ne trouvoit point dans sa belle fille l'ouverture et la correspondance qu'elle attendoit d'Elle, et quoy que la Marquise de Villars et le confesseur que la Reine avoit amené de France fissent leurs efforts pour l'obliger à se donner toute entière à la Reine Mère, et par devoir et par reconnoissance de la tendresse qu'elle luy témoignoit, et par la raison de ses véritables intérêts, les défiances que l'on continuoit de luy inspirer la tenoient

dans un état indéterminé qui l'empêchoit de voir et de suivre ce qui lui convenoit le plus.

La Reine Mère étoit de bonne foy avec Elle, et quoy qu'il semblât que la rupture du mariage d'Allemagne dût lui donner quelque éloignement pour une Princesse qui avoit pris la place de sa petite fille, il est certain qu'elle confidéroit La Reine comme sa véritable fille ; on prétend qu'elle n'avoit pas lieu d'être contente de l'Empereur, qui dans tout son malheur, n'avoit pas fait la moindre démarche pour elle ; On lui avoit même fait entendre que le Marquis de Grana, devant venir Ambassadeur à Madrid, du temps de Dom Juan, avoit demandé qu'on abandonnât ses intérêts : ces traitements l'avoient séparée de sa famille d'Allemagne, pour se donner entièrement à celle de Madrid.

Dans toutes ses disgrâces elle avoit trouvée des honnêtetés du côté de la

France; La Reine très chrétienne avoit toujours été dans ses intérêts, avoit agi avec chaleur pour son retour; l'Ambassadeur de France avoit tenu une conduite dont elle avoit lieu d'être contente, d'ailleurs la Reine étoit bien faite, Elle avoit de la douceur, de l'agrément, de la Beauté, La Reine Mère espéroit de luy voir bientôt des enfans qu'elle regardoit comme le bonheur du Roy son fils et le salut de l'Etat: toutes ces considérations luy donnoient du penchant pour la Reine: elle espéroit que la tendresse d'une femme toucheroit asses le Roy pour se l'attirer tout entier, Elle pourroit être en état de le ménager dans un âge ou pour son bien ou pour celui de l'Espagne, il avoit besoin de prendre confiance en Elle qui seule gouverneroit sans intérêt; cette vüe eût pu aller loin, si la Reine eût pu y entrer de bonne heure; mais dans l'incertitude où

Elle demouroit Elle étoit entre le Roy et la Camerara Mayor, avec si peu de force et de hardiesse qu'Elle ne s'ouvrit pas même à la Reine Mère, qui sans cesse lui faisoit des avances. Il est vrai que dans la suite l'Ambassadeur de France la détrompa des impressions qu'on lui avoit donné de la Reine Mère pour avoir quelque confiance en elle, mais la Reine Mère n'avoit pas trouvé la même satisfaction avec son fils, ny asses de confiance dans son esprit pour prendre des mesures certaines; elle parut se retirer insensiblement, soit qu'elle crût peut être que la nécessité du Gouvernement obligeroit le Roy de revenir à elle, ou qu'en effet le misérable état des affaires, le souvenir de ses malheurs et son penchant naturel pour le repos, lui fissent prendre la résolution d'abandonner toutes autres vûes, pour ne penser qu'à jouir d'une vie paisible, il est

certain qu'un jour l'Ambassadeur de France lui témoignant combien il étoit nécessaire qu'elle entrât dans les soins du Gouvernement, Elle lui répondit qu'elle voyoit sur cela tout ce qu'on y pouvoit voir, mais qu'Elle préféreroit son repos à tout le reste.

On prétend que le Connétable de Castille jugeant par cette disposition de la Reine Mère qu'elle devenoit inutile au dessein qu'il pouvoit avoir, prit des liaisons avec Dom Jeronimo d'Eguya, La Camerera Mayor et le Confesseur du Roy qui fit entrer le Duc de Alba dans cette confédération nouvelle. Il parut que le dessein de ces trois derniers étoit d'opposer le Connétable au Duc de Medina Celi qu'ils voyoient s'avancer dans l'esprit du Roy ; Le Connétable de son côté, cherchoit à gagner par eux auprès du Roy tout ce qu'ils feroient perdre au Duc de Medina Celi mais comme il est naturellement impérieux il de-

vint d'abord redoutable à ceux qui devoient le soutenir. Dom Jeronimo d'Eguya qui ne cherchoit qu'à balancer ces deux hommes, l'un par l'autre éloigna de nouveau le Connétable en réveillant dans l'esprit du Roy la crainte et l'averfion qu'il avoit pour luy.

Le Connétable ne fut pas long temps à s'en appercevoir et ne trouvant pas d'autres moyens de se venger, il fit dans le Conseil d'Etat de grandes plaintes, fur le désordre des affaires, qu'il imputoit à Dom Jeronimo d'Eguya, qui feul en avoit la Direction avec le Roy; On tient même qu'il engagea Dom Manuel de Lyra nouveau fecretaire d'Etat du Département d'Italie, à donner quelques mémoires dans le conseil fur diverfes affaires, dont il luy attribuoit le retardement, ou le mauvais fuccès; Lyra auroit pu efpérer dans la perte de Dom Jeronimo un avancement

considérable, et les plaintes qu'il faisoit, n'étoient pas sans fondement, car il est certain qu'on voyoit alors en Espagne tout le dérèglement qui peut affliger un Etat sous un Prince jeune et dépourvu de conseil.

Cependant ces plaintes n'eurent point de suite, et le Connétable cherchant d'autres moyens pour se soutenir, tenta de nouveau la voye de la Reine Mère, il tâcha de la réveiller en lui représentant vivement que Medina Celi étoit une créature de Dom Juan, que c'étoit lui qui autrefois lui avoit porté à elle même l'ordre de sortir de Madrid, qu'il protégeoit encore le Président de Castille, si indignement dévoué à toutes les passions de Dom Juan, que si avec toutes ses dispositions il devenoit le maître des affaires, elle devoit s'attendre à voir revivre Dom Juan, et toutes les persécutions dont il l'avoit accablée. Medina Celi averti de cette dé-

marche alla trouver la Reine Mère, l'affura de son respect et de son attachement, lui protesta, comme il avoit déjà fait autrefois que quelques bontés que le Roy eût pour luy, il ne vouloit prétendre à l'élévation que par elle, fit voir qu'il n'avoit jamais été la créature de Dom Juan, qu'il ne pouvoit l'être que du Roy ou de personnes royales, qu'à l'égard du Président de Castille, il croyoit qu'il étoit du service du Roy de la maintenir contre les entreprises de Rome, assurant que l'appuy qu'il luy avoit donné dans le Conseil ne regardoit point sa personne mais l'autorité du Roy, que le Nonce attaquoit très directement.

La Reine Mère en parut contente, ou peut être ne voulut point se donner la peine de s'en soucier, mais on prétend que dans cette conjuncture Le Connétable perdant l'espérance de voir former une Junte, où

il peut entrer, ny d'être luy même premier Ministre, trouva occasion de dire au Roy, qu'il ne croyoit personne plus capable de soulager sa Majesté dans les soins du Gouvernement, que Le Duc de Medina Celi, soit qu'il voulût par là se faire quelque mérite dans l'esprit du Roy, dont il flattoit l'inclination, et dans celui de Medina Celi, dont il croyoit la faveur assurée, ou que peut être le jugeant peu capable de gouverner, il aimât mieux le voir élevé qu'un autre, dans l'espérance de le voir plutôt tomber, et de retrouver dans la fuite des mesures pour ses desseins.

Pendant ces agitations du Palais, Le Gouvernement étoit tombé dans une foiblesse qui achevoit d'abimer l'Espagne déjà accablée depuis long temps : toutes les affaires qui regardoient ou l'Etat même, ou les particuliers, étoient également suspendues, elles languissoient entre les

ains des Conseillers qui les examinoient avec la lenteur extraordinaire, ou si elles alloient jusqu'au Roy, c'étoit pour y demeurer tout à fait, sans aucune résolution.

Les Ministres étrangers se plaignoient de la manière dont les intérêts de leurs maîtres étoient traités ; Plusieurs d'entre eux arrêtés depuis longtemps à solliciter le payement de grandes sommes dûes à des Princes alliés, étoient rebutés de se voir sans réponse, ou trompés par de fausses assignations. L'Envoyé de l'Electeur de Brandebourg, se retiroit mal content après avoir manqué à toutes les promesses qu'il avoit sur ce qui étoit dû à son maître. Plusieurs autres étoient en état de prendre ce parti ; Le Nonce faisoit des instances inutiles depuis long temps, pour avoir justice des entreprises du Président de Castille, que le Pape avoit déclaré en suspens.

L'Ambassadeur de France qui sembloit devoir être traité avec quelque distinction à l'avènement d'une Reine françoise, pressoit en vain depuis six mois pour avoir réponse sur plusieurs infractions faites au dernier traité de Paix, par divers Vice Roys et Gouverneurs dont quelques-uns avoient pris et même brulé des vaisseaux françois, depuis la paix publiée. Loin de luy en faire justice, on entreprit publiquement à Madrid, contre ses privilèges et la juridiction de son quartier, ou contre l'usage observé jusqu'alors ; la justice passa diverses fois en plein jour, et sur ce qu'ayant eu la modération de ne s'en point ressentir par les voyes de fait, il se contenta d'en demander Justice, on luy déclara que le Roy d'Espagne n'entendoit point qu'il y eût de quartier franc à Madrid, quoy que dans le même temps on en laissât jouir paisiblement les autres Ambassadeurs.

Les affaires de l'Etat n'étoient pas mieux conduites, l'argent des galions et de la flotte, se trouvoit dissipé, sans sçavoir à quoy on l'avoit employé : on ne pouvoit en remettre en Flandre, ny ailleurs faute de fonds, et les traitans ruinés par les avances précédentes aux quels on avoit manqué, n'étoient plus en état d'en faire de nouvelles, on étoit même embarrassé à trouver l'argent nécessaire pour la levée de quatre régiments Espagnols d'Infanterie, qu'on vouloit envoyer à Milan dans l'appréhension des prétendus desseins de France, et l'épuisement étoit venu à un tel point que les fonds manquoient pour la dépense ordinaire de la maison du Roy.

Le comble du désordre étoit le dérèglement de la monnoye qui avoit passé si avant que la pistolle qui ne peut valoir en Espagne de véritable valeur que quarante huit réaux de Vellon, c'est à dire de monnoye de

cuivre, étoit montée jusqu'à cent dix, et les piaftres ou patagons qui ne devoient valoir que douze réaux de Vellon, se changeoient publiquement à trente : La cause de ce désordre venoit de ce que plus des trois parts de cette monnoye de cuivre étoit fausse, et cependant l'usage en étoit publique, et autorisé au même prix que la bonne.

Autre fois cette petite monnoye étoit de cuivre pur, sans plus de valeur que celle de son poids ; Vers l'année 1660 on établit de lui donner beaucoup de valeur par un foible alliage d'argent, mais en l'année 1663, on proposa de supprimer cette monnoye d'alliage, à cause de l'excès de la valeur, et de la facilité de la contrefaire : cette proposition alors si nécessaire au bien de l'Etat fut rejetée par des intérêts particuliers, couverts des apparences de quelque légère perte qu'elle auroit apporté au Roy.

Le grand gain qu'il y avoit à contrefaire cette monnoye, en remplit toute l'Espagne, fit monter sans bornes le prix de l'or et de l'argent, et l'embarras de distinguer cette fausse monnoye d'avec la bonne, ou plutôt la corruption de ceux qui devoient y mettre ordre, en fit autoriser l'usage.

Dom Juan devenu premier ministre chercha à corriger un si grand dérèglement, mais en cela, comme dans le reste, il consulta beaucoup, sans rien résoudre ; enfin à l'arrivée des galions de l'année 1679, on proposa d'abaisser la valeur de la Pistolle d'un tant par mois, jusqu'à ce qu'elle fût réduite à sa valeur naturelle, régler le prix de toutes choses à proportion, et cependant du nouvel argent venu des Indes, battre incessamment assez de petite monnoye, pour avoir moyen de retirer toute celle de cuivre, la mettre au Villon, et en re-

faire une nouvelle monnoye du prix de l'ancienne sans alliage.

Cet expédient pouvoit prévenir de grands désordres s'il avoit été exécuté ; mais comme en Espagne, la naissance d'un dérèglement est d'ordinaire une raison pour l'autoriser dans la suite, la proposition demeura sans effet ; cependant comme la monnoye haussait toujours, et qu'elle causait un embarras présent dans le commerce, dont la suite ne pouvoit qu'aller à la ruine publique, on délibéra de nouveau sur les moyens d'y remédier : le bruit s'en rependit parmi le peuple : personne ne voulut plus recevoir de cette monnoye, dans la crainte qu'elle ne fût décriée : on ne pût plus rien acheter : on se trouva tout d'un coup sans vivres dans la ville, et tout le peuple en état de périr. On ne sçut y apporter d'autre remède que de baisser cette monnoye sur le champ, sans autres

précautions pour le présent et pour l'avenir ; Ainſy on vit en un instant la piſtolle qui valoit cent dix réaux, n'en valoir plus que 48, et la piaſtre qui en valoit trente, revenir à douze. Les eſpèces de la monnoye de cuivre qui étoient bonnes, réduites au huitième de leur valeur précédente, et la fauſſe monnoye miſe au prix de la bonne.

L'effet de ce changement fut que toutes choſes gardant leur prix en cuivre, le doublèrent en or et en argent, c'eſt à dire que ce qui valoit auparavant vingt réaux, valut vingt réaux de même, mais ces vingt réaux qui auparavant le rabais, ne valoient que quarante ſols de France, depuis le rabais en valoient cent, de ſorte qu'il ſe trouva que le 11 Février 1680, l'on acheta cent ſols, ce qu'on avoit acheté quarante ſols le jour précédent, qui fut celui du rabais, et l'homme qui devoit ce jour là dix

mil réaux, qui faisoient cent pistolles, trouva que le lendemain ces mêmes dix mil réaux, faisoient près de deux cent cinquante pistolles.

Il est aisé de s'imaginer les suites d'un changement de cette nature, dans un pays où toutes choses étoient déjà très chères, sans ordre, sans police, et l'on peut juger par la conduite de cette affaire qu'elle étoit telle dans le reste du gouvernement.

Dom Jeronimo d'Eguya qui jusqu'alors n'avoit pû travailler qu'à se maintenir seul auprès du Roy, ne se vit plus en état d'y demeurer sans se perdre. Les malheurs publics étoient trop pressantes, et le parti contre lui trop redoutable, il céda à la nécessité, et l'on prétend qu'il acheva de déterminer Le Roy à suivre le penchant qu'il avoit pour l'élévation du Duc de Medina Celi.

Il pût se flatter que dans ce changement il demeureroit presqu'au même

état qu'il étoit auparavant, qu'il seroit absolument nécessaire au Duc pour le détail des affaires, qu'il avoit par là toujours le même particulier avec le Roy et les mêmes moyens de se conserver dans son esprit, qu'avec l'avantage d'entrer dans toutes les affaires du Gouvernement, il auroit celui de ne plus répondre du succès ; d'ailleurs il pouvoit compter sur la bonté naturelle du Duc, et dans la nécessité d'avoir un premier ministre, c'étoit celui dont il avoit le moins à craindre. Le conférence et la Camerera Mayor étoient à peu près dans les mêmes sentimens.

Ainsy tous ceux qui pouvoient avoir quelque entrée dans l'esprit du Roy s'accordant avec l'inclination qu'il avoit pour le Duc de Medina Celi, il fut déclaré premier ministre par un décret de Sa Majesté, que le confesseur lui apporta le 21 Février à dix heures du soir.

On ne fut point surpris dans le monde de cette déclaration, il y avoit déjà quelques jours qu'on s'y attendoit, et que le Duc croyoit en être assuré.

On convenoit généralement que le Roy avoit choix d'un ministre homme de bien, plein de bonnes intentions, doux et agréable dans les manières extérieures, et l'on souhaitoit qu'il joignit aux bonnes qualités, la capacité et la force nécessaire, pour relever l'Etat accablé d'une infinité de maux tellement établis par le temps et par l'usage, qu'il sembloit qu'on ne pût y remédier que par un changement total du gouvernement.

Quelques jours avant son élévation, l'on avoit dépêché un courrier au Duc de Villa Hermosa, gouverneur des Pays bas, pour lui ordonner de remettre à la France la ville de Charlemont, suivant le dernier traité de paix fait à Nimègue, qui portoit

que dans un an du jour de la ratification du traité, les Espagnols assureroient au Roy très Chrétien la possession de la ville de Dinant, par les cessions de tous les Princes, qui auroient droit de la céder, ou que cette condition manquant, il seroit obligé de luy donner Charlemont en l'état qu'il étoit. Mais ils prétendirent obtenir de la France un délai de quelques mois, qu'ils firent demander au Roy par leur Ambassadeur, et par ceux d'Angleterre et de Hollande, sur quelques prétentions assez peu fondées.

Dans ce prétendu délai leur intention n'étoit pas d'avoir le temps d'obtenir les cessions de Dinant, mais de voir conclure une ligue offensive et défensive qui se proposoit alors entre eux, l'Angleterre et la Hollande, persuadés qu'avec cet appui ils pourroient refuser Charlemont à la France, qui craindrait peut être

de se commettre avec cette ligue, et qu'au pis aller, avec des alliés si puissants, qui pourroient entraîner l'Allemagne avec eux, ils mettroient tout de nouveau l'Europe en armes, pour leurs intérêts, sans rien risquer que de fournir un champ de bataille en Flandre, et de promettre à leurs alliés beaucoup de choses qu'ils n'exécuteroient pas.

Ils étoient d'autant plus alertes, que le Roy très chrétien pressoit alors les Hollandois, pour les faire déclarer s'ils entreroient dans cette ligue ou non ; l'on espéroit à Madrid que cet éclaircissement les obligeroit à rompre : mais les conjectures adoucirent les affaires. La ligue ne se fit point alors, et les Espagnols se voyant à quinze jours près du terme prescrit par le traité, dépêchèrent au Duc de Villa Hermosa, qui suivant les ordres qu'on lui envoya de Madrid, remit Charlemont le vingt Février au com-

mandant François, que le Roy y envoya, pour en prendre possession. . . .

Sitôt que le Duc de Medina Celi fut déclaré premier ministre, tout ce qu'il y avoit à Madrid de personnes plus considérables, étrangers ou courtisans allèrent en foule lui faire compliment. Il les reçut sur son lit sous prétexte de quelque indisposition; mais en effet pour éviter l'embarras et les fatigues des pas, qu'autrement il auroit été obligé de faire, pour chacun d'eux, selon leur caractère. Quelques jours après il commença à donner des audiences régulières dans la salle appelée du Rubis, où s'assemble d'ordinaire le conseil d'Etat. Le Nonce et l'Ambassadeur de Venise furent les plus prompts de tous les ministres étrangers, et se présentèrent à ces audiences, mais leur empressement n'eut pas un succès agréable. Le premier ministre ne les reçut, et ne les reconduisit qu'à la moitié de la

falle même de l'audiance, et leurs sièges furent disposés de manière qu'on pouvoit douter s'ils avoient la place de l'honneur ; ils en sortirent avec beaucoup de chagrin, qu'ils firent connoître incontinent à l'Ambassadeur de France ; il leurs témoigna que comme les Ambassadeurs de Chapelle avoient accoutumé d'aller tous ensemble complimenter le Roy et les Reines, il s'étoit attendu qu'ils l'inviteroient aussy à faire ensemble ce compliment de cérémonie au premier ministre, que puis qu'ils avoient voulu se séparer, il iroit seul, mais qu'il ne prendroit audiance, qu'après être bien assuré qu'elle seroit accompagnée de tout ce qui étoit dû à son caractère.

Dans cette vüe, il fit pressentir le Duc de Medina Celi, qui convient de luy donner audiance, avec les mêmes honneurs que Dom Louïs de Haro rendoit aux Ambassadeurs de France,

durant son ministère ; pour agir avec plus de fureté de part et d'autre, dans une démarche de cette nature, toujours délicate, et sujette à équivoque, on fit venir le gouverneur d'Aranjuez, autre fois écuyer de Dom Louis de Haro, et chargé d'introduire chès lui les ministres étrangers : Le Marquis de Villars se trouva avec lui dans la salle même, marqua la place de son siège, jusqu'où le premier ministre devoit le recevoir et le reconduire, et prit audience dans toutes ces cérémonies.

On étoit à Madrid dans l'impatience de voir agir le favory, non seulement par la curiosité naturelle que donne la nouveauté, mais par la nécessité pressante de remédier aux maux de l'Etat et à l'extrême misère qui accabloit les particuliers ; l'un et l'autre étoient venus à un tel point que le remède en étoit difficile ; l'Espagne languissante depuis long temps, s'étoit

encore affoiblie dans la minorité du Roy, Dom Juan n'avoit fait qu'augmenter le désordre des affaires, et depuis six mois qu'il étoit mort, le Gouvernement étoit demeurée sans chef, exposé au dérèglement des ministres particuliers, dont quelques uns faisoient souvent paroître aussi peu de probité que d'intelligence. Il sembloit qu'on ne pût le rétablir qu'en renversant entièrement tout ce qui le composoit, pour donner à l'Etat une nouvelle forme et de nouveaux ministres pour la soutenir.

Le Duc de Medina Celi élevé dans le génie d'Espagne, sans avoir eu d'emplois, ny au dedans ny au dehors qui pût luy aider à former des idées d'une autre manière de gouverner, parut d'abord n'apporter de changement à ce qui l'avoit précédé que le nom de premier ministre, l'apparat des audiences qu'il donnoit, et les grâces qu'il répandoit sur ceux de sa maison.

Il laissa les affaires publiques dans leur cours ordinaire, à la délibération des conseils comme auparavant, c'est à dire, qu'il se mit dans leurs dépendances, et dans la nécessité de prendre leurs conseils sur tout. Il s'assujétissoit même à l'usage de former des Juntas pour les affaires qui pouvoient être douteuses : Ce qu'on appelle Junta est proprement une chambre que l'on forme exprès, de quelques personnes tirées de divers corps ecclésiastiques et séculiers selon la matière dont il s'agit, afin de l'examiner, et d'en faire consulte au Roy sur laquelle il détermine sa résolution.

Deux jours après que le Duc de Medina Celi fut premier ministre, il forma une Junta pour examiner les plaintes que faisoit le Nonce du Pape depuis assez longtemps contre le Président de Castille ; elle fut composée de trois Conseillers d'Etat, Le Connétable, l'Amirante, et le

Marquis de Astorga, trois Conseillers du Conseil Royal de Castille, et trois théologiens, qui étoient le confesseur du Roy, un autre Dominiquin et un Jésuite.

Les intérêts du Nonce contre le Président de Castille étoient la suite d'un démêlé arrivé entre eux du temps de Dom Juan, sur ce que le Nonce ayant voulu présider à un certain chapitre de religieux appelé Verigos Menos, pour l'élection d'un Provincial, Le Président de Castille qui en favorisoit un autre que celui dont le Nonce appuioit l'élection, fit par un décret du Roy donné sur la consulte du Conseil de Castille défense au Nonce d'intervenir dans cette affaire, et le condamna ensuite à une amende de deux mil écus. Dom Juan sur la fin de sa vie pressé de plusieurs affaires défagréables, voulut accommoder celle là et convint de révoquer le décret. Il mourut

sur ces engagements, l'affaire paroïsoit terminée, et le Roy écrivit au Pape une lettre pleine de soumission et d'excuses du passé.

Mais le Nonce délivré de la crainte de Dom Juan, voyant la cour sans ministre et sans force, Le Président de Castille environné de beaucoup d'ennemis, crut la conjuncture favorable pour avoir une plus grande satisfaction, qu'outre la révocation du décrêt, le Président seroit déposé de sa charge et obligé d'aller à Rome se faire relever de la suspension qu'il avoit encourüe : comme on refusa d'abord au Nonce cette satisfaction, il se plaignit hautement du peu de suite de l'obéissance que le Roy avoit si solennellement protestée au Pape dans sa lettre.

On lui répondit que le Roy comme fils de l'église avoit donné au Pape cette marque de soumission, mais que comme Roy il étoit obligé de soute-

nir un Ministre qui ne lui paroîssoit point coupable. Le Président de Castille, avoit eu en beaucoup de choses une conduite assez irrégulière pour mériter qu'on le privât de sa charge, cependant il sembloit qu'il n'étoit pas de la réputation du Roy, de déposer un ministre si considérable, dans un temps où sa disgrâce n'auroit pû paroître que l'effet des poursuites de Rome. Le Duc de Medina Celi pour se décharger de tous côtés du succès de cette affaire, la remit entre les mains de la Junte, qui l'examina sans rien conclure, jusqu'à ce que dans la suite, des raisons supérieures en hâtèrent la résolution.

La cherté qu'avoit apporté le rabais de la monnoye, continuant toujours, on avoit espéré que le premier ouvrage du nouveau ministre seroit de remédier à un mal si pressant ; il en cherchoit les moyens en écoutant les avis qu'on lui donnoit. Entre

plusieurs propositions allant au bien public, il en reçut un, par un placet d'un homme d'affaires nommé Marcos Dias qui lui représentant que la cherté venoit de ce que le rabais de la monnoye, les grands droits qui s'élevaient sur tout ce qui entre à Madrid, avoient tout haussé de moitié, offroit de prendre la ferme de ces droits, d'en rendre au Roy autant qu'il en entroit dans ses coffres par le dernier bail, d'avancer deux cent mil écus, de faire un présent de cent mil écus au Roy, et de diminuer les impositions des droits de la moitié de ce qu'ils montoient en l'année 1664, où ils étoient moindres d'un tiers qu'en l'année présente.

Pour se dédommager d'une diminution si grande, il demandoit seulement que les rentes de l'Hotel de Ville de Madrid, dont le payement est assigné sur ces droits, fussent réduites à cinq pour cent, au lieu

qu'elles avoient monté à huit, offrant en même temps de rembourser les rentiers qui ne voudroient point cette réduction. Avec les avantages qu'il faisoit au Roy, il pouvoit encore trouver les siens, dans l'administration de cette ferme, où jusqu'alors, la malversation avoit été si grande, qu'il n'entroit pas dans les coffres du Roy la neuvième partie de l'argent qui se levoit.

La proposition de Dias allarma un nombre de personnes considérables, qui s'enrichissoient de ce que Le Roy et le public perdoient dans la levée de ces droits ; ils firent menacer l'auteur, par des billets inconnus, et lui donnèrent une si grande terreur, qu'il tomba dans une fièvre chaude, dont il mourut en peu de jours, et comme les principaux ennemis que le zèle du bien public lui avoit attiré étoient le Corrigidor et le Régidor de la ville, et plusieurs officiers à qui leurs

charges donnoient moyen de faire les malversations qu'il prétendoit empêcher, ils prirent soin après sa mort d'étouffer sa proposition. Ils firent seulement la réduction des rentes de huit, à cinq pour cent et quelques diminutions dans les droits, qui peu après revinrent dans leur premier état, et le Duc de Medina Celi perdit une occasion si facile et si naturelle d'établir sa réputation pour le service du Roy et le soulagement du public.

Le peuple qui étoit entré dans de grandes espérances du succès de cet avis, capable de diminuer la moitié de la cherté qui l'accabloit, s'assembla autour de la maison de Dias pendant sa maladie, publiant qu'on l'avoit empoisonné et menaçant les ennemis du bien public : il arriva même que dans ce temps là le Roy étant allé à quelques églises, ils le suivirent en grand nombre, criant, *Viva el Rey, Muera el Mal Gobierno.* Lors qu'on

enterra cet homme ils accompagnèrent son corps, et s'atroupèrent dans les rues, de sorte que le Roy qui ce jour là devoit aller à une fête des Jésuites, n'osa sortir du Palais, et l'on vit durant quelques jours les apparences d'une sédition, qui auroit été inévitable parmi un peuple moins abattu, et moins esclave que celui de Madrid. Sa colère se passa avec des paroles et des injures en l'air contre les auteurs de sa misère, qui demeura dans le même état et sans espérance de remède.

Cependant la Cour de Madrid, ordinairement paisible sur les affaires étrangères, parut avoir quelque inquiétude sur celles d'Italie, où l'on disoit publiquement qu'il marchoit une armée françoise. Il y avoit déjà plus d'un an que le bruit s'étoit répandu que le Roy traitoit de Casal avec le Duc de Mantoue; ce bruit qui dans la suite s'étoit dissipé de lui

même, fut renouvelé par les Gênois qui donnèrent si bien l'allarme aux Espagnols, que dans un temps où ils manquoient d'argent, et où le changement de la monnoye étoit pour eux un nouvel accablement, ils commencèrent la levée de quelques régiments Espagnols, et en ordonnèrent un, de deux mil hommes dans le Royaume de Naples. L'Empereur de concert avec eux fit avancer un corps de troupes Allemandes vers le Milanois. Les Vénitiens tirèrent de leurs garnisons de Dalmatie de quoy renforcer celles des places de Lombardie, travaillèrent à en rétablir les fortifications, et il parut alors qu'entre la plus grande partie des Princes d'Italie, il se formoit de nouvelles liaisons, par la crainte de La France, qui cependant ne sembloit faire aucune démarches de ce côté là.

Vers la frontière de Biscaye, il s'étoit passé depuis quelque temps

d'assez grands défordres, par les violences que les Biscayens du côté d'Espagne avoient fait au sujet de la France, en leurs brûlant des barques, et faisant des prisonniers pour de certains démêlés qui durent entre eux depuis long temps, sur la propriété de la rivière de Bidassoa, le droit de pêche et quelques autres difficultés particulières : l'Ambassadeur de France en avoit demandé justice plusieurs fois aux ministres de Madrid, mais comme il n'avoit pu obtenir de réponse il déclara enfin à Dom Vincente son commissaire, que le Roy envoyoit des troupes sur cette frontière pour avoir justice des violences qu'on avoit fait à ses sujets et les en garantir à l'avenir.

Dom Vincente de Gonzaga n'eut rien à dire sur le procédé du Roy, également juste et nécessaire, mais il témoigna au Marquis de Villars, qu'il n'étoit plus son commissaire, et qu'il

y avoit plus de trois semaines que le Marquis de Los Balbases étoit nommé en sa place. L'Ambassadeur se plaignit qu'on luy eut changé son commissaire sans l'en avertir. Dom Vincente en remit toute la faute sur Dom Pedro Colonna, quj devoit luy avoir fait sçavoir, et y adjouta encore quelques plaintes sur la négligence de ce Secrétaire d'Etat.

Deux mois après, on sçut qu'une escadre de vaisseaux de France, commandée par Valbelle, avoit paru devant L'isle de Majorque pour demander au Vice Roy la restitution de certain navire marchand pris par les Corsaires Majorquins depuis la paix, suivant les ordres que l'Ambassadeur de France avoit obtenu de la cour d'Espagne. Le Vice Roy se défendit de rendre ces prises, sur ce qu'elles avoient été partagées entre plusieurs particuliers de divers endroits, qu'ainsy elles n'étoient plus en

nature ; il joignit à cette réponse des prétentions ridicules de dédommagemens pour les Corsaires.

Sur ce refus Valbelle lui déclara qu'il feroit des représailles sur les sujets du Roy d'Espagne qu'il trouveroient en mer ; elles devoient encore s'étendre au dédommagement de beaucoup d'autres prises faites depuis la paix sur les François, non seulement en mer par les Corsaires Espagnols, mais des Vice Roys et Gouverneurs, dans les ports mêmes des places qu'ils commandoient. On n'avoit pû obtenir aucune raison à Madrid, où, par un usage établi depuis long temps, les injustices et les concussions de ceux qui sont dans le commandement sont impunies par la protection que leurs donnent les conseils, composés la plus part de personnes qui ont eu la même conduite dans leurs emplois ou qui tirent quelque intérêt de celles des coupables.

Quoy que ces voyes de fait pendant la paix entre les deux nations, jalouses l'une de l'autre, pussent aisément attirer une rupture, que les Espagnols sembloient toujours craindre, ils ne s'en embarrassoient point : néanmoins dans la pensée que tout se termineroit à des représailles qu'ils aimoient mieux souffrir, que de se donner la peine de faire justice à ceux qui en étoient la cause.

Cependant les Espagnols eurent une véritable terreur à l'arrivée d'un Courier extraordinaire, qui vint à l'Ambassadeur de France le 9^e Avril ; l'affaire de Biscaye et les représailles se joignant alors aux idées qu'ils se formoient de la guerre d'Italie ; ils ne doutèrent point que la France ne leurs envoyât déclarer la guerre. Cette allarme dura peu, et l'on sçut incontinent après, que le courier apportoit à l'Ambassadeur de France ordre de demander satisfaction de ce

qu'on lui avoit ôté les franchises et la juridiction de son quartier.

Les ministres étrangers ont à Madrid deux sortes de privilèges, l'un est une certaine étendue autour de leur Palais dans la quelle aucun officier de justice ne peut exécuter sans la permission de l'Ambassadeur, ny même passer avec la marque de sa charge, qui est une baguette blanche : l'autre privilège est une exemption de payer aux portes le droit d'entrée des choses qui se consomment dans leurs maisons ; cette exemption à cause des abus qui s'y sont commis autre fois, a été convertie en une somme fixe que le Roy d'Espagne donne à chaque Ambassadeur pour le dédommager de ces entrées ; c'est ce qu'ils appellent *Franquicias* ; l'exemption de justice du quartier s'appelle *Inmunidad del barrio*, elle a toujours été observée avec tant de rigueur, qu'on a vû des Ambassadeurs

faire pendre à leurs portes des officiers de justice, pour avoir violé ce privilège et qu'ils les ont fait fort mal traiter.

Sur la fin du mois de Janvier, il arriva que le Corrigidor de Madrid accompagné de ses algoüafils ou sergents, passa en plein jour dans le quartier de l'Ambassadeur de France, avec les baguettes hautes ; l'Ambassadeur qui n'en fut averti qu'après, envoya lui dire qu'il avoit violé ses privilèges, et qu'il prit garde à ne pas faire encore une fois de pareilles entreprises dont les suites pourroient être fâcheuses. Le Corrigidor s'excusa sur ce qu'il n'avoit pas sçu que ce fût le quartier de l'Ambassadeur, et cependant dix jours après, dans un temps que l'Ambassadeur étoit hors de chez lui, le même Corrigidor traversa de nouveau son quartier ; comme la première fois, l'Ambassadeur s'en plaignit aux ministres, et leurs en fit

voir les conséquences. La réponse aux plaintes fut une déclaration qu'on luy envoya signée d'un Secrétaire d'Etat, qui portoit que le Roy en conséquence d'une autre déclaration de l'année 1671, ayant résolu de traiter à Madrid les Ambassadeurs de chaque Prince comme ceux d'Espagne l'étoient dans leurs Cours, Sa Majesté avoit considéré qu'en France, l'Ambassadeur d'Espagne n'avoit aucun privilège ny juridiction hors de son Palais, à la porte du quel la Justice passoit et exécutoit librement, qu'ainsy il déclaroit qu'à l'avenir, l'Ambassadeur de France n'auroit pas plus de privilèges à Madrid, que celui d'Espagne en avoit à Paris.

L'Ambassadeur répondit par écrit qu'il recevoit cet ordre du Roy avec beaucoup de respect, qu'il étoit persuadé que Le Roy son maître entreeroit volontiers dans cette vüe d'égaliser le traitement de leurs Ambassadeurs

dans les deux Cours, que pour prendre des mesures plus justes dans l'établissement de cette égalité il luy représentoit les avantages qu'avoit en France, l'Ambassadeur d'Espagne, qui entroit chez le Roy et chez la Reine quand il vouloit, sans demander audience, qu'il assistoit aux fêtes et aux cérémonies publiques assis, qu'il accompagnoit le Roy à la chasse et en d'autres rencontres sans permission, qu'il alloit à six chevaux dans Paris quand il luy plaisoit, que l'Ambassadrice avoit la même liberté, chez la Reine à toutes les heures, qu'elle entroit dans le carrosse de Sa Majesté, et mangeoit avec Elle en diverses occasions, et plusieurs autres privilèges d'agrément et de distinction qu'avoit l'Ambassadeur d'Espagne en France, dont celuy de France ne jouïssoit point en Espagne. Il ajoutoit qu'il donneroit part au Roy son maître de la déclaration qu'on

luy avoit fait, et demandoit cependant qu'on laissât les choses en état jusqu'à ce qu'il eut pû recevoir les ordres de Sa Majesté.

Il falloit cinq semaines pour recevoir des réponses de France, mais sans attendre ce temps le Secrétaire d'Etat envoya à l'Ambassadeur une seconde déclaration, qui portoit, que, Sa Majesté ayant vû sa réponse, continuoit dans sa première résolution, déclarant qu'il luy ôtoit les franchises et les immunités du quartier. La réponse de l'Ambassadeur fut respectueuse, reconnoissant que le Roy d'Espagne étoit le maître dans ses états, et pouvoit disposer absolument du quartier et de la maison d'un Ambassadeur, que cependant il étoit surpris qu'on ne luy eût pas laissé le temps de recevoir les ordres du Roy son maître.

Comme sur les premières nouvelles qui en vinrent à la cour de France,

le Roy prenoit cette affaire avec beaucoup de fierté, Monsieur craignant les suites qu'elle pourroit avoir, écrivit à la Reine d'Espagne en termes pressans, pour l'engager à les prévenir autant qu'Elle pourroit auprès du Roy son mary. Elle n'en avoit rien sçu jusqu'alors, et comme Elle en parla au Roy, il luy dit qu'il y avoit plus d'un mois qu'il avoit ôté les privilèges à l'Ambassadeur de France, mais qu'à Elle, il ne lui parloit pas de ces sortes d'affaires. Elle le pressa pour sçavoir ce qu'il en croyoit, sur quoy il luy répondit *Me quitaran este Ambaxador I me embiarans otro Gavacho* ;¹⁶ on peut juger par cette réponse que certaines gens qui l'approchoient, luy avoient persuadé qu'en France on revoqueroit le Marquis de Villars pour envoyer un autre Ambassadeur en sa place.

Sitôt qu'il eut reçu les ordres que le courier luy apportoit, il prit au-

diance du Duc de Medina Celi, luy fit voir l'irrégularité du procédé qu'on avoit tenu à son égard et le ressentiment que Le Roy son maître devoit avoir, qu'on eût choisi son Ambassadeur seul, pour luy ôter les privilèges que l'on conservoit à tous les autres, et luy déclara que le Roy en demandoit une satisfaction publique.

Le Duc de Medina Celi prétendit qu'en l'année 1671, Le Roy d'Espagne avoit déclaré que les Ambassadeurs qui étoient à Madrid n'auroient point de quartiers privilégiés, que si depuis cette année ils en avoient jouï, ce n'avoit été que par tolérance, et qu'afin que celuy de France n'eût pas sujet de se plaindre, on feroit à tous les autres Ambassadeurs la même déclaration qu'on luy avoit fait. L'Ambassadeur répondit que ce seroit pour luy plutôt une nouvelle injure, qu'une satisfaction ; qu'il prétendoit que la cour d'Espagne, unie comme elle

étoit avec celle de France, pouvoit attirer des grâces aux autres Ambassadeurs, mais non pas leurs faire perdre les avantages qu'ils avoient déjà ; qu'il ignoroit la déclaration de 1671, que depuis, il avoit été plus de trois années en deux fois Ambassadeur à Madrid avec tous ses privilèges, qu'on ne les ôtoit présentement qu'à luy seul, et qu'il en demandoit le rétablissement d'une manière qui pût satisfaire le Roy son maître.

Le lendemain il eut audience du Roy d'Espagne, auquel il présenta une lettre de créance expresse pour cette affaire, et luy fit considérer jusqu'où alloit le traitement qu'on luy avoit fait, luy représentant en même temps l'étroite union que le sang, les alliances et la paix nouvellement jurée, devoient mettre entre leurs Majestés et leurs couronnes, l'application qu'il avoit eue en son particulier à maintenir la correspondance,

l'espérance qu'avoit le Roy son maître de recevoir en cette occasion toute la satisfaction qu'il devoit attendre de la justice et de son amitié.

Comme on ne décide aucune affaire en Espagne qu'après qu'elle a passé par les formalités des tribunaux qui doivent en connoître, celle cy fut portée au Conseil d'Etat, qui en donna la consulte au Roy, c'est à dire au premier ministre, sur laquelle la satisfaction fut résolüe, de sorte que le 14 Avril le Marquis de Los Balbases commissaire pour les affaires de France vint trouver l'Ambassadeur, et luy donna un papier signé de luy, qui portoit que le Roy d'Espagne ayant chargé son Ambassadeur en France de la satisfaction et de la réponse à la lettre du Roy très Chrétien, avoit commandé en même temps de venir assurer l'Ambassadeur qu'en considération de l'étroite liaison de sang et d'amitié qui unisoient leurs

Majestés et pour faire connoître au Roy très chrétien le desir qu'il avoit de le satisfaire, il conservoit à l'Ambassadeur de France l'immunité et les privilèges de son quartier, et qu'à l'égard des franchises des entrées, ce n'avoit point été son intention de les lui ôter, et qu'elles lui auroient été payées, s'il les avoit fait demander.

Dans une autre cour que celle d'Espagne, il auroit paru extraordinaire d'entreprendre sans sujet un procédé de cette importance, pour le finir d'abord par une satisfaction publique, avec tant de foiblesse, mais le reste du gouvernement répondit assez à la conduite particulière de cette affaire, pour n'en être pas surpris.

La première déclaration que reçut l'Ambassadeur de France, quand on lui ôta ses privilèges, fut avant l'élévation du Duc de Medina Celi; la seconde fut après qu'il fut ministre :

le prétexte étoit que ces privilèges n'avoient aucun fondement que la tolérance; qu'en l'année 1671; Le Roy avoit déclaré à tous les Ambassadeurs qu'il ne prétendoit point les en laisser jouir, que l'Archevêque de Toulouse alors Ambassadeur de France en étoit convenu, que si dans l'occasion présente la déclaration n'avoit été renouvelée que pour l'Ambassadeur de France, c'est qu'il étoit le seul de tous les Ambassadeurs qui s'étoit plaint qu'on ne les lui eût pas observé.

Mais il est certain que dès l'année 1671, La Reine Mère alors Régente, conserva les privilèges des quartiers de l'Ambassadeur d'Allemagne, qu'on ne les a jamais ôté au Nonce, de peur qu'à Rome on ne les ôtat à l'Ambassadeur d'Espagne. Le Marquis de Villars justifioit que depuis l'année 1671 et depuis l'Archevêque de Toulouse, il avoit été en

deux fois près de trois ans. Ambassadeur à Madrid, jouissant de tous ces privilèges sans contestation, que tous les Ambassadeurs en avoient jouï jusqu'alors, que dans le temps même qu'on lui avoit ôté la juridiction de son quartier, on avoit sévèrement puni un Alcade et des Algouazils pour avoir passé dans celui de l'Ambassadeur de Venise, qu'il faisoit voir enfin un écrit signé de Dom Jeronimo d'Eguya comme Secrétaire d'Etat, qui le lui avoit envoyé six mois auparavant dans lequel sur la contestation pour la main entre lui et Dom Juan d'Autriche, ce Secrétaire d'Etat marquoit qu'encore que l'Ambassadeur d'Espagne n'eût point de quartier franc à Paris, celui de France ne laissoit pas d'en jouir à Madrid.

Les autres Ambassadeurs prirent cet écrit pour un titre de leurs privilèges qui jusqu'alors n'étoient fondés que sur l'usage, mais le conseil d'Etat

trouva fort mauvais que Dom Jeronimo d'Eguya eût donné un écrit en ces termes, dont ils prétendoient qu'il n'y avoit point eu de consulte. Il s'excusa sur ce qu'il en avoit eu ordre de Dom Juan qui étoit alors premier ministre.

Quelques uns voulurent croire qu'on avoit ôté les privilèges de l'Ambassadeur de France à Madrid, pour témoigner quelque ressentiment de ce que deux mois auparavant Le Roy très Chrétien avoit fait déclarer au Duc Guiovenazzo Ambassadeur d'Espagne, qu'en luy conservant à la cour tous les avantages qui regardoient le caractère et les fonctions de l'Ambassade, il ne prétendoit pas luy laisser les agréments et les libertés que depuis un temps, il avoit bien voulu accorder à l'Ambassadeur d'Espagne. La raison en étoit publique parceque Guiovenazzo étant envoyé d'Espagne à la cour de Savoye, avoit

de son chef fait des traités pour brûler les magasins de Pignerol, et les vaisseaux de Toulon ; Ainsy le Roy le regardant comme un ennemi personnel, luy ôtoit ce qu'on ne donne qu'à ses amis, et luy laissoit ce qu'on ne peut refuser à un Ambassadeur. On en parut si peu offensé à la cour d'Espagne qu'il fut révoqué d'abord, sans en faire la moindre plainte, et le Marquis de la Fuente nommé en sa place.

Deux jours devant la satisfaction quel'on fit à l'Ambassadeur de France, l'Envoyé de l'Electeur de Brandebourg partit de Madrid, après avoir fait éclater publiquement le ressentiment de son maître contre cette cour. Il y avoit long temps qu'il demandoit des sommes considérables qui luy étoient dûes ; après de fortes instances il avoit enfin obtenu une assignation de cent cinquante mil écus sur les galions qui devoient bientôt arriver. D'abord qu'ils le furent il

alla à Seville pour recevoir cet argent, mais il trouva que le président de la contraction avoit ordre de ne le point payer ; il revint à Madrid s'en plaindre et presser de nouveau pour son payement ; on l'entretint de promesses durant six mois, au bout desquels suivant l'ordre de son maître il demanda réponse positive dans dix jours, il étendit ces dix jours à six semaines et prit son audience de congé.

Le Duc de Medina Celi devenu alors premier ministre s'intéressant à le retenir lui fit porter parole de payer son assignation dans quatre mois ; l'Envoyé ne trouva pas plus de fureté qu'aux premières promesses, on lui offrit trente mil écus, la proposition lui parut indigne, il connût même qu'elle n'étoit pas sûre, de sorte qu'il se retira, après avoir fait voir à plusieurs personnes une lettre de l'Electeur son maître pleines de termes violentes contre la cour d'E-

spagne, et avoit dit fièrement aux ministres tout ce que le ressentiment peut inspirer. Ce fut en ce même temps que l'Envoyé de Savoye quitta Madrid par ordre du Duc son maître, mal satisfait d'avoir inutilement sollicité durant quatre ans des honneurs que la France ne refuse point aux ministres de ce Prince, et de n'avoir pû obtenir de satisfaction sur de grandes sommes de dettes anciennes et modernes qu'il demandoit: les ministres de quelques autres états et républiques se retirèrent avec le même chagrin ou avec le déplaisir d'avoir été trompés par de fausses assignations comme celui de Brandebourg, pendant que ceux de Hollande et du Prince d'Orange y demeuroient pour d'autres intérêts mais avec aussi peu de satisfaction, sur le payement de l'argent dû à leurs maîtres. On vit enfin terminer tout d'un coup le procès d'entre le Nonce

et le Président de Castille ; ce dernier fut privé de sa charge, et le Nonce prétendit encore qu'il devoit aller à Rome, se faire relever de la suspension qu'il avoit encourue. Ils'appelloit ou se faisoit appeller Dom Juan de la Puente y Guevarra, car quelques uns ont prétendu que son véritable nom étoit Montefillo, au plus un médiocre Hidalque ou Gentilhomme de Castille, qui ayant étudié les loix à Salamanque, étoit devenu Chanoine de Tolède : Le Cardinal d'Aragon qui en étoit Archevêque, le prit en amitié par les services qu'il lui rendoit dans ses affaires, et l'introduisit auprès de Dom Juan d'Autriche, qui l'ayant trouvé propre à ses vues, le fit Président de la Chancellerie de Valladolid, et lui donna depuis par commission la Présidence de Castille, qu'il avoit ôtée au comte de Villa Ambrosa : il avoit de l'esprit et de la hardiesse, mais peu d'expérience des grandes

affaires et du gouvernement. Sa déposition fut un sacrifice agréable au public, qui le regardoit comme le ministre des persécutions que Dom Juan avoit fait à tant de personnes de qualité. Le peuple le haïssoit comme l'auteur de sa misère : On prétendoit qu'il l'avoit été du rabais de la monnoye, et comme sa charge le rendoit le chef de la justice, et de la police du Royaume, on attribuoit à ses désordres, ou à la tolérance tout le dérèglement dont on étoit accablé ; cependant sa perte quoy que souhaité de tout le monde, avoit été long temps balancée, et ne fut enfin résolüe que pour flatter Rome dans une conjoncture où la crainte de quelques entreprises de la France en Italie, faisoit considérer à Madrid l'amitié du Pape, comme une espérance de secours pour le Milanois.

L'Evêque De Avila fut nommé pour remplir sa place, et eut la charge

de Président de Castille, on l'envoya quérir à son Evêché, d'où il refusa d'abord de venir, mais il se laissa persuader ensuite à un second ordre du Roy. Il étoit moine de la Merey, sous le nom de Père Jean Assentio. Il avoit été Général de cet ordre, et passoit pour homme d'assez bon esprit, c'étoit tout le mérite qu'il apportoit dans le poste le plus considérable de l'état, après celui de premier ministre. On ôta en même temps la commission de Président des finances à Dom Antonio de Mon Salvo, qui demandoit à en être déchargé, et on mit en sa place Dom Carlos Ramirez de Orellano, Conseiller du Conseil Royal. Le choix de cet homme pour un employ si important, fit faire dans le monde une réflexion peu avantageuse pour le premier ministre, car on vit en même temps qu'il continua dans la charge de Corrigidor de Madrid Dom Francisco Herrera, odieux par

ses malversations, et qu'il fit Président des finances Orellano, qui n'avoit rien de considérable que d'être gendre de ce Corrigidor, et d'avoir été long temps enfermé et lié comme un fou.

Il y avoit long temps que la Présidence du Conseil de Flandre à Madrid étoit vacante, parce qu'on avoit point décidé si elle appartenoit au Prince de Astillano, qui en avoit été destitué, ou au Comte de Monterey qui en étoit pourvû sans néanmoins en avoir pris possession. Le premier avoit été exilé par Dom Juan, et sur ce que pendant son exil il fit un voyage à Madrid sans permission, on luy ôta sa charge, dont on envoya les provisions au Comte de Monterey qui pour lors commandoit l'armée en Catalogne : avant qu'il eu revint il fut aussi exilé jusqu'à la mort de Dom Juan, par la quelle son exil étant fini, il demanda à prêter le ser-

ment de cette charge. La Reine Mère et Jeronimo d'Eguya, empêchèrent le Roy de le recevoir, quoy qu'il l'eut promis, et l'affaire demeura en cet état jusqu'à ce que le Duc de Medina Celi devenu premier Ministre, fit une Junte, pour en résoudre la difficulté ; La Junte trouva que le Roy seul en pouvoit décider, et la décision fut en faveur du Comte de Monterey. Le Prince de Astillano, toute sa famille, et tout le parti de la Reine Mère, s'en plaignirent publiquement, luy même demanda qu'on luy fit son procès, s'il avoit mérité de perdre sa charge, qu'on ne luy avoit ôtée, à ce qu'il disoit, que pour avoir été toujours trop attaché aux intérêts de la Reine Mère. L'alliance du premier ministre fut peut être la raison essentielle qui fit terminer cette affaire à l'avantage du Comte de Monterey ; mais on peut dire que le droit étant égal de part et d'autre, le

mérite du Comte de Monterey avoit fait pencher le Roy de son côté. Il avoit été Gouverneur de Flandre dans un temps difficile, il y avoit fait paroître de la capacité, et parmi ceux de son rang à Madrid, personne ne parroïssoit avec plus de qualités propres à gouverner que luy.

Cette Présidence le consola pour un temps de n'avoir point été nommé dans une promotion de sept conseillers d'Etat, qui fut déclarée alors : Le Duc de Villa Hermosa, Gouverneur de Flandre, Le Marquis de Los Velez, Vice Roy de Naples, Le Comte de Oropesa jeune encore et sans charge, mais homme de quelque mérite, parent et amy du favory, Le Duc de Albuquerque général de la mer, Le Marquis de Mansera Major Dome Major de la Reine Mère, l'Inquisiteur Général, et Dom Melchior Navarra, autre fois Vice Chancelier d'Aragon. L'on crut

dans le monde que la promotion de ces quatres derniers, étoit l'ouvrage de la Reine Mère, à la quelle ils avoient toujours été fort attachés.

Parmi ces changements le Confesseur du Roy fut ébranlé durant quelques jours, et l'on sçut que le premier ministre, jaloux du pouvoir qu'il avoit sur l'esprit du Roy par sa conscience, et peu content de son génie difficile à gouverner, avoit engagé le Roy à lui donner un évêché pour l'éloigner de la cour, mais il refusa l'évêché, et fit si bien connoître qu'il ne se retireroit pas volontairement, qu'on fut obligé de le laisser dans son poste, quoy que le premier ministre l'eut déjà destiné au Perè Bajona, entièrement attaché à ses intérêts.

Comme le monde se donne aisément la liberté de juger de la conduite de ceux qui gouvernent, on trouva de la foiblesse au premier

Ministre de n'avoir pu éloigner le Confesseur, et de l'imprudence de l'avoir tenté sans être assuré d'y réussir. On croyoit en même temps deux personnes unies au Confesseur qui se trouvoient sans cesse en particulier avec le Roy par le devoir de leurs charges, et s'y étoient rendues absolument nécessaires par leur conduite, c'étoit la Camerera Mayor et Dom Jeronimo d'Eguya secrétaire d'Etat. Ce dernier ne s'étoit pas seulement maintenu dans sa charge depuis le ministère du Duc de Medina Celi, mais il l'avoit eût en propre, par la mort de Dom Pedro Fernandez del Carpo, et dont il eut encore la place de Conseiller à la chambre des Indes, et il se conservoit auprès du Roy en crédit personnel, capable de le mettre à couvert de tout ce qu'il auroit eu à craindre du favory, qui sembloit avoir intérêt à mettre dans le poste un homme plus à luy : mais

il trouva pour ce changement des obstacles dans l'esprit du Roy accoutumé depuis long temps avec d'Eguya et prévenu de son attachement comme de son mérite, que le confesseur, et la Duchesse de Terranova lui faisoient valoir par l'intérêt de pareils offices qu'ils attendoient de lui auprès du Roy.

Dom Jeronimod'Eguya demouroit ainſy entre le Roy et le premier ministre, tirant de cette ſituation de grands avantages et beaucoup de pouvoir, ſans être chargé d'aucun ſuccès d'affaires, dans un temps où le malheur des affaires expoſoit ſans ceſſe le premier ministre aux plaintes et aux reproches du public.

La Duchesse de Terranova qui ſe trouvoit dans un état preſque pareil auprès de la Reine, ſembloit ſ'y conduire avec aſſez d'habileté; après avoir donné au Roy dans les commencements les impreſſions qui pour-

roient la lui rendre nécessaire auprès de la Reine, elle gouverna d'abord cette Princesse avec une extrême hauteur, mais comme elle vit que cette conduite seroit difficile à soutenir, que la Reine en étoit choquée, qu'Elle avoit dit plusieurs fois au Roy qu'il ne falloit pas l'accabler par un traitement si rigoureux, elle prit insensiblement des manières plus modérées : elle parut avoir de la complaisance pour la Reine, de l'honnêteté pour les personnes qui l'approchoient, elle alla même jusqu'à des airs d'empressement pour l'Ambassadrice de France, et elle sçut si bien effacer par cette nouvelle conduite les premières averfions de la Reine, que dans la suite Elle se la croyoit nécessaire ; c'étoit elle qui sembloit arrêter l'humeur du Roy quand il disoit quelque chose de fâcheux, qui donnoit des conseils à la Reine pour la consoler et pour

adoucir le Roy, mais on étoit persuadé qu'elle ne remédioit qu'en apparence au mal qu'elle causoit en effet, et que c'étoit elle qui faisoit naître dans le Palais ces contrariétés qu'elle affectoit de vouloir appaiser.

Elle avoit imprimé dans l'esprit du Roy une extrême haine pour ce qui avoit le nom et la moindre apparence de François, et elle l'avoit étendue au delà de ce qu'on peut se l'imaginer ; elle avoit cherché à le rendre jaloux des moindres François qui paroïssient sous les fenêtres de la Reine, et jusqu'à un misérable fou qui se présenta une fois à la portière du carrosse de La Reine qui lui faisoit donner quelque aumône. Le Roy en parut tellement ému qu'à en juger par ce qu'il dit, il sembloit que si ce n'eut été dans le Palais, il l'auroit peut-être fait assommer. La Camerera Mayor en fit une si grande affaire auprès de la Reine qu'elle l'obligea à faire com-

mander de la part du Roy à ce misérable par l'Ambassadeur de France, de sortir de Madrid sous peine de la vie.

Elle même fit paroître cet entêtement d'une manière plus publique à l'égard de deux gentilshommes de l'Ambassadeur d'Hollande, qui se rencontrèrent dans une rue où la Reine passoit avec Le Roy. Ils firent arrêter leur carrosse par respect, et saluèrent profondément leurs Majestés quand Elles passèrent. Il se trouva par hazard qu'ils s'étoient arrêtés du côté de la Reine, qu'ils étoient habillés à la Françoisse. La Camerera Mayor leurs envoya demander qui ils étoient, et sçut par eux mêmes qu'ils étoient Hollandois; cependant elle envoya encore chez l'Ambassadeur d'Hollande pour s'en assurer et pour leurs faire dire de la part du Roy qu'ils ne leurs arrivât plus à l'avenir quand ils rencontre-

roient leurs Majestés de se ranger du côté de la Reine, ny de la saluer.

Cependant la Camerera Mayor ne laissoit pas d'envoyer quelques fois faire des compliments à l'Ambassadeur de France témoignant à l'Ambassadeur son déplaisir de ce qu'il ne venoit point ches la Reine. Il n'entroit ches cette Princeesse que quand le devoir de son caractère l'y obligeoit, mais elle envoyoit quérir presque tous les jours l'Ambassadrice, qui se trouvoit auprès d'elle quelques fois seule, quelques fois parmi les femmes de qualité qui venoient rendre leurs respects à Sa Majesté. Sitôt que le Roy entroit dans la chambre de la Reine, toutes se retiroient par un usage établi dans le Palais, qui ne permet pas que personne demeure auprès de la Reine quand Le Roy y vient.

La Reine cependant avoit été plus de fix mois sans argent ny pour ses menus plaisirs ny pour beaucoup de

choses qu'Elle devoit de son voyage : On lui régla enfin cinq cent pistoles par mois, dont près de la moitié étoit destinée à des gratifications que de tout temps les Reines d'Espagne avoient accoutumé de faire : c'étoit peu de chose après six mois, durant lesquels Elle avoit été obligée d'emprunter de l'argent en secret pour donner à ses femmes françoises et nourrir quelques chevaux qu'Elle avoit amené. Elle fut contrainte de renvoyer en France quelques unes de ses femmes trop inquiètes pour s'accommoder à la solitude et à la pauvreté d'Espagne. On lui congédia presque tous les officiers qu'on lui avoit accordé à Burgos sans lui vouloir laisser seulement un chirurgien françois qui avoit acheté sa charge et l'avoit suivie en Espagne à ses dépens.

Le Roy devoit aller avec la Reine selon la coutume passer un mois à

Aranjuez incontinent après Pâques. Les voyages sont établis et fixés pour tous les ans, depuis Philippe II, par un usage du quel on ne dispense guère, cependant le Roy demeura à Madrid. On publia qu'il y avoit de la petite vérole aux environs d'Aranjuez, qui d'ailleurs se trouvoit sur le chemin de Malaga où il y avoit encore quelque soupçon de peste.

Ce voyage se rompit sur cette prétexte, mais l'on prétend que la véritable cause fut qu'il n'y avoit point d'argent pour le faire. Comme les Rois d'Espagne n'entretiennent point d'equipages pour leur suite, ils sont obligés à une dépense extraordinaire, lors qu'ils font le moindre voyage.

Le voyage d'Aranjuez étant rompu, Le Roy se contenta d'aller seul à l'Escurial durant trois jours pour une chasse au loup sans autre suite que le premier ministre et un Secrétaire d'Etat, le premier écuyer, un gen-

tilhomme de la Chambre, et un Major Dome; les moines le nourrirent. Le second jour qu'il y fut, La Reine lui écrivit et luy envoya un asses beau diamant, il répondit à cette galanterie par un petit coffre d'or, avec un chapelet de calembourg garni de petits diamants accompagné d'une lettre, par lequel il luy mandoit qu'il faisoit un grand vent, et qu'il avoit tué six loups.

Comme la cherté ne diminuoit point à Madrid, il y eut alors du murmure et même de l'agitation parmi le peuple. Les Maçons qui font un grand parti dans la ville, gens accoutumés aux vols et aux assassinats si communs et si impunis à Madrid, s'assemblèrent durant quelques jours dans des quartiers éloignés, et proposèrent entre eux de piller les maisons de quelques magistrats en réputation de s'enrichir de la misère publique. Ce projet se diffipa de luy

même, mais il arriva dans le même temps, que les cordonniers de la ville ayant présenté un mémorial pour se plaindre d'un règlement par lequel on avoit diminué le prix des souliers, et fait voir qu'ils ne pouvoient les diminuer tant qu'on laisseroit les marchandises et les vivres dans la cherté où ils étoient, on les renvoya au Président de la Chambre des Alcaides, qu'ils allèrent trouver en corps. Il les maltraita de paroles et les menaça de les faire châtier comme séditieux, de sorte que ne voyant rien d'espérer de luy, ils s'en allèrent tous dans la Place du Palais sous les fenêtres du Roy, criant selon la coutûme, *Viva el Rey, muera el mal gobierno!*¹⁵ Le Roy surpris de les voir ainſy attroupés envoya quérir le Président de Castille, qui les appaisa d'abord par de bonnes paroles, les fit venir chez luy, en fit entrer quelques uns, et sur leurs remontrances, leurs permit de vendre

les fouliers au même prix qu'auparavant sans avoir égard au règlement.

Ils s'en alloient contents si par malheur ils n'eussent pas rencontré le Président des Alcades qui les menaça de nouveaux ; quelques uns le suivirent l'épée à la main et faillirent à le tuer, d'autres rencontrèrent le Président de Castille, et l'obligèrent à revocquer le règlement par un ordre signé qu'ils firent en même temps publier par les places de la ville.

Quelques jours après, on fit des recherches de cette violence, on arrêta quelques uns de ceux qui avoient fait paroître plus de chaleur, mais ils en furent quitte pour un peu de temps de prison, et l'on vit une égale foiblesse dans le peuple qui n'osa se mutiner tout à fait, et dans les magistrats qui n'osèrent châtier la première infolence.

Une autre affaire particulière qui arriva dans le même temps, fit con-

noître encore le peu d'autorité du gouvernement. L'on voit à Madrid tous les ans durant la semaine sainte plusieurs personnes se discipliner dans les rues, le visage couvert moins par piété que par caprice et par une superstition extravagante : comme il étoit arrivé des défordres par quelques uns qui alloient se disciplinant la nuit, il y eut un décret du Roy qui défendit expressement de se discipliner aux flambeaux ; la défense fut à peine publiée que Dom Antonio de Leyva, parent du Duc de Medina Celi, attroupa quelques jeunes gens comme lui, et tous ensemble l'accompagnèrent durant la nuit avec grand nombre de flambeaux et de valets.

Le Président de Castille nouvellement entré dans sa charge, voulut en faire un exemple, mais plusieurs personnes de qualité s'y intéressèrent, le premier ministre même s'y opposa pour son parent. Le Président alla

au Roy et luy déclara qu'il seroit obligé de quitter sa charge si on l'empêchoit de la faire dans une occasion si juste. Il eut la liberté d'agir, et il condamna tous ces jeunes gens à un bannissement, mais Dom Antonio de Leyva étant demeuré à Madrid sans exécuter son jugement, enleva d'un couvent une femme que son mary y avoit fait mettre, s'en alla avec elle en Aragon, de là en France, et par cette nouvelle insolence évita le châtimement de la première.

Comme Le Président de Castille est le chef de la justice et de la police du Royaume, L'Evêque de Avila entrant dans cette charge, eut moyen de reconnoître bientôt les malversations de plusieurs magistrats, dont l'avarice et les monopoles étoient une des causes principales de la cherté et de la misère publique. Il sçut que quelques conseillers du Conseil Royal tenoient depuis long temps le

parti de la viande, sous des noms empruntés, que le charbon, l'huile et les autres choses nécessaires à la vie, se traitoient de la même manière, que comme les Conseillers sont les arbitres de la Police, ils y mettoient le prix si haut qu'il leur plaisoit ; Le Corrigidor, et les officiers de la Maison de Ville, faisoient d'autres concussions sur les blés qui rendoient le pain cher au double de ce qu'il devoit être, et l'accablement public, n'étoit qu'une suite de l'impuissance avec laquelle depuis long temps, les magistrats chacun dans leur employ voloient le Roy et le peuple.

Le Président parut à son commencement vouloir apporter quelques remèdes à ces défordres, mais n'étant point appuyé par le ministre, il fut obligé de laisser les choses dans l'état qu'elles étoient ; instruit par l'exemple de ses prédécesseurs dans cette charge, et peut être par le mal-

heur d'un autre Evêque Président de Castille comme luy durant la Régence, qui ayant fait paroître des intentions rigoureuses pour la réformation de ces abus, finit sa vie en peu de jours, par le soin à ce qu'on prétend des magistrats qui s'y trouvoient interressés.

Il y avoit déjà plus de quatre mois que l'on avoit baissé la monnoye de cuivre; les méchantes suites de ce rabais, qui avoit mis absolument la bonne monnoye au dessous de sa véritable valeur, et la fausse au même prix que la bonne, firent enfin résoudre de la supprimer entièrement: on établit à Madrid et dans toute la Castille des bureaux, où l'on devoit recevoir cette monnoye décriée, pour en payer la valeur en argent comptant, où en billets payables à certains temps, c'est à dire suivant l'usage d'Espagne, qui ne se devoient jamais payer; on assuroit alors qu'il y avoit

de cette monnoye dans les deux Castilles, pour plus de quinze millions d'écus, et on n'avoit que cent mil écus, pour les retirer, de sorte qu'au delà de cent mil écus, tout se trouva perdu, pour les particuliers et pour l'état. Ce décry fut un nouveau malheur, qui ôta à plusieurs personnes le peu qui leurs restoit, et ne diminuoit rien de la cherté, ny des autres maux du public.

Dans les commencemens du nouveau ministère, on avoit espéré, qu'avec de bonnes intentions, l'application que faisoit paroître le Duc de Medina Celi, quelques amis capables, et le secours des personnes de mérite qu'il mettroit dans les charges, pourroient luy ayder à former un gouvernement raisonnable. Cette espérance augmenta quand on vit la confiance particulière qu'il témoignoît à Dom Vincente de Gonzaga du conseil d'état, vénérable par son âge,

d'une longue expérience, et plein de passion pour le bien de l'état ; mais cette liaison fut de peu de durée. Dom Vincente proposoit de rétablir l'état par une réformation générale des dérèglements qui l'accabloient. Il falloit de la fermeté pour exécuter ce dessein, il falloit faire des exemples, ces pensées de fierté et de hauteur embarrassèrent le Duc de Medina Celi naturellement doux, et d'un génie éloigné des grands mouvements, de sorte que pour s'en défaire honnêtement, il donna à Dom Vincente le gouvernement du Conseil des Indes, c'est à dire que lui en étant Président, garda la propriété de sa charge et les appointements, la faisant exercer par Dom Vincente qui se renferma entièrement dans les fonctions de cette charge.

Il parut peu après que le Marquis de Los Balbases avoit quelque entrée dans la confiance du premier mi-

nistre, soit que le Duc le crût plus capable qu'un autre, ou que cette liaison fût particulièrement fondée sur le dessein de marier une de ses filles au fils aîné du Connétable de Colonne, beau frère de Balbafes, qui depuis peu avoit quitté sa Vice Royauté d'Aragon pour revenir à Madrid avec sa famille : c'étoit un parti assez considérable pour le Duc de Medina Celi, qui avoit neuf filles dont il n'en avoit encore marié que deux.

Le Marquis de Los Balbafes n'avoit pas conservé en arrivant à Madrid toute la réputation qu'on lui donnoit lorsqu'il étoit éloigné dans les pays étrangers, mais un peu de faveur passagère auprès du Duc, acheva de lui attirer l'envie, et de détruire son mérite. Il étoit étranger, c'est à dire Génois, et quoy que Grand Ecuyer d'une maison illustre, petit fils d'un ayeul¹⁶ qui avoit commandé avec réputation les armées d'Espagne, il

paroïssoit aux Espagnols beaucoup au dessous des autres Grands. On luy reprochoit son oëconomie, qu'il étoit occupé uniquement à faire profiter son argent comme un marchand, on se plaignoit du peu de lumières qu'il avoit eu dans le traité de Nimègue, dont les suites exposoient tous les jours l'Espagne à de nouvelles prétentions de la France, faute d'avoir bien expliqué les choses cédées et leurs dépendences.

Le Connétable de Castille appuyoit plus que personne tout ce qui pouvoit donner atteinte à Balbases et par le ressouvenir de l'avoir vu créature de Dom Juan, et par le dépit présent de le voir favorisé du Duc de Medina Celi, dont le Connétable affectoit de décrier le gouvernement, relevant sans cesse dans le Conseil d'Etat les plaintes qui venoient du dedans et du dehors du royaume. Comme il étoit le premier homme

du Conseil et assés le maître d'entraîner les autres dans son sentiment, le Duc pour se délivrer de ses contrariétés chercha à l'adoucir par des marques de considérations et même de confiance, ainsy qu'il parut lorsque le Connétable ayant eu une fièvre tierce qui l'empêcha durant quelque temps de venir au Conseil, on luy envoya toujours consulter chez luy les affaires importantes. Il trouva cette distinction si agréable qu'il fit durer assés long temps les apparences de son mal.

Ce fut alors que le Duc de Medina Celi luy envoya les provisions d'un bénéfice assez considérable, pour un de ses bâtards, et le Connétable se voyant si bien traité crut devoir prendre cette occasion pour terminer les différences qu'il avoit avec luy pour la succession du Duc de Cardona; le Duc de Medina Celi avoit épousé sa fille, et le Connétable la veuve: les

droits de ces deux femmes leurs avoient causé de grands procès sur les quels ils rompirent alors : le Connétable s'en fit un mérite auprès du Duc, et ne laissa pas de trouver ses avantages par la crainte que l'autre avoit de luy, dont il se servoit pour ménager beaucoup de choses en attendant que la foiblesse du gouvernement venant à son point comme il espéroit, il se trouveroit en état d'y avoir plus de part.

Les affaires demeuroident toujours dans la même suspension, et l'on s'étonnoit de voir le premier ministre sans cesse occupé à donner des audiences et despêcher avec le Roy et le Secrétaire d'Etat, sans terminer la moindre affaire ; on nomma seulement Viceroy de la nouvelle Espagne le Marquis de La Laguna, frère du Duc de Medina Celi, on le nomma au mois de May pour partir avec la flotte au mois de Juin. La pauvreté

des marchands et la grandeur des droits augmentés par le changement de monnoye, fit douter durant quelque temps, qu'elle pût partir, mais enfin elle sortit de la Baye de Cadiz le douze Juin très chargée de marchands étrangers. Le Marquis de Grana Ambassadeur de l'Empereur, arriva à Madrid à peu près dans ce même temps; quelques agréments qu'il pût espérer dans cette cour où il avoit été élevé, et parmi un nombre considérable de parens qu'il y trouvoit, il avoit assez souhaité se dispenser d'y venir, et l'on prétend que ceux à qui son mérite faisoit ombrage auprès de l'Empereur ne l'avoient fait destiner à cette Ambassade que pour l'éloigner de Vienne.

Avant que de venir à Madrid, il étoit déjà fort persuadé de la misère et de l'accablement d'Espagne, mais elle lui parut encore au delà de tout ce qu'il en avoit pensé, et par une

opposition assez bizarre, il trouva cette cour prête à s'engager à tout ce qu'il voudroit et hors d'état de satisfaire au moindre engagement. Il songea dès lors à en sortir le plutôt qu'il pourroit, il fit assez entendre qu'il ne prétendoit pas y demeurer plus d'un an : pour le consoler on lui fit toutes les honnêtetés possibles. Les Reines envoyèrent d'abord des présens considérables à la Marquise de Grana et à ses filles ; Le Roy lui paya sa maison, lui donna double franchise, et l'on n'oublia rien pour ses intérêts, et pour sa satisfaction particulière.

Dans les alarmes que la Cour d'Espagne avoit eu depuis quelque temps du côté de l'Italie, de Flandre, et à la frontière de Biscaye, elle s'étoit trouvée dans une extrême nécessité d'argent, il avoit fallu prendre quatre ou cinq mil pistoles de divers particuliers et quelques fois les dé-

parts des couriers avoient été retardés, faute d'avoir de quoy payer leurs voyages. Pour éviter à l'avenir un pareil embarras, le Marquis de Los Balbases proposa au Duc de Medina Celi d'avoir un état au vrai des finances, afin de connoître précisément les fonds sur les quels on pouvoit compter dans les besoins.

Il fit venir le Président des finances et les principaux de ce Conseil, et leurs ordonna de dresser cet état, sur quoy ayant délibéré ils répondirent deux jours après qu'il falloit plusieurs années pour faire cet état, et la proposition n'alla pas plus avant.

Le Duc de Medina Celi aussi bon que facile dans le gouvernement particulier du Palais que dans celui de l'état, laissoit toujours à la Camerera Mayor et à Dom Jeronimo d'Eguya, un pouvoir sur l'esprit du Roy assez indépendant de luy, et même contraire à ses intérêts et à ses

intentions, souvent traversées par les inspirations secrètes qu'ils donnoient au Prince, qui n'en pouvoit recevoir d'ailleurs, parce qu'il ne voyoit en particulier et de suite que ces deux personnes toujours appliquées à luy donner les vües et les idées qui leurs convenoient. Dans cette observation la Camerera Mayor gardoit moins de mesures qu'Eguya, se déclaroit assez souvent ouvertement contre le premier ministre, et en plusieurs occasions elle en avoit parlé en des termes qui alloient jusqu'à l'indignité ; la conduite modérée qu'elle avoit tenue depuis quelque temps avec la Reine, avoit peu duré, elle étoit revenue à son naturel impérieux, et luy donnoit souvent de nouveaux chagrins.

Quelque patiente qu'eût été la Reine jusqu'alors, Elle eut plus de ressentiment contre la Duchesse de Terranova, que le premier ministre. Après avoir balancé quelque temps,

lassée enfin de ses manières Elle en parla au Roy, et le pria de l'ôter d'après d'Elle. Il lui répondit d'abord qu'on n'avoit jamais fait dans le Palais un pareil changement, que cependant si Elle le souhaitoit absolument, il trouvoit bon qu'Elle eût une autre Camerera Mayor, mais qu'Elle devoit bien penser au choix qu'Elle vouloit faire, parce qu'après ce changement il n'y auroit plus moyen d'en faire un second.

Elle trouva la Reine Mère froide et indifférente à la première ouverture qu'elle lui fit sur ce sujet, et cette disposition auroit pû la décourager si une personne qui étoit dans la confidence de cette affaire ne l'eût soutenüe en lui faisant comprendre que la Reine Mère ayant tant de raisons de vouloir le changement qu'on lui proposoit, affectoit sans doute d'y paroître indifférente pour ne se pas déclarer que quand on lui

proposeroit en la place de la Duchesse de Terranova une Camerera Mayor qui lui fût agréable.

Pour conduire cette affaire avec sûreté il falloit nécessairement y engager le Duc de Medina Celi, qui avoit un véritable intérêt au changement. La Reine s'embarrassoit de lui en parler dans la crainte de ne pas assez bien s'expliquer en Espagnol, et d'ailleurs il étoit dangereux que la Camerera Mayor ne découvrit ce qui se négotioit si le premier ministre venoit à parler à la Reine aussi souvent qu'il seroit nécessaire pour l'exécution de ce dessein. Pour éviter ces inconvéniens, une personne qui pouvoit voir la Reine sans conséquence fut chargée de toutes ses intentions, et à la Reine agréa qu'elle le communiquât à Dom Antonio de La Cerda, qui devoit porter au Duc de Medina Celi toutes les paroles dont il seroit chargé. La Cerda étoit un

gentilhomme sûr, et bien intentionné et qui ne manquoit pas d'esprit. Il assura d'abord le Duc des sentiments de la Reine sur la Duchesse de Terranova, et qu'Elle ne pensoit à mettre en sa place qu'une personne qui lui conviendrait aussi bien qu'à Elle même. La Duchesse de Medina Celi étant venue quelques jours après chez La Reine, Sa Majesté lui dit qu'Elle la destinoit pour sa Camerera Mayor. La Duchesse s'en défendit sur le peu de santé qu'elle avoit pour satisfaire aux devoirs de cette charge, joignant à cette raison les embarras d'une famille nombreuse, l'éducation de sept filles qu'elle ne pouvoit abandonner, et remerciant la Reine de l'honneur qu'Elle lui faisoit, elle ajouta qu'elle croyoit que sa Majesté ne pouvoit jeter les yeux sur une personne plus propre pour un employ si important, que sur la Marquise de Los Velez qui avoit été Gou-

vernante du Roy. La Reine ne laissa pas encore de presser la Duchesse d'accepter la charge ; la Duchesse la refusa toujours et elles se séparèrent ainſy. Apparemment la Duchesse de Medina Celi ne nomma la Marquise de Los Velez que de son chef, et pour se dégager, car son marj parut toujours favoriser la Duchesse d'Albuquerque.

Tous ces pas ne se purent faire ſans que la Duchesse de Terranova n'en démêlat quelque chose. Le Roy qui n'avoit rien de caché pour Dom Jeronimo d'Eguya lui avoit rendu compte de ce que La Reine lui en avoit dit, et d'Eguya l'avoit dit à la Duchesse, qui en parla à la Reine, de qui elle n'en put rien tirer.

Il y avoit déjà quelque temps que la Duchesse avoit eu des alarmes ſur ce ſujet ; conjecturant que les perſonnes qui pouvoient prétendre à ſa

place étoient la Duchesse del Infantado, celle d'Albuquerque ou la Marquise de Los Velez, elle avoit cherché à les décrier toutes trois dans l'esprit de la Reine; la Duchesse del Infantado comme une femme sans esprit, affoiblie d'ailleurs par une extrême vieillesse; La Marquise de Los Velez comme un esprit austère et fier; elle donnoit le même caractère à la Duchesse d'Albuquerque, mais elle l'accusoit encore d'être ennemie des françois. Elle fit multiplier ces impressions dans l'esprit de la Reine par divers personnes, et surtout par ses femmes françoises qui étoient demeurées avec Elle. La Reine ne laissa pas de parler à la Reine Mère pour la Marquise de Los Velez, mais Elle la trouva froide comme la première fois, et sur ce qu'Elle lui fit considérer que la Duchesse de Terranova étoit une personne odieuse par ses actions pas-

sées et par sa conduite présente, la Reine Mère fit semblant de les ignorer et parla d'elle honnêtement. Ce n'est pas qu'elle ne la connût bien et qu'elle ne la haït, mais elle ne vouloit point de la Duchesse del Infantado ny de la Marquise de Los Velez, qui avoient été dans les intérêts de Dom Juan. Il se trouva aussi que le Roy avoit de l'aversion pour cette dernière parce qu'elle avoit été sa Gouvernante, et dans la suite on connût que le premier ministre les excluait toutes deux, et que la Reine Mère et luy, convenoient de la Duchesse d'Albuquerque pour la Camerera Mayor. C'étoit celle dont on avoit donné plus d'aversion à la Reine, et l'impression fut si forte que ne pouvant se résoudre à la mettre auprès d'Elle, et la Reine Mère aussi bien que le Duc point des deux autres, l'affaire demeura suspendue pour un temps, pendant

lequel on parloit d'une quatrième dame pour Camerera Mayor. C'étoit la Marquise de Aytona que son mérite et son honnêteté pouvoient rendre également agréable à l'un et à l'autre parti, mais elle mourut précisément dans le temps qu'on pensoit à elle.

La Reine ne pouvant revenir de l'averfion qu'on lui avoit donné pour la Duchesse d'Albuquerque continuoit à vouloir la Marquise de Los Velez, mais soit que cette dame connût l'impossibilité d'entrer au Palais contre la volonté de la Reine Mère, contre celle du premier ministre et du Roy même, soit comme elle le disoit qu'elle craignoit de s'exposer de nouveau à des fatigues pareilles à celles qu'elle avoit eu, étant Gouvernante du Roy, elle témoigna qu'elle ne pensoit point à cette charge: et il parut que la difficulté de convenir d'une personne pour la Reine

laissoit la Duchesse de Terranova en état d'y demeurer.

Madrid se trouvoit alors plein de bruit de guerre, et tout le monde y sembloit persuadé que la paix faite l'autre année avec la France ne durerait pas jusqu'à la fin de la présente. On voyoit tous les jours de nouveaux chagrins s'élever entre les deux couronnes. Le Roy très chrétien se plaignoit de plusieurs infractions de la part des sujets d'Espagne, qui depuis la paix avoient pillé les siens en plusieurs endroits, fait des prisonniers, pris et brûlé des vaisseaux sans qu'il fût possible d'en avoir raison à Madrid. Le Marquis de Borgomaniero, Ambassadeur d'Espagne à Londres y sollicitoit publiquement une ligue contre la France, et quittant l'Angleterre pour aller Ambassadeur auprès de l'Empereur il demeura un temps en Hollande pour y faire une pareille sollicitation.

Le Roy de son côté fit déclarer aux ministres de Madrid que puisqu'au milieu de la paix on le traitoit comme un ennemi, il chercheroit à prendre ses avantages, comme il aviseroit bon être. Il y avoit quelque temps qu'il leurs avoit fait dire que par une suite de déclaration par laquelle le Roy Philippe IV. étoit convenu que ses Ambassadeurs ne pourroient concourir avec ceux de France, il prétendoit que les galères d'Espagne rendroient les premiers le salut aux siennes qui se mirent en mer au commencement de l'été pour les chercher.

Il trouva encore un autre sujet d'éclaircissement en Flandre, où des commissaires ayant été nommés de part et d'autre, pour régler les dépendances de ce qui avoit été cédé par le traité de Nimègue, ceux de France ne voulurent point recevoir les mémoires des Espagnols, dans les

quels Le Roy d'Espagne prenoit le titre de Duc de Bourgogne, et leurs déclarèrent de la part du Roy que si dans le 15^e Juillet ils n'avoient d'autres pouvoirs où ce titre ne fût point employé ils se mettroient en possession des dépendances qu'ils prétendoient luy appartenir. En ce que le Roy ayant de tout temps possédé légitimement Le Duché de Bourgogne, et la Comté luy ayant été cédée par le dernier traité, il ne pouvoit rester au Roy d'Espagne aucun prétexte pour [retenir le titre*].

On sçut alors que le 20 Juin il s'étoit conclu une ligue à Londres entre l'Espagne et l'Angleterre par laquelle cette dernière s'obligeoit de défendre l'autre en quelque part qu'elle fût attaquée, et de fournir pour cette défense trente vaisseaux armés avec huit mil hommes de pied. L'Espagne ne donnoit rien à

* Ces mots manquent dans le manuscrit.

l'Angleterre, elle promettoit seulement de tenir en Flandre douze mil hommes en campagne, ses places garnies et d'y envoyer cent mil écus par mois. On étoit persuadé que l'Empereur et les Hollandois pourroient entrer dans cette ligue et l'on jugeoit par les dispositions qui se trouvoient de part et d'autre, qu'on ne seroit pas long temps sans voir une rupture en Flandre.

Il falloit y envoyer un Gouverneur à la place du Duc de Villa Hermosa, qui demandoit à revenir à Madrid. La Cour fut long temps à le nommer, ou par incertitude, ou par la difficulté du choix, ou peut être même faute d'y penser. On avoit néanmoins porté le Marquis de Los Balbafes pour cet employ, et peut être l'auroit il recherché s'il n'avoit eu peur d'être obligé d'y faire des avances qu'il n'auroit pû retirer. On crut un temps que Le Duc de Lorraine pour-

roit y venir commander ; depuis il se repandit un bruit que le Marquis de Grana Ambassadeur de l'Empereur en donneroit le gouvernement au Duc de Neubourg : mais enfin vers le commencement du mois de Juillet, le Prince Alexandre de Parme fut nommé pour aller succéder au Duc de Villa Hermosa. Ce prince est frère du Duc de Parme âgé de près de cinquante ans, extraordinairement gros et assez gouteux. Il étoit depuis long temps attaché au service d'Espagne, il avoit fait quelques campagnes en Estramadura et en Catalogne, Général de Cavalerie avec assez de réputation et de valeur, mais d'un génie et d'une expérience médiocre, et si déréglé dans la conduite de ses affaires, qu'avec des sommes considérables qu'il tire tous les ans de sa maison, on l'a toujours vu à Madrid accablé de dettes et dans une pauvreté honteuse. Comme ce choix parut

extraordinaire dans une conjoncture où la Flandre avoit besoin d'un homme qui pût la soutenir par beaucoup de mérite et de capacité, on disoit publiquement que les Espagnols désespérant de la pouvoir conserver, l'avoient mise entre les mains d'un Italien, afin qu'elle ne se perdît point dans celles d'un Espagnol.

On lui donna 25000 écus pour son voyage. Il dépêcha un courrier en France pour avoir des passeports, et cependant il prit le chemin de la Corrogne pour s'y aller embarquer.

On le laissa partir sans lui donner les provisions du gouvernement où on l'envoyoit, soit par la lenteur ordinaire de tout ce qui s'expédie à Madrid, ou par un dessein de l'engager au voyage avant qu'il ne sçut qu'on ne le faisoit gouverneur que par interim ; l'agent qu'il avoit laissé à Madrid ne voulut point recevoir les provisions dans ces termes ;

il y eut quelques contestations et enfin on les reforma, et sans spécifier de quelle manière il avoit le gouvernement, on le qualifia en termes généraux de gouverneur.

Depuis plus de vingt ans, Dom Juan avoit toujours eu ce gouvernement en propre jusqu'à sa mort, on lui en avoit même communiqué les affaires importantes en quelque lieu qu'il fût, et durant tout ce temps, il n'y avoit eu de gouverneur que par commission, hors le Connétable de Castille qui dans une conjoncture où la cour étoit mal satisfaite de Dom Juan, obtint des provisions générales sans spécifier commission ny propriété. A peine le Prince de Parme fut-il arrivé à Corrogne, qu'il dépêcha un courier à Madrid pour demander de l'argent, mais on ne lui répondit que par un ordre de s'embarquer incessamment, comme il fit le 18 Septembre, accompagné de quelques

vaisseaux Biscayens, qui transportèrent en même temps quatre ou cinq cent hommes de nouvelles levées qui étoient restés en Galice.

Il y avoit long temps que l'on cherchoit à remettre cinq ou six cent mil écus en Flandre, on avoit commencé pour cela divers traités, qui tous avoient manqué faute du fond nécessaire pour les premières avances. Enfin au commencement de Juillet, il s'en fit un avec un homme d'affaires nommé Castille, à qui on promit cent mil écus en argent et cent autres mil écus en métal de cuivre de la monnoye décriée, le surplus étoient des assignations éloignées. On s'attendit bien que suivant ce qui se pratique depuis long temps en Espagne sur ces sortes de remises, le traitant ne payeroit en Flandre que la valeur des deux cent mil écus, attendant pour le payement du reste, qu'il en eût

touché les fonds, mais dans la fuite ce traité demeura sans exécution comme les autres qui avoient été proposés auparavant.

Les provinces étoient si épuisées qu'en quelques endroits de la Castille on étoit obligé pour vivre, de troquer les marchandises, parcequ'il n'y avoit plus d'argent pour acheter. Dans Madrid même il ne s'en trouvoit presque plus, et l'on y ressentoit à loisir les suites du changement de la monnoye que l'on avoit fait, avec tant de précipitation. Les personnes de qualité dont la dépense avoit doublé par ce changement ne pouvoient payer leurs marchands, et les banquiers n'avoient plus de fonds et ne trouvoient point à emprunter ; on ne payoit rien dans la maison du Roy et les choses en vinrent à une telle extrémité, que la plus part des petits domestiques ayant rendu leurs livrées pour quitter le service, on eut beau-

coup de peine à trouver les moyens de les y faire demeurer.

La maison de la Reine qui avoit été toujours abondante, se trouvoit depuis assez long temps sans payement, et tous les domestiques obligés de vivre à leurs dépens, parceque le fond des assignations ayant manqué, les trésoriers n'étoient point en état de faire les avances des rations qu'il falloit payer chaque jour. La cherté continuoit cependant, et quoy qu'il y eût eu grande récolte des blés on ne voyoit point le pain à meilleur marché dans Madrid, où les monopoles des magistrats empêchoient toujours que l'abondance de la campagne ne pût entrer.

La Peste s'étendit en même temps dans l'Andalousie. Elle avoit dépeuplé l'année précédente le royaume de Grenade et la côte de la mer depuis Alicante jusqu'à Malaga ; elle se repandit durant celle cy aux environs

de Séville vers Cordüe et la frontière d'Estramadura, et jusqu'à la mer du côté de Cadiz où elle fut reconnüe dans le port de St^e Marie, et déclarée fitôt que la flotte et les galions furent partis, non sans quelque soupçons qu'on l'avoit cachée jusqu'alors pour ne point arrêter le départ de cette flotte. C'étoit un grand embarras pour le commerce et un nouvel accablement qui se joignit aux autres misères d'Espagne.

On avoit eu à Madrid le dernier jour de Juin ce qui ne s'y étoit point vû depuis 48 ans. Un Autogénéral de l'Inquisition, dans lequel il se fit avec grande cérémonie la relation publique du procès et de la condamnation de plusieurs coupables de crimes contre la religion, que l'on avoit rassemblé de toutes les Inquisitions d'Espagne. Pour cette fonction on avoit dressé un grand théâtre dans la place major de Madrid, où

depuis sept heures du matin jusqu'à neuf du soir, on fut occupé à voir des criminels, et entendre leurs condamnations. Dix huit Juifs tant hommes que femmes obstinés, deux relaps, avec un Mahométan furent condamnés au feu, cinquante autres Juifs ou Juives pris pour la première fois et repentant, furent condamnés à quelques années de prison, et à porter ce qu'on appelle San benito, qui est une casaque jaune avec une croix rouge de S^t André devant et derrière, dix autres, coupables de doubles mariages, de sortilèges, et d'autres maléfices parurent avec de grands chapeaux de carton, la corde au col, une bougie à la main, la peine de ceux cy est ordinairement le fûet, les galères ou le banissement.

La nuit suivante, ceux qui étoient condamnés au feu, furent brûlés hors la ville, sur un terrain élevé exprès, où ces misérables avant que d'être

exécutés, eurent à souffrir mil tourments. Les moines même qui les assistoient les brûlant à petit feu avec des flambeaux pour les faire convertir ; plusieurs personnes qui étoient montées sur le terrain leurs donnoient des coups d'épée, et le peuple les accabloit de pierres.¹⁷

Ceux qui n'ont point été nourris dans la préoccupation d'Espagne, qui fait regarder cette cérémonie avec vénération, trouvèrent étrange que dans la séance, l'Inquisiteur fût beaucoup au dessus du Roy, et dans une situation qui paroïssoit un trône, que le Roy depuis le matin jusqu'au soir eût des criminels devant les yeux et toutes les idées du supplice comme un divertissement, qu'en sa présence et fort près de luy on maltraitoit quelques uns des criminels que les moines battirent plusieurs fois au pied d'un autel pour les y faire agenouïller de force.

On y vit les Grands d'Espagne faire l'office de Sergent, car outre les Familiers de l'Inquisition* qui menotent chaque coupable, ceux qui étoient condamnés au feu furent encore amenés sur le théâtre, chacun par deux Grands d'Espagne qui les tenoient. On voyoit des moines d'une extrême ignorance haranguant impunément ces Juifs, sans leurs dire aucunes raisons de celles qui peuvent détruire leur religion, pendant que quelques uns des criminels répondoient avec autant de sçavoir que de sang froid, et quelques autres étoient baillohnés, de peur qu'ils ne parlaient. Ils parurent dans tous ces mouvements, jusqu'à leur mort avec une constance digne d'une meilleure cause, et quelques uns se jetèrent eux

* *Familiers* sont les Sergents et plus bas officiers de l'Inquisition, et cependant exercés par la noblesse à cause des grands privilèges qui y sont attachés.

mêmes dans le feu. Ces supplices ne diminuent pas beaucoup le nombre des Juifs qui se rencontrent en Espagne, et surtout à Madrid, où pendant qu'on en punit quelques uns avec tant de rigueur, on en voit plusieurs autres dans des emplois de finances, considérés et respectés.

Peu après cette exécution, un certain Dom Ventura Dionis, obtint du Roy pour cinquante mil écus, un titre de Marquis. Son père en avoit donné davantage pour avoir l'ordre de St Jacques, et l'on sçavoit que son oncle étoit un des principaux de la Synagogue d'Amsterdam. Il y en a un assez grand nombre dans les fermes et dans les recettes des droits du Roy, où d'ordinaire on les laisse un temps en repos, jusqu'à ce qu'ils soient assez riches pour mériter d'être recherchés. On leurs tire alors des sommes considérables, pour éviter le dernier châ-timent, ce qui fait juger que ce grand

apparat de la punition de quelques misérables est plutôt un effet de l'ostentation des Inquisiteurs, que d'un véritable zèle pour la religion.

L'Espagne qui depuis long temps n'avoit envoyé de ministre à la cour de Savoye, avoit fait agréer dans ces dernières années à Madame Royale que le Duc de Gouvienazzo fût reçu en qualité d'Envoyé. Il étoit sorti de cet employ pour aller Ambassadeur en France il y avoit alors un an, et la cour d'Espagne voulant continuer d'entretenir un ministre à Turin avoit nommé Dom Antonio de La Cerda pour aller faire compliment au Duc de Savoye sur son mariage avec l'Infante de Portugal, et demeurer en suite à Turin avec la qualité d'Envoyé.

Le Comte de Gubernatis, Envoyé de Savoye, en fut averti, il étoit demeuré à Madrid, sans caractère, attendant la commodité de passer en

Portugal où il devoit aller Ambassadeur. Comme il étoit mal satisfait de n'avoir pû obtenir de justice à Madrid sur toutes les prétentions du Duc son maître, il se servit volontiers de cette occasion pour donner quelques chagrins aux ministres, et déclara au Marquis de Astorga, autre fois son Commissaire, que l'Envoyé d'Espagne ne seroit pas reçu agréablement en Savoye pour y demeurer. Il fit la même déclaration au Connétable comme Doyen du Conseil, ensuite alla trouver le premier Ministre, et lui dit qu'encore qu'il n'eût point de caractère en cette Cour, il étoit néanmoins assez instruit des intentions de celle de Savoye pour l'assurer qu'on ne souhaitoit point y voir un ministre d'Espagne, ajoutant que S. A. R. ne pouvoit pas être sans ressentiment de n'avoir pû depuis tant d'années obtenir justice de la Cour d'Espagne sur plusieurs millions

qu'elle luy doit, ny sur les honneurs qu'on ne peut refuser à ses ministres, tels qu'ils les recevoient en France, où le Prince avoit un Ambassadeur, comme toutes les têtes couronnées.

Le Duc de Medina Celi prétendoit que le traitement dont la France honoroit les ministres de Savoye, ne tiroit à aucune conséquence pour le Roy son maître, dont la grandeur étoit tellement au dessus des autres Roys que leur exemple ne pouvoit luy servir de règle. Le Comte luy répondit qu'il ne prétendoit pas mettre la grandeur des Roys dans la balance, mais que pour juger de celle du Roy très Chrétien, il ne falloit se souvenir que depuis vingt ans Philippe IV. Roy d'Espagne avoit déclaré à la face de toute l'Europe par le Marquis De la Fuente que ses Ambassadeurs ne concoureroient point en aucun endroit avec ceux de France. Le Duc témoigna n'avoir

jamais ouï parler de cette déclaration ; cependant cet éclaircissement empêcha que Dom Antonio de la Cerda ne passât en Savoye. Quelque temps après on nomma pour y aller un gentilhomme de la maison de Solis, avec un ordre de faire ses compliments et de revénir incontinent, s'il n'étoit pas bien traité en cette Cour.

Ce fut en ce même temps que la nouvelle vint de Portugal que l'Infante avoit pensé être empoisonnée : on disoit qu'un officier qui la servoit à table ayant fait emporter ches luy un plat où elle n'avoit pas touché, sa femme et deux autres personnes qui en mangèrent, s'en étoient trouvées mal, avec tous les signes du poison dont on eut peine à les sauver. Cet accident fit grand bruit à Lisbonne, et si l'on n'eut arrêté le peuple, il auroit sans doute insulté l'Envoyé d'Espagne. On étouffa néanmoins cette affaire.

Dans le même temps mourut assés subitement Dom Duarte de Ribeiro de Macedo à Alicante, où il étoit près de s'embarquer pour passer en Savoye Ambassadeur de Portugal. Il avoit été long temps Envoyé en France, depuis en Espagne. Il passoit pour homme de mérite et l'on eut de la peine à croire qu'une mort si prompte et si à point nommé dans la conjoncture où l'on étoit, pût être tout à fait naturelle.

On attendoit depuis quelques jours l'entrée du Marquis de Grana, Ambassadeur de l'Empereur. Elle devoit être magnifique suivant l'opinion que luy même en avoit répandu, et les moyens que l'Empereur et le Roy d'Espagne luy donnoient de pouvoir faire de la dépense, car il tiroit par un de ces deux Princes près de quarante mil écus, il en avoit eu plus de 25000 pour son voyage. Enfin il fit cette entrée le 22 Juillet avec assés

de simplicité et d'œconomie, en livrées grises avec des carrosses de médiocre éclat, et s'attira par là le murmure du peuple de Madrid, accoutumé à n'estimer que les magnificences folles des cérémonies publiques. Cette entrée avoit été différée quelques jours par l'incident de Dom Diego de Bracamonte, Ambassadeur de Malthe qui prétendit comme il avoit fait l'année précédente à l'entrée du Marquis de Villars, que son carrosse suiveroit immédiatement celui du dernier Ambassadeur de Chapelle, et précéderoit ainsi les seconds carrosses de l'Ambassadeur qui faisoit son entrée. Le Marquis de Grana se défendit de cette prétention par l'exemple du Marquis de Villars, et fit son entrée à cheval selon la coutume ; après lui marchoit un carrosse du Roy, puis son premier carrosse, un du Cardinal, un du Nonce, un de l'Ambassadeur de

France, un de celui de Venise, après lequel alloient quatre autres carrosses du Marquis de Grana. Il n'eut pas le même succès dans la difficulté qui lui survint avec Dom Jeronimo d'Eguya sur la première visite. Il prétendit que c'étoit à ce Secrétaire d'Etat à la lui rendre, comme ses prédécesseurs dans sa charge l'avoient toujours rendu les premiers aux autres Ambassadeurs d'Allemagne. Dom Jeronimo répondit que tous les Ambassadeurs lui rendoient la première visite, et qu'il ne prétendoit point faire d'exception pour celui de l'Empereur. Les autres Ambassadeurs ne convinrent point qu'ils lui dussent la première visite et de plus à l'Escorial où étoit la Cour, Dom Jeronimo d'Eguya alla le premier chez le Marquis de Grana à une heure qu'il n'étoit point au logis et prétendit avoir satisfait à la visite qu'il demandoit, mais le Marquis

ne se la tint point pour faite à moins qu'il ne la reçût en personne. Ainsy ils demeurèrent sans se voir et le Marquis de Grana fut très mal satisfait du Secrétaire d'Etat.

Depuis que le premier ministre avoit tâché inutilement d'éloigner le Père François de Reluz, Confesseur du Roy, ce Père paroissoit asses affermi pour ne craindre plus. quelque nouvelle tentative; cela même l'avoit plus étroitement lié avec la Duchesse de Terranova et Dom Jeronimo d'Eguya, qui continuoit à se servir de luy pour imprimer plus fortement au Roy par sa conscience ce qu'il luy inspiroit d'ailleurs; comme tous deux n'aimoient point le Duc, particulièrement la Duchesse de Terranova qui ne pouvoit ignorer qu'il cherchoit à la faire sortir du Palais, elle engagea le Confesseur déjà piqué contre le ministre, à le ruiner autant qu'il pourroit dans

l'esprit du Roy en luy faisant voir les malheurs de l'Etat et qu'on n'y apportoit aucun remède. Le Confesseur les représenta fortement au Roy, luy dit qu'il en étoit responsable, que si sa jeunesse et son peu d'expérience ne luy permettoient pas d'y pourvoir luy même, il devoit en charger des ministres capables, et si ceux à qui il en avoit commis le soin ne l'étoient pas, il devoit les changer. Il luy répéta plusieurs fois les mêmes discours, le pressa souvent, et alla un jour jusqu'à luy dire que s'il n'y mettoit ordre il ne pouvoit plus luy donner l'absolution.

Enfin il l'embarrassa tellement, que le Roy sensible aux impressions de conscience, fit appeler le premier ministre, luy découvrit son embarras et ses craintes que le Confesseur ne vouloit plus l'absoudre, et luy en conta les raisons. Le Duc louant d'abord les intentions du Confesseur

dit, que véritablement c'étoit un homme de bien mais peu éclairé, un homme que Dom Juan avoit tiré du fond d'un couvent de province sans connoissance des choses du monde, qui n'avoit jamais confessé que des moines comme luy, à qui la tête tournoit quand il s'étoit trouvé chargé de la conscience du Roy ; le consola sur le sujet des affaires, l'assurant qu'on travailloit sans cesse à les rétablir, que ce n'étoit pas l'ouvrage d'un jour, que cependant il y avoit de l'extravagance à venir ainsi troubler sa Majesté, qui pouvoit bien choisir un Confesseur plus capable de luy mettre la conscience en repos, et de luy faire connoître ses véritables devoirs.

Le Roy qui cherchoit à sortir de l'embarras présent entra assez dans la pensée de changer de Confesseur qui l'alarmoit si cruellement. Il n'eut besoin pour en prendre la dernière

révolution que de la voir appuyée par Dom Jeronimo d'Eguya qui étoit son conseil secret. Il est vrai que d'Eguya étoit en liaison avec le Confesseur par les intérêts que j'ai déjà marqué, mais comme il vit que c'étoit un esprit sans ménagement qui dans cette occasion s'étoit entièrement abandonné à la passion que la Camerera Mayor avoit de détruire le Duc, il jugea qu'il pouvoit y avoir à craindre pour luy dans un changement de ministre, au lieu qu'il se croyoit en sûreté avec la bonté de celui-ci, de sorte que peur des suites il crut devoir sacrifier son ami le Confesseur ; il n'opposa rien au Roy contre ce que luy avoit dit le Duc, et laissa résoudre sa perte. Comme on avoit dès auparavant proposé le Père Bajona pour remplir sa place, et que depuis, on avoit toujours continué d'en dire du bien au Roy, il fut facile de le luy faire agréer, et ce fut le septième Confesseur qu'on avoit

fait changer au jeune Prince depuis cinq ans.

Le Père Bajona avoit été proposé pour cet employ dès le temps de Dom Juan, qui le voulant exclure, n'en trouva pas d'autres raisons que de dire qu'il étoit François, quoy qu'en effet il fût de la Navarre Espagnole. Son prédécesseur refusa constamment l'Evêché de Placentia, mais il ne voulut point quitter la place de conseiller qu'il avoit dans l'Inquisition, où il doit y avoir toujours un Dominicain qui est d'ordinaire le Confesseur du Roy.

Un mois après la disgrâce du Confesseur, on vit la Camerera Mayor sortir du Palais dans le temps qu'elle y paroissoit plus affermie. Il est vray qu'elle avoit sçu une partie de ce qui s'y étoit passé contre elle, elle croyoit bien que la Reine et le premier ministre travailloient à l'éloigner, mais elle se tenoit assurée du Roy,

par elle même et par Dom Jeronimo d'Eguya ; peut être qu'elle comptoit encore sur ce que jamais Camerera Mayor n'avoit été dépossédée contre son gré. Elle n'étoit pas tout à fait éclaircie des intentions de la Reine à son égard ; apparemment elle ne la craignoit pas assez pour s'en mettre en peine. Il est certain que dans les derniers temps au lieu de la ménager elle lui donnoit plus de dégoût que jamais jusques dans les moindres choses, et l'on a eu lieu de croire par tout ce que l'on a vû de sa conduite, que sa violence naturelle l'emportoit sur tout ce que le bon sens lui pouvoit inspirer. Elle ne pensa à se maintenir avec la Reine que par la terreur, lui ménageant des embarras avec le Roy et cherchant à broüiller l'un et l'autre avec la Reine Mère.

Depuis que la Marquise de Los Velez avoit témoigné qu'elle ne pré-

tendoit point entrer au Palais, la Reine toujours prévenue des impressions qu'on lui avoit donné contre la Duchesse de Albuquerque s'étoit attachée à vouloir que la Duchesse del Infantado fût sa Camerera Mayor, mais on lui fit connoître qu'en vain Elle cherchoit à mettre dans cette charge une personne désagréable à la Reine Mère et au premier ministre: que quand Elle pourroit l'y faire entrer ce seroit s'exposer à perdre pour toujours les liaisons qui lui étoient nécessaires avec l'un et avec l'autre: que tous deux souhaitoient mettre près d'Elle la Duchesse de Albuquerque, que c'étoit une femme d'esprit, nourrie au Palais, la seule dont la Reine Mère pût lui répondre et que le Duc pût gouverner, qu'elle faisoit les liens qui l'uniroient avec le ministre, et que cette union étoit le véritable moyen de se conserver du pouvoir et du repos.

La Reine se rendit enfin, et convint avec la Reine Mère et le Duc de Medina Celi de faire entrer la Duchesse de Albuquerque en la place de la Duchesse de Terranova. La Reine Mère eut besoin pour obliger le Roy au changement, de luy parler avec hauteur et de détruire par autorité dans son esprit tout ce que la Duchesse de Terranova et Dom Jeronimo d'Eguya y avoient établi en sa faveur depuis un an, mais elle le luy fit résoudre, et toutes choses étant concertées, le 26 d'Août, Dom Pedro d'Aragon fut chargé de dire à la Duchesse de Terranova, l'état où elle étoit, ce que souhaitoit la Reine, les raisons qui devoient la porter à obeïr et à en parler elle même au Roy. Peu de jours avant que Dom Pedro d'Aragon luy parlât, elle avoit demandé à la Reine ce que c'étoit que le bruit répandu partout qu'on luy ôtoit sa charge; la Reine luy

avoit répondu comme si Elle n'en avoit rien sçu.

Enfin sur ce que Dom Pedro d'Aragon lui avoit dit, soit qu'en effet elle fût résolüe de suivre la nécessité de se défaire de sa charge, ou qu'elle espérait encore que le Roy n'en conviendrait point, elle prit le temps de lui parler elle même un peu avant le souper, mais elle le trouva tellement disposé, que sur la première demande il lui donna la permission de se retirer, et ensuite à son coucher, avec un air aussi tranquille et aussi peu embarrassé que s'il ne lui étoit rien arrivé.

Le lendemain matin elle alla prendre congé de la Reine avant qu'Elle fût levée, et lui dit seulement qu'elle étoit fâchée de ne l'avoir pas aussi bien servie qu'elle l'auroit souhaité, sans répandre une larme, ny donner la moindre marque de douleur, et comme la Reine parut

s'attendrir un peu, elle lui dit fièrement qu'une Reine d'Espagne ne devoit pas pleurer pour si peu de chose, et fit paroître la même fermeté en prenant congé des dames du Palais qui étoient toutes en larmes, leurs disant seulement que la Reine avoit une Camerera Mayor qui la serviroit mieux : et sur ce qu'on lui demanda si elle ne viendrait pas quelques fois au Palais elle protesta de n'y entrer de sa vie, et qu'elle alloit s'enfermer dans sa maison jusqu'à ce qu'elle se retirât en lieu où sont les plus grands biens. On avoit résolu de lui conserver ses appointemens et les honneurs de sa charge, de donner l'ordre de la Toison au Duc de Monteleon mary de sa petite fille, et la Vice Royauté de Galice au Duc de Hajar son gendre, mais on sçut qu'elle refusoit toutes ces grâces avec autant de hauteur qu'elle en avoit fait paroître en sortant du

Palais.¹⁸ Deux heures après que la Duchesse de Terranova eut quitté le Palais, la Duchesse d'Albuquerque vint prendre possession de son appartement et de sa charge. Elle est âgée de 55 ans, veuve du Duc de Albuquerque aînée de la maison de La Cueva et belle mère de son cadet, à présent Duc de Albuquerque, à qui elle avoit fait épouser sa fille unique, qu'elle avoit eu de son frère. On la vit prendre dans le Palais une conduite toute opposée à celle de la Duchesse de Terranova, et l'on jugea qu'étant entièrement dépendante de la Reine Mère, elle suivoit les intentions de douceur et de ménagement que cette Princesse avoit toujours fait paroître pour la Reine sa belle fille.

Ce changement en attira un autre peu de jours après, quand le Roy qui jusqu'alors avoit paru s'opposer à beaucoup de choses innocentes qui auroient

pu donner du plaisir et de l'amusement à la Reine luy dit tout d'un coup qu'il falloit se divertir, qu'Elle se promenât, et qu'Elle montât à cheval, Il luy permit même de se coucher aussy tard qu'Elle voudroit, pourvû qu'Elle luy laissât la liberté de se coucher à huit heures suivant la coutûme, qu'il changea encore quelques jours après pour ne se coucher qu'à dix, et on luy vit presque en un moment prendre des manières avec La Reine toutes opposées à celles qu'il avoit eu pour Elle depuis qu'Elle étoit à Madrid. Comme on n'avoit point douté que les premières ne luy eussent été inspirées par la Duchesse de Terranova, on fit à la nouvelle Camerera Mayor tout l'honneur de cette nouvelle douceur. Dans tout ce mouvement on crut reconnoître le pouvoir de la Reine Mère, qui seule s'attachant à vouloir mettre la Duchesse de Albuquerque

auprès de la Reine, en fit convenir le premier ministre. On étoit persuadé dans le monde qu'elle avoit fait donner le gouvernement de Flandre au Prince de Parme pour reconnoître l'attachement qu'il avoit conservé pour elle, lorsque Dom Juan la persécutoit ; mais on alla jusqu'à croire que son pouvoir avoit donné de la jalousie au conseil d'Etat, lorsque ce corps qui propose au Roy des sujets pour remplir les grands gouvernements ayant nommé à Sa Majesté suivant la coutûme trois personnes pour la Vice Royauté du Pérou, le Roy sans s'y arrêter nomma Dom Melchior Navarra, uniquement dépendant de la Reine Mère dont il tenoit toute sa fortune.

Dom Melchior Navarra étoit un Aragonnois de médiocre naissance, dont le premier employ étoit d'être avocat. Il devint ensuite Régent c'est à dire conseiller à Naples d'où il

vint à Madrid être fiscal du conseil d'Aragon. La Reine Mère qui alors étoit Régente, n'ayant pû faire le Prince de Astillano Vice Chancelier d'Aragon par les oppositions du Conseil d'Etat et de la Junte du gouvernement, donna pour se venger d'eux, cette grande charge à Dom Melchior Navarra, et par ce moyen l'entrée dans la Junte.

On trouva qu'il avoit peu de naissance pour une si grande élévation, mais le public fit justice à son mérite, et les persécutions qu'il souffrit depuis de Dom Juan, achevèrent de luy donner de l'estime et de la réputation ; de sorte qu'après la mort de ce Prince il revint de l'exil où il l'avoit envoyé, entra en même temps au Conseil d'Etat, et peu après fut nommé Viceroy du Pérou, c'est à dire, à un employ grand, paisible, et absolu, d'où un homme de bien Espagnol, peut en quatre ou cinq

ans rapporter plusieurs millions. Il partit de Madrid avec des ordres très sévères pour punir les malversations de plusieurs gouverneurs des Indes, mais selon l'usage du gouvernement d'Espagne ces apparences de justice dans les commencements d'un employ se terminent d'ordinaire à justifier les coupables dans la suite, en partageant le profit des concussions qu'on auroit dû châtier.

Il se répandit alors dans le monde que la nomination de Dom Melchior Navarra à la Vice Royauté de Pérou avoit coûté la vie au Marquis de Santa Cruz, Général des galères d'Espagne. Il se trouvoit si pauvre que tous les moyens de subsister lui manquoient. Dans un état si malheureux il chercha des ressources et n'en trouva point de meilleure dans son imagination que la Vice Royauté de Pérou. Il se persuada qu'à un homme de sa qualité avec les services

de ses prédécesseurs et la considération de son père le Comte de Chinchon, Conseiller d'Etat, le succès d'une prétention devoit être aussi infaillible qu'il se le croyoit nécessaire. Il vint à Madrid pour solliciter cet employ, mais le Roy en ayant disposé en faveur de Dom Melchior Navarra, le Marquis de Santa Cruz fut saisi d'un si profond chagrin qu'il tomba dans une maladie dont il mourut en peu de jours.

On vit alors à Madrid par un exemple assez extraordinaire revoke un Vice Roy sans autre raison que d'avoir fait une action également juste et nécessaire ; c'étoit le Duc de Veraguas, alors Viceroy de Valence : ce petit royaume compris dans celuy d'Aragon a de tout temps été rempli de partis et de factions, dont les chefs sont toujours soutenus d'un nombre d'hommes qu'ils entretiennent appelés Bando-

liers ou Bandits ; leur seuls employs sont les assassinats et les séditions. Entre ces chefs de parti un moine apostat de l'ordre des Augustins s'étoit rendu fameux par un grand nombre de crimes, il fut pris les armes à la main, et convaincu par l'action même dans laquelle on le prit.

Le Vice Roy résolu d'en faire un exemple sur le champ, eût quelques scrupules sur ce que les loix du país donnoient un certain nombre de jours aux criminels avant leur exécution, et que d'ailleurs celui là comme moine sembloit sujet à la juridiction ecclésiastique ; sur cette difficulté il consulta son Confesseur Jésuite, un provincial de Cordeliers, et un gardien des Capucins. Les deux premiers furent d'avis que l'intérêt du service du Roy et la sûreté publique devoient l'emporter sur le scrupule de la juridiction ecclésiastique et des privilèges du país : que ce criminel

s'étoit rendu indigne de l'un et de l'autre, et que le moindre délai pouvoit être dangereux si les bandits avoient le temps de s'assembler pour sauver le coupable. Le Vice Roy suivant ce sentiment le fit juger et exécuter en vingt quatre heures.

La justice ecclésiastique le réclama un peu avant son supplice ; l'Archévêque piqué de ce que l'on ny avoit pas déferé, mit la ville en interdit et souleva tellement le peuple, que le Vice Roy se trouva dans la nécessité de sortir de la ville. Ils écrivirent de part et d'autre pour justifier leur conduite à la Cour, où suivant la coutume on fit une Junte, composée du Confesseur du Roy, d'un autre Dominicain et d'un Jésuite, pour décider cette affaire. L'Archévêque de Valence étoit de l'ordre de S^t Dominique, il en avoit été Général, ce fut une raison suffisante à ses confrères, pour décider en sa faveur.

Le Duc de Veraguas eût tort, il fut destitué de son poste et le Comte de Aguilar envoyé sur le champ en sa place pour prendre possession de la Viceroyauté de Valence.

Pendant que la Cour agissoit avec tant de rigueur contre ce Viceroy dont elle auroit dû appuyer la conduite, elle souffroit la désobéissance du Marquis de Las Navas, Viceroy de Sicile et le mépris qu'il faisoit ouvertement des ordres du Roy. Il avoit persécuté l'Archévêque de Palerme avec tant de violence que ce prélat avoit été contraint d'abandonner la ville. Le Roy voulant luy donner quelque satisfaction après un si mauvais traitement, luy écrivit avec des marques d'estime et beaucoup de déplaisir de ce qui s'étoit passé, envoya la lettre au Vice Roy et luy commanda de la rendre à l'Archévêque. Il reçut la lettre et ne la rendit point; on luy redoubla le même

ordre plusieurs fois, il continua toujours à désobéir et on cessa de lui commander sans autre raison apparente que parcequ'il avoit tort, et qu'il devoit marier son fils à la fille du premier ministre.

Le Marquis de Liche¹⁹ étoit alors Ambassadeur d'Espagne à Rome, on l'y avoit envoyé depuis quelques années pour l'éloigner de la Cour, où son génie vif et entreprenant le faisoit appréhendre. Il avoit tâché d'éviter cet employ, il étoit même demeuré, assez long temps sur les côtes d'Espagne sans vouloir s'embarquer, mais en fin ayant passé à Rome, il y soutint l'Ambassade avec beaucoup d'éclat et de magnificence. Depuis le ministère du Duc de Medina Celi il fit son possible pour avoir permission de revenir, mais on le craignoit plus qu'auparavant, dans la pensée qu'étant de retour à Madrid il pourroit se joindre au Comte de

Monterey. L'union de ces deux frères faisoit peur à la Cour, d'ailleurs le Duc de Medina Celi vouloit profiter de l'absence du Marquis de Liche pour quelques établissemens qu'il prétendoit faire à son préjudice et par le jugement de quelques procès de famille qu'il avoit contre luy. Le Marquis de Liche ne pouvant obliger la cour à le rappeler par raison, chercha à l'y engager par nécessité, en se faisant tant d'affaires à Rome avec le Gouverneur, que le Pape demandoit incessamment qu'on luy envoyât un successeur; on ne pouvoit s'y résoudre, et l'on joignit aux autres raisons de le tenir à Rome, celle de la perte des franchises et des privilèges du quartier sur lesquels le Pape s'étoit déclaré qu'il ne les conserveroit plus qu'aux Ambassadeurs qui étoient pour lors à Rome, et que leurs successeurs n'en pourroient jouir.

Parmi les chagrins que le Marquis de Liche et la Cour de Rome se donnoient l'un à l'autre, le Marquis en reçut un sensible au sujet du mariage de Dom Pedro d'Aragon son oncle. Ce vieux Seigneur frère du feu Duc de Cardona et du Cardinal d'Aragon, se trouvoit âgé de plus de soixante dix ans, riche des dépouilles du Royaume de Naples, où il avoit été Vice Roy ; mal sain et sans enfans après deux mariages il en voulut tenter un troisième, et s'engagea à épouser une des filles du Duc de Medina Celi, âgée de seize à dix sept ans. Comme elle étoit sa petite nièce parceque la Duchesse de Medina Celi est fille du Duc de Cardona, l'on envoya à Rome pour une dispense. Le Marquis de Liche neveu de Dom Pedro d'Aragon par sa mère, et oncle de la nouvelle épouse pour laquelle on demandoit cette dispense, prit un extrême soin

d'en solliciter l'expédition. Après mil difficultés pour ne la point accorder, on la luy refusa absolument. Il l'écrivit à Madrid, mais par un contre temps sensible pour luy, le même ordinaire qui portoit la lettre portoit au Nonce à Madrid cette dispense expédiée gratis avec tout l'agrément possible. Le Nonce le rendit à Dom Pedro d'Aragon comme il achevoit de lire la lettre du Marquis de Liche qui luy en marquoit le refus.

Depuis que la Reine étoit à Madrid, on ne l'avoit point vüe sortir que pour aller avec le Roy passer quelques jours au Pardo ou à quelques autres maisons de chasse aux environs : dans le mois de Septembre le Roy eût envie de la mener à Aranjuez ou pour luy faire voir les belles promenades de cette maison, ou, comme on disoit à Madrid, pour éviter le mauvais présage de com-

mencer sa première sortie par l'Escorial, le tombeau des Roys et des Reines d'Espagne.

Ce voyage de l'Escorial paroissoit infailible, par un usage établi depuis long temps, qui oblige les Roys d'Espagne d'y aller tous les ans passer le mois d'Octobre sans en pouvoir revenir que le second jour de Novembre, c'est à dire, après avoir assisté à l'office des morts qui se fait ce jour là pour les Roys enterrés dans le Panthéon.

Mais le voyage du Roy n'étoit qu'une envie particulière de sa Majesté, embarrassante pour les ministres qui ne trouvoient point de fonds pour en faire la dépense. Ils parurent néanmoins en faire les préparatifs, ils en flattèrent le Roy, et tandis qu'ils l'amusoient par ces apparences, ils sçurent faire naître des difficultés qui rompirent insensiblement le voyage, tantôt à cause des

méchants chemins, tantôt pour le mauvais air de ce lieu après les pluies qui étoient survenues. Ils l'envoyèrent reconnoître par des médecins affidés, ils allèrent même jusqu'à faire partir quelques mulets pour porter des équipages par avance, et ne rompirent le voyage qu'un jour avant qu'on avoit pris pour le départ. Jusqu'à ce moment le Roy crût aller, pendant que tout Madrid sçavoit dix jours auparavant qu'il n'iroit point, et que les ministres l'avoient dit à leurs amis.

La Reine après les réflexions que luy firent faire sur ce procédé quelques personnes attachées à ses intérêts, ne pût s'empêcher d'en parler au Roy et de luy faire remarquer la manière dont ses ministres le traitoient, que s'il y avoit des raisons véritables pour ne point faire ce voyage, les luy dire et non pas le mener comme un enfant et chercher

à le tromper si grossièrement. Ce discours de la Reine qui fût sçu de quelques courtisans donna un peu à penser aux ministres, et fit juger qu'elle pourroit peut être dans la suite prendre quelque autorité, ce fut apparemment la raison qui déterminâ les ministres au voyage de l'Escorial, que sans cette appréhension ils auroient bien pu rompre comme celuj d'Aranjuez. Ils cherchèrent par toutes sortes de moyens à ramasser l'argent nécessaire pour le faire, ils vendirent un gouvernement aux Indes quarante mil écus, et deux charges de Contador vingt cinq mil. Ils prirent tout l'argent échu des entrées et des doüanes de Madrid destiné pour le payement des franchises des Ambassadeurs et des rentes de la ville, et se servirent de la moitié d'un de cent mil écus destiné pour payer l'équipage des galions dont le départ fut retardé par cette raison.

Enfin le septième Octobre leurs Majestés partirent pour l'Escorial ; le premier ministre et le Secrétaire del despacho universal les suivirent, le grand maître d'hotel avec deux maîtres d'hotel ordinaires, quatre gentilshommes de la chambre, deux desquels faisoient encore les fonctions, l'un de grand veneur, et l'autre de premier écuyer. L'Amirante de Castille ne suivit que quinze jours après, pour sa charge de grand écuyer : la Reine mena toutes les dames et seulement six femmes de chambre, Le Marquis de Astorga son grand maître d'hotel, et le Marquis de Villa Maina son premier écuyer. Le Duc de Osuna, grand écuyer demeura à Madrid. Elle se servit à l'Escorial de la liberté que le Roy lui avoit donné de monter à cheval, c'est à dire, pour aller au devant de lui quand il revenoit de la chasse, et pour faire quelques promenades

dans les allées de la prairie, qui est au dessus de l'Escurial ; mais soit par l'agitation de cet exercice dont Elle avoit perdu l'habitude depuis un an, ou par le changement d'air, Elle se trouva mal peu de jours après être arrivée ; elle eut un vomissement et quelques ressentiments de fièvre ; ce fut néanmoins une indisposition sans suite qui ne l'empêcha pas de reprendre peu de jours après le plaisir de la promenade.

Le Roy se donnoit entièrement à la chasse. Il en fit une entre autres à la manière d'Allemagne où il se trouva grand nombre de daims, de cerfs, dans les voilles et on en tua plus de deux cent. Ces chasses étoient assez solitaires ; le Roy n'y menoit ordinairement que le grand veneur, et le premier écuyer. A celle dont je viens de parler, il n'y eut outre ces deux grands officiers, que le premier ministre et l'Am-

ambassadeur d'Allemagne. La Reine qui auroit pû s'y trouver si Elle l'avoit voulu, préféra le plaisir de la promenade à celui de voir tuer à coups de fusil tant de bêtes enfermées.

Au milieu de ces divertissements de l'Escorial il parut quelque froideur entre la Reine et le premier ministre. Elle avoit demandé au Roy la disposition d'un certain gouvernement aux Indes. Il le lui avoit accordé d'abord, mais le premier ministre lui ayant remontré que ce gouvernement se pouvoit vendre dix à douze mil pistoles que Sa Majesté pouvoit employer à ses dépenses pressantes, le don n'eût point de lieu, et le premier ministre en fut broüillé avec la Reine qui s'étoit laissée engager à cette demande par une de ses femmes de chambre françoises, à qui l'on offroit de l'argent pour ce gouvernement.

Elle auroit eu plus de fujet d'être mal satisfaite du premier ministre dans l'affaire de la Connétable Colonna,²⁰ qui fut enlevé alors de Madrid sur un ordre du Roy et menée prisonnière au Château de Ségovie, contre la parole expresse que le ministre avoit donné à la Reine par la Duchesse sa femme, qu'on ne feroit rien contre la Connétable tant que la Cour seroit à l'Escorial. Cette dame, nièce du Cardinal Mazarin avoit relevé la maison Colonna par les grands biens qu'elle avoit tiré de la fortune de son oncle. Elle avoit demeuré à Rome plusieurs années avec son mary dans toute la liberté de France, elle pouvoit être la femme d'Italie la plus heureuse, si son inquiétude naturelle, et peut être quelque souvenir de France un peu trop vif pour son repos lui eussent permis d'en jouir. Elle abandonna d'elle même ce bonheur, s'en fuit à Rome, s'em-

barqua avec la Duchesse Mazarin sa soeur, passa en France où n'ayant pas eu la liberté de venir à la Cour, elle alla à celle de Savoye qu'elle quitta peu après pour passer en Flandre. Elle fut arrêtée d'abord, mais ensuite elle s'embarqua pour venir en Espagne et demeura à Madrid avec assez de liberté dans les commencements; depuis elle fut obligée d'entrer dans un couvent à condition que si elle en sortoit le Roy la remettroit entre les mains de son mary. Elle ne se souvint point assez de cette loy, et la curiosité de voir l'entrée de la Reine, la fit sortir du couvent pour aller chez la Marquise de Los Balbafes, sœur de son mary. Le Marquis de Los Balbafes la garda quelque temps, jusqu'à ce qu'il eût un ordre du Roy pour la conduire à un couvent de campagne à quatre lieues de Madrid. Cependant le Connétable Colonna

qui depuis quelques années étoit Vice Roy d'Aragon vint à la cour d'Espagne avec ses enfans. Il fit revenir d'abord sa femme dans un couvent de Madrid et peu après elle vint demeurer chez luy, c'est à dire dans la même maison sans aucune commerce ensemble. Elle fut quelque temps en cet état avec la liberté de faire des visites, elle alloit même ches la Reine; mais comme le Connétable parla d'aller en Italie et de l'emmener avec luy, la crainte des suites de ce retour luy fit souhaiter de demeurer à Madrid dans un couvent, ainsy qu'elle le témoigna quand elle reçut ordre du Roy de s'expliquer sur ce sujet. Pour régler les prétentions opposées du mary et de la femme, on fit une Junte du Confesseur du Roy, de l'Inquisiteur Général et de Dom Melchior Navarra qui décidèrent qu'on la mettroit prisonnière dans le Château de Ségovie ;

Le Marquis de Los Balbases avoit tenté l'année précédente d'avoir un ordre pour l'y conduire, mais le Connétable de Castille et l'Amirante s'y étoient opposés, et alors le premier ministre n'y prenoit pas intérêt, comme en cette dernière occasion.

Dans l'appréhension de ce jugement, la Connétable avoit fait demander la protection de la Reine, qui tira parole du Duc de Medina Celi qu'on ne l'exécuteroit point contre elle tant que la Cour feroit à l'Escurial. Cependant huit jours après qu'elle y fut, un Conseiller du Conseil Royal accompagné d'officiers de justice, et soutenu du Connétable Colonna, et du Marquis de Los Balbases, avec nombre de gens armés, vint à onze heures du soir rompre la porte de l'appartement de la Connétable, et après de grandes violences l'emmenèrent prisonnière toute la nuit au Château de Ségovie.

Il parut extraordinaire qu'on traitât ainſy une femme de qualité qu'on n'accuſoit d'aucun crime, qui eſt dans la maiſon de ſon mary et qui ne demandoit que d'être enfermée dans un couvent pour le reſte de ſa vie. Après la parole qu'on avoit donnée à la Reine, il étoit étrange d'employer le nom et l'autorité du Roy pour mal-traiter une femme et fatiſfaire l'animofité particulière de Los Balbaſes, car on étoit perſuadé que luy ſeul avoit engagé le Connétable à cette violence, qui depuis long temps laiſſoit ſa femme en repos, et auroit apparemment conſenti qu'elle demeurât à Madrid dans un couvent comme auparavant, c'étoit Los Balbaſes qui avoit ſollicité contre elle les ordres du Roy, c'eſt à dire du premier miniſtre, dont la fille en même temps alloit épouſer le fils ainé du Connétable. Rien ne paroifſoit plus mal aſſemblé que le

mariage de ce fils, et le traitement qu'on faisoit à la mère qui par ses grands biens avoit sauvé la ruine de la maison, et dont les alliances reievoient ses enfans par la proximité de plusieurs grands Princes.²¹

Le bruit de cette affaire particulière finit bientôt par celui que fit à la cour d'Espagne la nouvelle venue de Flandre, que six vaisseaux de l'Electeur de Brandebourg avoient enlevé à la vue d'Ostende un grand vaisseau du Roy d'Espagne prêt à faire voile pour Cadiz chargé de la valeur de plus de trois cent mil écus en marchandises. On se souvint d'abord de la manière dont l'Envoyé de Brandebourg étoit parti de Madrid, on jugea bien que cette représaille en étoit une suite, qu'après tant d'instances inutiles l'Electeur n'auroit point trouvé d'autres voyes pour être payé que de se faire à lui-même la justice qu'on lui avoit re-

fusée à Madrid avec des circonstances si offensantes. Il étoit difficile de ne pas convenir de la justice de son ressentiment, sur tout, après la manière dont il s'étoit sacrifié pour la maison d'Autriche dans la dernière guerre.

Cet exemple réveilla les appréhensions que l'on avoit eu depuis un temps, du voyage du Comte d'Estrées aux Indes occidentales, avec quelques vaisseaux. On publia d'abord qu'il avoit pillé Porto bello, mais on sçut peu après que cette hostilité avoit été faite par des aventuriers de diverses nations conduits par un capitaine Anglois ; ainſy cette terreur se réduisit à craindre quelque descente dans l'Isle de Sante Domingo, ou dans celle de la Marguerite. Cette imagination se joignit à une nouvelle véritable de l'entrée des Portugais dans la rivière de Plata, où ils avoient occupé l'Isle de Saint Gabriel, à la

vüe de Buënos Ayres. Ils se trouvoient en état de s'y maintenir par la proximité de leurs côtes de Brésil et par la disposition de la rivière même qui se rétréussissant en cet endroit, est plus facile à commander et donne plus les moyens d'en troubler la navigation et le commerce : on sçut d'ailleurs que l'escadre des vaisseaux de Brandebourg devoit passer aux Indes : toutes ces idées jointes ensemble paroissoient donner de l'inquiétude à la cour d'Espagne, mais on ne voyoit point qu'elle se donnât de mouvement pour en prévenir les suites.

Elle étoit demeurée dans son repos ordinaire sur les démêlés de la frontière de Biscaye depuis les premières agitations que lui avoient causé la marche de quelques régiments françois à Bayonne. On avoit seulement envoyé de Madrid un commissaire qui étoit depuis plusieurs

mois sur les lieux sans rien terminer. L'entrée de la rivière de Bidassoa étoit toujours fermée par des Brigantins françois qui empêchoient les habitans de Fontarabia de continuer leurs violences, et même de sortir pour la pêche, jusqu'à ce que les prétentions fussent réglées entre les deux frontières ; et pendant que les Espagnols demeuroient sans vouloir rien finir, il arriva que les Brigantins ayant paru se retirer, revinrent incontinent et enlevèrent des barques Biscayennes, qui s'étoient mises à la pêche, dont ils menèrent plusieurs prisonniers à Bayonne.

On en fit à Madrid un grand sujet de plaintes, mais le Roy fit dire aux ministres d'Espagne que pour retirer leurs prisonniers et délivrer la rivière de ces Brigantins, il falloit déterminer actuellement les difficultés qui avoient causé les désordres précédents, ou convenir qu'en attendant le règle-

ment, on suiveroit par provision celui qu'avoient fait les commissaires de France après la paix de 1660.

Deux jours après le départ du Roy pour l'Escorial, c'est à dire le dix Octobre, tout Madrid fut effrayé par un tremblement de terre qui l'ébranla sur les sept heures du matin à diverses reprises, sans néanmoins rien renverser, mais à la même heure ce tremblement se fit sentir à plus de cent lieues de pais, à Séville, à Cordoüe, à Jaën, et en d'autres endroits où les églises et les maisons furent endommagées. Le plus grand désordre fut à Malaga où plus de douze cent maisons furent renversées, le reste ébranlées et rendües inhabitables, grand nombre de personnes blessées ou accablées, plusieurs villages des environs entièrement ruinés.

Ce malheur avoit été précédé de grands débordements d'eaux, qui durant plus d'un mois avoient ravagé

plusieurs villes de l'Espagne, désolées d'ailleurs par la peste. Depuis deux ans, ces fléaux joints d'ailleurs à la pauvreté et au désordre du gouvernement et des affaires, remplissoient l'Espagne d'idées funestes pour le présent et de nouvelles terreurs de maux à venir. Pendant le voyage de l'Escurial on commença à croire dans le monde qu'il y avoit quelque méfintelligence entre la Reine et le premier ministre, mais depuis que la Cour fut de retour à Madrid on ne douta plus de leur désunion, lors que l'on vit durant plusieurs mois que le Duc de Medina Celi n'avoit été qu'une fois ches elle. Comme on ne voyoit point de cause apparente de cet éloignement, on fit divers jugemens. Quelques uns crurent que la Reine Mère suivie d'un nombre de personnes considérables de sa dépendence, exigeoit pour eux presque toutes les grâces et les em-

ploys, et que le premier ministre ne la trouvant ny nécessaire ny à craindre auprès du Roy, ne s'étoit point embarrassé de se broüiller avec elle, pour se tirer de la contrainte où le mettoient ses demandes continuelles.

D'autres pensoient au contraire que c'étoit la Reine Mère qui avoit rompu avec luy, mal satisfaite de ce que depuis qu'il étoit premier ministre, elle ne pouvoit être payée de ses revenus ny rien faire pour personne, pendant que toutes les grâces et les bienfaits du Roy se partageoient entre les parens et les domestiques de ce ministre.

Ceux qui croyoient pénétrer davantage étoient persuadés que le Duc de Medina Celi suivoit entièrement les vûes et les impressions de Dom Jeronimo de Eguya, mais d'autres remarquoient que cet homme depuis être devenu Secrétaire d'Etat, avoit sous divers ministres si souvent

changé de parti, ayant même quelques fois balancé à l'égard du Duc de Medina Celi, et cela depuis son ministère, qu'ils croyoient qu'il étoit de l'intérêt de ce Duc de mettre un autre Secrétaire d'Etat en sa place, et lorsqu'à l'Escurial le Roy menaça un jour de Eguya, que s'il n'étoit plus ponctuel à venir travailler avec lui aux heures marquées Il déspêcheroit avec Vibaneo, Secrétaire de sa chambre qui étoit en quelque faveur auprès de sa Majesté. On crut d'abord que ce contre temps auroit des suites et qu'il avoit été ménagé par le premier ministre, mais par un mystère assez difficile à démêler, le Duc de Medina Celi à ce qu'on prétend raccommoda de Eguya avec le Roy et ce fut le commencement d'une nouvelle liaison entre le premier ministre et le Secrétaire d'Etat.

Dans cette situation, de Eguya

comprenant que l'union des Reines et du Duc de Medina Celi ne luy laissoit point le pouvoir entier qu'il luy conviendrait d'avoir sur l'esprit de ce ministre, il chercha à luy faire entendre que la correspondance avec la Reine Mère qui d'elle même étoit entièrement inutile, luy seroit toujours à charge par ce grand nombre de personnes attachées à elle, pour les quelles elle exigeoit sans cesse de luy qu'ons'eloignât d'elle; qu'il éviteroit cet embarras, qu'il n'y avoit rien à craindre, que c'étoit une personne foible et sans ressentiment, qu'on pourroit entièrement ruiner dans l'esprit du Roy le peu de confiance qui luy restoit pour elle, qu'ainsy le Roy luy tomberoit tout entier entre les mains, qu'autrement il ne pouvoit s'assurer d'être le maître, ny des résolutions ny des grâces ny des moindres mouvements du Roy, toujours exposé aux impressions que

sa mère lui donneroit ou par elle même, on pour l'intérêt des siens.

Par ces idées que Eguya donnoit au premier ministre, de ne dépendre de personne, il se le rendit en effet tellement dépendant, que l'on peut dire que tout ce qui se fit dans la suite fut l'ouvrage de Eguya, revêtu du nom et de l'autorité du Duc de Medina Celi.

On vit alors donner des pensions au Duc de Alba, comblé d'ailleurs de charges et de bienfaits du Roy sans l'avoir jamais servi, et au Duc de Villa Hermosa, qui revenoit chargé des dépouilles de Flandre, et des plaintes des peuples qu'il avoit ruiné. Le Marquis de Astorga qui depuis peu d'années avoit épuisé le royaume de Naples, et qu'à son retour de cette Vice Royauté l'on avoit fait grand Maître de la Maison de la Reine, avoit encore eu depuis, la charge de

Capitaine Général de l'Artillerie d'Espagne.

Tous ces gens ne pouvoient avoir d'autre mérite que de s'être fait remarquer dans tous les partis opposés à la Reine Mère, et pendant que les domestiques de la maison du Roy désertoient faute de subsistance, on vit le premier ministre donner de grosses pensions à ses petits domestiques et aux femmes de chambre de la Duchesse sa femme sur le *Bolffillo*,²² et sur les fonds réservés pour la maison du Roy.

Cette conduite parut indigne au public et fut sensible à tous ceux qui avoient conservé de l'attachement pour la Reine Mère; mais toute la Cour s'éleva contre le mariage que fit alors le Duc de Medina Celi, de Dom Augustin de Guzman avec la fille unique du Duc de Montalto; elle n'avoit alors que

quinze ans, elle étoit bien faite et la plus riche héritière d'Espagne par les biens de son père et par les successions qui la regardoient du Comte de Oropesa et du Marquis de Los Velez. Dom Augustin étoit un arrière cadet de la maison de Guzman, qui n'avoit de bien, ny de mérite que d'être allié au Duc de Medina Celi, et de s'être depuis un temps attaché à faire la cour à la Duchesse.

Ce fut le fondement d'un mariage si inégal dans lequel le Duc de Montalto fut généralement blâmé d'avoir sacrifié sa fille, et le premier ministre n'y eut point d'autre avantage que de faire voir sa dépendance pour les volontés de sa femme, pendant qu'il s'attiroit les chagrins du public, et l'averfion des deux familles de Oropesa et de Los Velez, que l'alliance et l'amitié luy avoient tenües fort unies jusqu'alors.

Le Comte de Oropesa avoit de la

probité et autant de mérite qu'on en peut attendre d'un homme encore jeune, qui a de l'esprit, sans avoir eu de l'employ : on assure qu'à la mort de Dom Juan, il étoit l'homme de la Cour le plus agréable au Roy, le plus en état de prétendre au poste de favori s'il n'avoit mieux aimé l'employer à y faire entrer le Duc de Medina Celi comme son meilleur amy, qui de cette manière lui devoit la plus grande partie de son élévation. Cependant il fit le mariage de sa nièce et de son héritière sans sa participation, il le cacha même à la Marquise de Los Velez, grande mère de la fille, et le fit subitement célébrer, sans attendre le consentement du Marquis de Los Velez Vice Roy de Naples, son beau frère.

Ce fut à peu près dans ce temps qu'il parut de l'inquiétude, et même du mouvement parmi quelques personnes considérables de la Cour,

contre le premier ministre. La dépendance qu'on luy voyoit en tout pour Dom Jeronimo de Eguya, également haï et mésestimé de tout le monde, le désordre des affaires qui se ruinoient tous les jours visiblement entre leurs mains, la misère publique sans soulagement, étoient des prétextes suffisans pour se plaindre, ou pour souhaiter à l'état un meilleur gouvernement.

L'Amirante de Castille, Le Comte de Monterey, Le Duc de Veraguas, Le Duc de Pastrana, Dom Gaspar, et Dom Joseph de Silva, tous deux frères, le Prince de Astillano, et le Marquis de Mansera furent les principaux qui parurent s'intéresser au bien public, et souhaiter plus fortement le rétablissement des choses, ou en changeant tout à fait le ministère, ou en y adjoutant une Junte de gouvernement capable de le recti-

fier. Il y eut entre eux sur ce sujet des entretiens secrets, et des conférences où il se fit beaucoup de propositions.

Chacun d'eux sous les apparences du bien public alloit à ses fins particuliers, et quoy qu'ils eussent un intérêt commun dans le changement qu'ils envisageoient, leur conduite étoit aussi différente que les raisons qui les engageoient chacun à le souhaiter en particulier. L'Amirante toujours pauvre dans de grands biens par le dérèglement de sa conduite, quoy que sans avoir jamais servi dans aucun employ du gouvernement, il se vît placé au Conseil d'Etat et grand écuyer du Roy, souhaitoit de voir un ministre qui luy fût plus utile. Il se souvenoit de celui de Valenzuela, si abondant pour luy dans le peu de temps qu'il avoit duré, et cherchoit à voir entrer dans la place du Duc de

Medina Celi quelque autre ministre, qui pût luy avoir obligation d'avoir agi pour l'y faire monter.

Dans cette envie il jetoit les yeux sur le Comte de Oropeza qu'il croyoit mal satisfait du premier ministre, jugeant que celuy seroit peut être une vengeance agréable que de prétendre à le déposséder, et qu'il pourroit y réussir plus facilement qu'un autre, par la considération que le Roy luy avoit toujours conservé : ce fut sur cette vüe, que l'Amirante fonda son projet, pour lequel il n'avoit point de mesures solides qui pussent le flatter d'aucune espérance de succès.

Le Comte de Monterey avoit des raisons de mécontentement beaucoup plus fondées. Il se voyoit le seul gouverneur de Flandre exclus du Conseil d'Etat, pendant que le Duc de Villa Hermosa venoit y prendre place, qui avoit été sous luy en Flandre

plusieurs années, et n'en avoit eu le gouvernement que lors que luy l'avoit quitté. Il voyoit Dom Jeronimo de Eguya son ennemi particulier, maître absolu des affaires, qui l'avoit tellement perdu dans l'esprit du Roy que la Reine luy parlant un jour en faveur du Comte il répondit qu'il étoit bien heureux qu'on ne luy eût pas fait perdre la tête.

Il partageoit encore les mauvais traitements du Marquis de Liche son frère, que l'on faisoit demeurer par force Ambassadeur à Rome où il ruinoit ses affaires et sa santé. Sa femme s'étoit depuis peu jetée aux pieds du Roy pour demander qu'il pût seulement revenir à quelques unes de ses terres sans approcher la Cour : presque tout le Conseil d'Etat avoit opiné en sa faveur, mais on ne laissa pas de luy envoyer un nouvel ordre de demeurer à Rome et l'on

prit soin de renouveler dans l'esprit du Roy les impressions qu'on luy avoit donné depuis long temps qui le luy faisoient regarder comme le plus dangereux homme de son état.

Le Comte de Monterey avoit de l'esprit, de l'ambition et quoy qu'il n'eût que quarante ans, il s'étoit trouvé chargé des plus grandes affaires qu'aucun Espagnol de son rang. Vigilant, actif, aimant la gloire, agréable et engageant dans ses manières et capable de former un parti dans une Cour où il eût trouvé des gens de quelque solidité et de quelque confiance, il souhaitoit de voir dans le ministère un changement qui luy donnât moyen d'entrer dans le Conseil d'Etat, et de s'avancer par son mérite aux grands postes qu'il voit remplir à tant de personnes qui n'en avoient point. Mais comme il favoit qu'il étoit devenu suspect et que même depuis un temps il étoit

suivi par des espions par tout où il alloit, il se ménageoit plus que personne et vivoit fort retiré.

Il y avoit peu qu'il s'étoit raccommodé avec le premier ministre, s'étoit expliqué avec luy sur ses intérêts, luy avoit fait entendre combien il luy étoit sensible de se voir privé de l'entrée du Conseil d'Etat pendant qu'on la donnoit au Duc de Villa Hermosa. Le premier ministre luy avoit répondu honnêtement suivant sa coutume, et luy avoit donné des espérances dont il paroissoit content, il alloit souvent luy faire sa cour, et sembloit n'avoir rien à craindre d'un homme avec lequel il étoit tous les jours en commerce.

Le Duc de Pastrana son beau frère n'avoit pas sujet comme luy de se plaindre de la Cour, mais l'espérance de trouver ses avantages dans un changement, et le moyen de s'élever aux charges où il n'avoit encore pû

parvenir, s'engagea parmi les mécontents ; Dom Gaspar et Dom Joseph de Silva ses frères le suivirent dans cet engagement. Le dernier étoit gendre du Marquis de Mansera et fort près du Roy par sa charge de premier écuyer : cependant ces trois frères fondoient leurs intrigues sur Dom Sebastian Vibanes Secrétaire de la Chambre, au quel ils s'étoient ouverts comme à un homme sûr, quoy qu'on luy offrit, il fut entièrement au Duc de Medina Celi.

Le Duc de Veraguas de la maison de Portugal, jeune et capable d'employ, ne trouvoit point de justice à la Cour, après la manière sans exemple dont on l'avoit dépoüillé de la Vice Royauté de Valence. Il s'en plaignoit hautement et présentoit des mémoriaux pour demander des Juges suivant l'usage de la Cour d'Espagne, et qu'on luy fît son procès s'il l'avoit mérité, si non qu'on le rétablît dans

un poste où il n'avoit fait d'autre faute que de bien servir le Roy. Il trouvoit toutes choses tellement contraires à sa prétention que se voyant sans espérance de ce côté là, il entra en liaison avec les mécontents pour chercher un meilleur traitement dans le gouvernement nouveau dont ils se flattoient.

Parmi ceux qui avoient de l'attachement pour la Reine Mère, le Marquis de Mansera son grand maître d'hôtel, étoit un des plus considérables hommes, d'un âge et d'une expérience à pouvoir avec justice entrer dans le ministère. Il souhaitoit le changement comme les autres, et surtout qu'on établit une Junte de gouvernement, dans la quelle il espéroit entrer, mais pour arriver à ses fins, il tenoit une conduite couverte qui ne le commettoit point, et sans paroître lui même en rien il faisoit agir le Marquis de Grana son

beau frère, Ambassadeur d'Allemagne, qui pouvoit faire des pas sûrs sous les apparences du bien public.

Le Marquis avoit un véritable intérêt à voir établir un meilleur gouvernement qui tirât l'Espagne de son accablement, et l'a mit en état de soutenir les intérêts de la maison d'Autriche, autrement il luy étoit inutile de prendre des mesures et de faire des partis pour l'Empereur avec les Espagnols, incapables par l'état présent de leurs affaires de fournir au moindre engagement ; que s'il avoit pu faire réussir une Junte de gouvernement dans le quel le Marquis de Manferra fût entré il satisfaisoit l'ambition de son beau frère, et en même temps il se mettoit en état par un ministre habile et tout à luy, de se rendre maître des résolutions et d'établir des moyens solides pour les exécuter.

Comme le Marquis de Grana pou-

voit dans cette vüe se couvrir de l'intérêt de l'état, il agit ouvertement avec le premier ministre pour tâcher à l'y faire entrer, et luy représentant l'extrémité où étoit réduites les affaires d'Espagne, et la ruine inévitable qu'on en devoit craindre si l'on n'y remédiait promptement. Il chercha à luy en insinuer les moyens, et surtout à luy faire comprendre son intérêt propre, et pour son soulagement qu'il n'étoit pas possible qu'il pût luy seul satisfaire au travail immense de remédier à tous les maux d'un Etat accablé dans toutes ses parties, qu'on avoit vû dans des temps moins pressans et moins malheureux, Dom Louis de Haro et d'autres grands ministres se faire soulager par des Juntas qui dans leurs dépendances et sous leurs ordres entroient dans le détail des affaires, en facilitoient les résolutions, et en avançoient l'exécution avec cette diligence qui est l'âme

des grands desseins qui dans une Monarchie si étendue que celle d'Espagne et si déréglée depuis tant de temps ; il ne pouvoit agir seul, en tout, et qu'il étoit au-dessus de la condition humaine, qu'en cette situation l'on pût ny tout voir ny tout faire par soy même sans se servir des lumières et du secours des ministres habiles qu'il pouvoit choisir également capables pour le conseil et pour l'exécution.

Le Duc de Medina Celi se seroit peut être laissé persuader à un discours si spécieux, et aux raisons d'un génie aussi supérieur au sien que l'étoit celui du Marquis de Grana, mais il dépendoit d'un homme qui l'empêchoit de rien écouter. Dom Jeronimo de Eguya luy faisoit voir que dans l'établissement d'une Junte il perdoit toute son autorité, qu'il ne seroit plus maître ny de la résolution des affaires ny de la disposition des

grâces que la Junte destinée en apparence pour le soulager, n'auroit en effet d'autre application que de partager son pouvoir, et qu'ainsy revêtu seulement du vain titre de premier ministre il demeureroit toujours responsable du succès des affaires dont il ne décideroit point, inutile d'ailleurs pour luy et pour les siens et sans faire ny bien ny mal à personne. Ces considérations l'emportèrent dans l'esprit du Duc et toutes les raisons du Marquis de Grana, et la ruine évidente des affaires, ne purent l'obliger à souffrir l'établissement qu'on luy proposoit. D'autre côté les mécontents étoient dans de grands mouvements dans les quels ils se trouvoient beaucoup plus de souhaits et d'envie de réussir que de vûes certaines et de moyens d'y arriver. Il n'y avoit point entre eux de véritable confiance, point de liaisons solides ; gens la plus part sans suite dans leurs

deffeins, fans autre ambition que de la vanité, fans fidélité dans leurs engagements, et fans moyens de rien entreprendre. L'Amirante qui s'étoit engagé affés légèrement, vit bientôt que le succès n'étoit pas auffy facile, ny auffy prompt qu'il se l'étoit imaginé pour l'établissement d'un nouveau ministère. Il craignoit même de ne point entrer dans la Junte fi l'on en faisoit une, mais peut être que le Marquis de Liche son gendre pourroit venir y prendre fa place, l'homme du monde qu'il redoutoit et haïffoit le plus. Il quitta le parti avec la même facilité qu'il y étoit entré, et pour se mettre à couvert des suites, on prétend qu'il alla tout découvrir au Roy et au premier ministre.

Cette dénonciation fut fuivie de près, de l'exil du Comte de Monterey, qui se croyoit alors bien raccommode avec le premier ministre. Il le voyoit souvent, et sembloit n'en avoir rien à

craindre : cependant le quatorzième de Janvier au soir, le Président de Castille luy ayant mandé qu'ils se pussent voir au Palais parceque les Présidents de Castille ne visitent personne, le Comte de Monterey qui avoit été le solliciter sur quelques affaires de justice, alla le voir, et fut surpris d'apprendre de luy, qu'il avoit reçu ordre du Roy par un billet de Dom Jeronimo de Eguya de luy déclarer qu'il eût à sortir de la Cour, et de se retirer à quelqu'une de ses terres. Le Comte témoigna qu'il étoit prest d'obéir, mais qu'étant grand d'Espagne il ne pouvoit le faire que sur un ordre signé du Roy. On luy donna trois jours pour se disposer à son voyage, après lesquels il s'en alla à Salamanca. Le monde fut surpris de cette disgrâce, la première qui fut arrivée à un homme de ce rang depuis le ministère du Duc de Medina Celi que beaucoup

de gens ne croyoient si hardy pour une résolution de cette nature, et l'on ne douta point que Dom Jeronimo de Eguya n'en fut l'auteur : mais quelque considérable que parût le Comte de Monterey il y avoit peut être moins de risque à le maltraiter qu'un autre de moindre mérite. Tout le monde luy croit contraire, il se trouvoit exposé à l'envie des courtisans, la plus part gens indignes qui n'appréhendoient rien tant que de luy voir du pouvoir, persuadés qu'il en useroit avec hauteur. On l'avoit également [fait*] haïr et craindre au Roy et à la Reine Mère, à laquelle ayant manqué du temps de Dom Juan après de grandes obligations, ne pouvoit que luy garder un grand ressentiment.

Le Duc de Pastrana son beau frère n'attendit pas que la disgrâce vint jusqu'à luy, et soit qu'il eût été dé-

* Ce mot manque dans le MS.

couvert par Vibaneo, ou qu'il crût de l'être, il prévint les suites dans une dénonciation semblable à celle qu'avoit fait l'Amirante; il découvrit ce qu'il y avoit eu de plus particulier dans les liaisons de la dernière cabale avec ses parens et ses amis, ses deux frères suivirent son exemple et tous trois parurent dans la suite les plus passionnés partisans du premier ministre.

Le Prince de Astillano qui avoit eu part à cette intrigue, n'en eût point à la disgrâce dont elle fût suivie pour quelques uns, soit que l'on méprisât le mécontentement d'homme paresseux ou inappliqué comme il étoit, ou que peut être on le crut déjà assez puni par la perte de sa charge de Président du Conseil de Flandre, que le Comte de Monterey avoit obtenüe peu auparavant à son préjudice.

L'Amirante pour se disculper dans le monde, répandit qu'il n'avoit point

été de luy même trouver le Roy, mais que le Roy averti d'ailleurs des moindres particularités de ce qui se passoit, l'avoit envoyé quérir, et l'avoit pressé de manière qu'il s'étoit trouvé contraint d'avoüer ce qui le regardoit, que cependant il avoit sauvé ses amis autant qu'il avoit pû et que l'affaire le permettoit.

Le Duc de Pastrana nioit de même que sa confession eût été volontaire, et vouloit faire comprendre que s'étant confié à Dom Sebastian Vibanes, que son poste de Secrétaire de la Chambre et quelques faveurs approchoient du Roy, Vibanes l'avoit découvert et mis hors d'état de pouvoir rien nier mais on étoit persuadé que s'ils avoient eu l'un et l'autre plus d'honneur et moins de crainte, ils auroient pû se soutenir et ne point sacrifier leurs amis.

Comme le Marquis de Mansera n'avoit point paru dans toute cette affaire où l'Ambassadeur d'Alle-

magne agissoit pour luy, il en évita la disgrâce, luy qui auroit pu dans le succès espérer autant d'avantages qu'un autre. On ne vit point le Connétable s'intéresser à tout ce mouvement, il jugea bien que l'intrigue n'avoit pas assez de fondement pour en espérer de bonnes suites, et si elle avoit pû réussir pour le rétablissement d'une Junte, il se tenoit assuré d'être le premier homme qui y entreroit sans avoir besoin de le briguer.

Le Duc de Veraguas continuoit toujours à vouloir se justifier de son affaire de Valence. Il avoit demandé des juges, et comme il fut renvoyé au Conseil de Aragon, il y présenta un mémoire en termes assez forts, où faisant paroître l'innocence de sa conduite, et l'injustice de sa révocation, il demandoit à être rétabli dans sa Vice Royauté. Ce mémorial acheva de le perdre ; de sorte qu'au com-

mencement du mois de Février il reçut un ordre pareil à celui du Comte de Monterey, de s'en aller à ses terres d'Andalousie. On lui donna huit jours pour se préparer à son départ, mais il ne put obtenir d'aller dans une autre province où il n'y eût point de peste.

Cet exemple parut rigoureux contre un homme qui ne demandoit qu'à se justifier dans un pays où l'on voit tous les jours des Vice Roys dignes de perdre la tête justifiés et même récompensés par un usage qui semble être passé en une manière de loy. Mais on avoit tellement prévenu le Roy sur cette affaire, que la Reine lui demandant s'il étoit vray que le Duc de Veraguas fût exilé, il répondit qu'oüy, et qu'on chasseroit de même tous ceux qui en parleroient; peu auparavant le Duc de Osuna étoit tombé dans une disgrâce qui n'avoit rien de commun avec les précédentes,

et dans la quelle personne ne le plaignoit parcequ'il se l'attira par la même conduite qui luy a fait des affaires dans tous les états où il s'est trouvé. Il négligeoit beaucoup sa charge de grand écuyer de la Reine, et n'avoit seulement pas daigné la suivre à l'Escurial, de sorte qu'au retour, le Roy le fit avertir qu'il eût à servir avec plus de soin ; depuis il luy fit déclarer par un billet du Secrétaire d'Etat que s'il ne servoit mieux, on disposeroit de sa charge en faveur d'un autre. Peu de jours après cet avertissement il y eut une grande comédie au Palais, où le Roy défendit qu'on se mît sur le théâtre. Le Duc de Osuna qui en étoit averti comme le reste de la Cour, eut la hardiesse de s'y placer comme pour braver la défense, mais au sortir il reçut un ordre de n'entrer plus au Palais, ny au Conseil d'Etat. Deux mois après il fut rétabli dans

toutes ses fonctions à la prière de la Reine.

Lorsque le premier ministre rompit avec la Reine Mère, il paroissoit assez le maître de la personne et des sentimens du Roy, qu'il tenoit enveloppé par un Confesseur tout à luy, et par Dom Jeronimo de Eguya, les seuls qui pouvoient voir ce Prince dans tous les moments. Les officiers qui approchoient sa personne, suivoient cette dépendance, et si quelques uns des gentilshommes de la Chambre, qui servent chacun leurs jours, étoient dans des intérêts contraires, ils n'osoient parler peur de se perdre.

Dans cette situation il étoit facile de donner des impressions au Roy ; l'on eut moyen de luy renouveler les anciennes aversions contre la Reine Mère, attribuant aux fuites de sa Régence les désordres de l'Etat, et comme il est ordinaire de ne point aimer ceux qu'on a outragé,

on le faisoit entrer dans ce sentiment en luy persuadant qu'elle ne pouvoit oublier ce qu'elle avoit eu à souffrir du temps de Dom Juan, sous le nom et sous les ordres du Roy. Cette Princeesse naturellement peu ambitieuse, ne trouvant rien autour d'elle sur quoy elle pût compter, aimoit mieux abandonner les choses, que de s'exposer à de nouveaux embarras dans un temps où tout paroissoit sans remède ; ainſy on crut que dans la fuite, elle ne pensoit plus qu'à vivre retirée dans son Palais, d'où elle ne sortoit que pour rendre des visites d'honnêteté au Roy et à la Reine, sans se mêler d'aucune affaire.

Pour tenir le Roy de tous côtés, il restoit au premier ministre d'avoir la Reine dans ses intérêts, ou au moins de la séparer de la Reine Mère. Dans cette vue on aigriſſoit le Roy sur beaucoup de petites choses dans les quelles cette jeune Princeſſe faute

d'une application assez exacte à s'observer elle même et les autres, pouvoit donner lieu aux impressions que l'on vouloit faire prendre au Roy contre elle.

En même temps on tâchoit de prévenir cette Princesse contre la Reine Mère, on l'allarmoit sur ses desseins, qu'elle continuoit toujours dans l'espérance de faire réussir un jour le mariage d'Allemagne; que pour y parvenir elle travailloit fourdement à la faire haïr du Roy son mary, à faire croire qu'elle n'auroit point d'enfans; on luy faisoit donner cet avis en confidence: les idées s'en augmentoient parmi ses femmes, qui s'effrayoient sans raison et qui effrayoient leur maîtresse.

Il sembloit que depuis que la Duchesse de Albuquerque étoit entrée au Palais, la Reine avoit dû compter sur l'attachement du premier ministre, et qu'elle luy auroit

dû assurer l'affection de Sa Majesté : cependant elle l'avoit toujours trouvé contraire à tout ce qu'elle souhaitoit, jusqu'aux moindres choses, c'est à dire que le Roy accordant d'abord ce qu'elle demandoit, n'avoit pas plutôt vû le ministre qu'il changeoit de volonté. La Reine n'étoit point assez appliquée pour en avoir un vray ressentiment, ny chercher les moyens de le faire sentir. De son côté elle gardoit quelque fois assez peu de mesures avec le Duc, parlant au Roy en faveur des personnes que le ministre n'aimoit point, sans s'apercevoir que sa recommandation inutile pour ceux qu'elle appuyoit, ne servoit qu'à la commettre avec le premier ministre, auquel le Roy en rendoit compte d'abord, de sorte que de part et d'autre la correspondance étoit mal établi, et la Reine se trouvoit avec peu de pouvoir auprès du Roy et sans autorité avec le ministre. On le vit

néanmoins avant l'exil du Comte de Monterey, faire une démarche qui sembloit tendre à persuader à la Reine son attachement pour elle. Il fit dire à son confesseur par celui du Marquis de Astorga, et par un autre encore, qu'il n'avoit point de plus forte passion que de donner à sa Majesté des marques de son obéissance en tout ce qu'elle luy feroit l'honneur de luy commander, priant le confesseur de l'en assurer, et qu'il attendoit ses ordres pour y obéir.

Ces religieux insinuèrent en même temps au confesseur, que pendant que le Duc de Medina Celi étoit entièrement dévoué aux volontés de la Reine, il voyoit avec déplaisir que sa Majesté s'attachoit à distinguer par de bons traitements et des marques de faveurs entre les dames qui l'approchoient, celles qui se trouvoient les plus contraires, marquant particulièrement la Comtesse de Monterey,

la Marquise de Liche, la Duchesse de Osuna, et même l'Ambassadrice de France. Qu'il auroit lieu de souhaiter non seulement que cette distinction ne se fît point, mais que ces dames n'approchassent point sa Majesté, faisant entendre en même temps que toutes les dames ne devoient pas indifféremment avoir la liberté d'entrer chez la Reine sans le choix et la permission de la Camerera Mayor. C'étoit une tentative pour tâcher à rendre maîtresse absolue de l'appartement et de la personne de la Reine cette Duchesse qui depuis la désunion de la Reine Mère et du premier ministre s'étoit entièrement donnée au dernier. Il étoit aisé de juger que ce dessein étoit le sujet de l'ambassade que l'on faisoit au confesseur, plutôt que l'envie de donner à la Reine de véritables marques d'obéissance.

Le Duc de Medina Celi pouvoit bien avoir quelques aversions pour

ces dames Espagnoles à cause de son opposition avec leurs maris, mais pour l'Ambassadrice de France qui n'avoit rien à démêler avec luy, il sembloit que c'étoit sans raison qu'il se déclaroit contre elle. Il devoit se souvenir que personne n'avoit plus contribué qu'elle et son mary à mettre d'abord la Reine en liaison avec luy, et à s'y maintenir dans la suite autant qu'il leurs avoit été possible.

Mais la rupture de ce ministre avec la Reine Mère avoit entièrement changé ce plan dans son esprit, et comme il étoit persuadé que l'Ambassadrice avoit formé et soutenoit toujours la correspondance entre les deux Reines, l'intérêt qu'il se faisoit de séparer la jeune Reine d'avec sa belle mère, luy faisoit voir avec aversion une personne qui entretenoit leur union. Il regardoit l'Ambassadeur de la même manière, et pour les éloigner tous deux autant qu'il

pourroit, il aigrissoit le Roy contre eux par des suppositions continuelles.

Ce n'étoit pas seulement à l'égard de l'Ambassadeur qu'il en ufoit de cette manière, mais soit par sa propre défiance, ou par le conseil de Eguya qui s'éloignoit de tout le monde pour le gouverner seul, tous les courtisans luy étoient suspects sans excepter ses plus proches, et il les représentoit sans cesse au Roy comme autant d'ennemis.

Il l'avoit tellement prévenu sur le sujet de l'Ambassadeur de France, qu'un jour il dit à la Reine qu'il luy soulevoit toute sa Cour, et qu'il aimeroit mieux une guerre ouverte avec la France qu'un ministre comme luy dans Madrid, joignant au discours, les marques de l'aversion qu'on luy inspiroit encore contre l'Ambassadeur, comme si elle avoit donné à la Reine des conseils dangereux, quoy que le Duc fut assuré qu'elle ne luy

inspiroit que de la confiance pour luy, et un véritable attachement pour le Roy, auprès duquel on attribuoit à l'Ambassadeur tous les mauvais succès au dedans et au dehors les mouvements, et toutes les intrigues de la Cour, ou supposées ou véritables; pendant qu'en effet il demouroit dans sa maison retiré, solitaire, hors d'état de voir personne, ny d'entrer en commerce avec les gens de la cour, fort éloignée de le vouloir recevoir, ou par l'aversion répandue contre la France, ou par la crainte de se rendre suspect au ministre.

Il est vray que l'Amirante, le Comte de Monterey, le Duc de Veraguas, le Prince de Astillano, lors qu'ils furent mécontents, souhaitoient de le voir en secret et en temps différents, dans la pensée qu'ils pourroient par son moyen trouver auprès de la Reine quelque appuy pour leurs intérêts; mais il demeura

ferme à ne vouloir se mêler d'autre chose qui pût regarder le gouvernement, à dire le vray il devoit moins que personne chercher à changer le ministre assez peu avantageux à l'Espagne pour être agréable à la France, dans l'antipathie qu'on attribue aux deux grandes nations.

Depuis un an que le Duc de Medina Celi étoit à la tête de la monarchie sous un Roy jeune qui luy laissoit la disposition de tout, on ne voyoit encore aucun fruit de ses soins pour le bien de l'état, aucune réforme de ce qui en causoit les maux, aucun établissement capable d'y mettre l'ordre et d'y redonner la force. Il suffisoit de ne point remédier à ces maux pour les voir augmenter, mais il sembloit qu'on y en vouloit encore ajouter de nouveaux.

Peu de jours avant que le premier ministre fut revêtu de ce grand

titre, on avoit publié le rabais de la monnoye de cuivre, comme je l'ay déjà dit : c'étoit un remède nécessaire, mais il fut appliqué d'une manière qui le rendit pire que le mal.

Par ce premier changement les monnoyes d'or et d'argent étoient réduites à la moitié de leur valeur précédente. Il en sortit hors du Royaume pour de très grandes sommes, dont les étrangers tirèrent des profits considérables.

Le commerce des laines de Ségovie, le seul presque dont les Espagnols tirent encore quelque argent, diminua considérablement par le rabais de la monnoye qui en fit doubler le prix, de sorte que les étrangers ne vouloient plus en acheter à moins que les Espagnols ne les diminuassent à proportion.* . . . et pensa soulever les côtes d'Espagne qui ne peuvent se passer des blés étrangers,

* Lacune apparente dans le manuscrit.

et de plusieurs autres marchandises de dehors nécessaires à la vie, ressentirent au double la chute par le désavantage des payements en or et en argent.

Mais le décry entier de la monnoye de cuivre qui se fit quelques mois après, depuis le ministère du Duc de Medina Celi acheva la ruine que le rabais avoit commencé. On prétend qu'il y en avoit en Espagne pour quinze millions d'écus, et comme le Roy ne satisfit point à la promesse qu'il avoit faite en la décrivant de la retirer des particuliers pour le prix de la valeur du métal, ces grandes sommes qui étoient en commerce par tout le Royaume devinrent une masse inutile entièrement perdue pour le Roy et pour ses sujets. Les administrateurs et les fermiers des deniers publics, qui n'avoient dans leurs caisses que de cette monnoye se trouvèrent insolubles et ceux des

particuliers furent réduits au même état.

Ainsy le Roy et les fujets furent également privés de leurs révenus, et par une dépendance nécessaire, tout le Royaume sans argent. On vit les banquiers manquer de fonds et de crédit pour satisfaire aux lettres de change, les marchands hors d'état de payer leurs dettes, et de faire payer ce qui leurs étoit dû, il falloit donner aux corps entiers des marchands des lettres de crédit pour quatre mois d'abord, et les continuer en suite sans qu'ils pussent néanmoins se rétablir, parceque l'argent manquant toujours, le commerce demeuroit toujours également interrompu. Les étrangers trouvoient de nouveaux profits dans ce nouvel accablement de l'Espagne. Ils achetoient le cuivre décrié, à bas prix et l'envoyoient à Gènes, en Angleterre et en d'autres lieux où ils négotioient avec avantage ce métal

mêlé d'un alliage d'argent assez considérable.

Pendant que les étrangers emportoient nécessairement ce métal hors du Royaume, on déliberoit à Madrid durant sept ou huit mois ce que l'on en feroit. Il se présentoit des traitans pour entreprendre d'en séparer l'alliage d'argent. On fut long temps à conclure avec eux ; enfin l'on refusa le parti de celuy qui l'offroit le plus avantageux avec cent mil écus d'avance, et l'on traita avec celuy qui en offroit le moins, qui ne promettoit point d'avance et avoit déjà fait banqueroute : la raison d'une préférence si peu régulière fut que le banquier devoit beaucoup à Dom Pedro de Aragon, qui ne pouvoit en être payé qu'en luy procurant quelque ressource extraordinaire.

Dom Pedro de Aragon étoit du conseil, on y voyoit alors dans un même temps deux choses assez op-

posées, une disette d'argent extraordinaire, avec une extrême cherté de vivres et de marchandises ; l'une et l'autre allèrent si loin que l'on vit bientôt à Madrid un grand nombre de personnes engager d'abord, et ensuite vendre leurs meubles pour subsister, et ce fut aux étrangers un nouveau moyen de dépouiller les Espagnols, que la nécessité obligeoit à se défaire de leurs vaisselles d'argent, des pierreries et de ce qu'ils avoient de plus précieux pour beaucoup moins qu'ils ne valoient. Toutes ces richesses sortirent du Royaume sans qu'on y apportât aucun remède.

Parmi tant de dérèglements qui épuisoient l'Espagne, on ne pensa qu'à remédier qu'aux moindres, et l'on y remédia mal. Comme les Espagnols n'ont presque point de manufactures que pour les grises, étoffes de soye ou enrichies d'or et d'argent, et que tout ce que le luxe

et particulièrement la vanité recherchent le plus, vient des païs étrangers, qui par ce commerce font encore de grands profits sur les Espagnols, les ministres pour en arrêter le cours, se servirent du prétexte de régler le prix de toutes ces marchandises, qui depuis un an étoient enchéries de moitié. Ils publièrent sous de très rigoureuses peines, (ce qu'ils appellent pragmatique,) c'étoit une espèce de tarif qui donnoit le prix fixe à toutes choses, et à l'égard des marchandises de soye, d'or et d'argent qui venoient des païs étrangers, ce règlement les mettoit à plus bas prix qu'elles n'étoient dans le païs même, d'où on les faisoit venir.

Ils crurent par là en abolir l'usage, mais comme il ne s'en fait point d'autres en Espagne dont on puisse se servir en la place de celles là qu'on ne pouvoit s'en passer, que d'ailleurs beaucoup de choses nécessaires à la

vie manquoient à Madrid parcequ'au prix où on les avoit mifes, les marchands ne pouvoient y en apporter qu'avec perte, la pragmatique fut peu exécutée, et le règlement que les plus habiles ministres d'Espagne avoient concerté durant plus de six mois, qu'ils avoient publié comme le remède de tous les maux de la Monarchie, ne servit qu'à interrompre le commerce, à incommoder plusieurs particuliers et à décrir le gouvernement.

Madrid partageoit les maux de tout le Royaume, mais il sentoit encore ses incommodités particulières. Cette ville qui par sa situation et le génie de ses habitans n'a de commerce que celui qui peut l'épuiser, est plus chargée que ville du monde de droits d'entrées et d'impositions tant ordinaires qu'extraordinaires, si mal administrées que des grandes sommes qu'on en tire, peu de chose

tourne au profit du Roy et de la ville. Depuis quarante ans, elle a fourni à les Roys en différentes parts plus de trente millions de livres pour l'intérêt des quels à huit pour cent, l'on a donné à la maison de ville des rentes sur divers droits dont l'administration est si mal réglée qu'encore que depuis quelque temps ces rentes ayent été réduites à cinq pour cent ; elles ne se payent plus, et les particuliers qui ont fourni ces grandes sommes à la ville, perdoient en même temps les intérêts et le principal de leur argent.

La raison de cette ruine est la malversation des Corrégidors et des Régidors tellement autorisée par l'impunité, que les Régidors sont devenus perpétuels, qu'au lieu de quatre il y en a quarante, et que leurs charges se vendent jusqu'à cinquante mil écus.

Après de grandes rémontrances et

de longues délibérations sur ce désordre, on établit pour y remédier une Junte dont le Président fut Dom Lope de Los Rios, ministre d'une probité reconnue et d'une longue expérience dans les affaires de police, de finance et du gouvernement intérieur du Royaume. Il entreprit avec zèle une réforme si nécessaire, mais sa capacité et ses bonnes intentions devinrent inutiles par les oppositions secrètes de divers ministres intéressés à fomenter cette ruine publique, dont ils tiroient sous mains des profits considérables. Ce n'étoit pas les seules raisons qui contribuoient à la pauvreté de Madrid et de toute l'Espagne. Dans un temps où la flotte et les galions de l'année dernière avoient apporté des Indes près de trente millions d'or, on sçait que de ces grands trésors des Indes, plus des deux tiers passent d'abord aux païs étrangers sans entrer en Espagne pour le retour

des marchandises que diverses compagnies et plusieurs particuliers envoient aux Indes pour leur compte sous le nom des Espagnols qui leurs aydent encore publiquement à frauder le droit de cinquième qui est dû au Roy de tout l'argent qui vient des Indes.

Mais un commerce plus obscur, aussi profitable à la France qu'il est devenu nécessaire à l'Espagne depuis long temps est encore une des causes plus essentielles de son épuisement. Comme le país est extrêmement dépeuplé, et que le peu d'habitans qui y reste, ou par fainéantise, ou par vanité néglige la fatigue de toutes les occupations basses ou pénibles. Un grand nombre de pauvres françois se trouvent répandus par tout, dont le travail et l'industrie doivent fournir à ce que négligent les Espagnols. Comme ils en ont la peine ils en tirent le profit, et quelque petit qu'il

paroisse par le peu que gagne chacun d'eux en particulier, il monte à des sommes prodigieuses par leur grand nombre. On en a compté dans les dernières années jusqu'à soixante dix mil, chacun d'eux sans se domicilier en Espagne y demeurer seulement autant de temps qu'il faut pour en tirer de l'argent, d'autres succèdent à ceux qui se retirent, et ce peuple ambulant composé de gens qui entrent sans cesse en Espagne et en sortent de même, ne laisse pas de remplir toujours à peu près ce grand nombre dont le pais ne se peut passer.

Il est difficile de sçavoir précisément les sommes qu'ils en tirent, mais quand chacun d'eux l'un portant l'autre, n'envoyoit hors d'Espagne chaque année que dix pistoles, ce seroit sept à huit millions de livres. Il est certain que les plus misérables d'entre eux n'en emportent pas moins,

et que plusieurs en tirent davantage. Des provinces entières de France qui d'elles même ont peu de commerce s'enrichissent de celui là, d'autant plus considérable, que ceux qui le font, tirent ces grands profits de l'Espagne sans y porter d'autres fonds que leur industrie et leur travail.

On peut juger de l'état du reste de l'Espagne par celui où Séville se trouve réduit; cette ville puissante par sa grandeur, par le nombre de ses habitans, par des richesses amassées depuis tant de siècles, par l'abondance de son terrain, par sa rivière et le voisinage de la mer, qui lui donne de si grands avantages pour le commerce de tout le monde, et surtout par celui des Indes, est depuis l'année* réduite au quart de ses habitans et n'a pas de son terrain la vingtième partie de

* Cette date manque dans le manuscrit, mais nous n'avons pas cru devoir la suggérer.

cultivée de ce qu'il étoit alors, de sorte qu'encore que depuis ce temps les droits et les impositions soient augmentés au triple, la diminution des peuples et les non valeurs font qu'on n'en tire pas le tiers de ce que l'on en tiroit auparavant.

C'est ce qu'un député du commerce de cette ville vint représenter avec beaucoup d'autres circonstances en l'année 1680. Il est à croire que si cette ville, une des plus riches du monde il y a cinquante ans, et qui peut avoir tant de ressources, se trouve si accablée, le reste de l'Espagne ne l'est pas moins.

Les revenus du Roy dans l'Espagne même, en y comprenant l'argent qui vient des Indes, montent à vingt sept millions, sept cent mil ducats d'or qui font monnoye de France près de soixante dix millions de livres, dont la plus grande partie est tellement engagée qu'il n'en reste pas le

tiers au Roy, surquoy il doit payer toutes les dépenses de sa maison, de ses armées, les gratifications qui sont immenses, les pensions qui une fois créées ne reviennent presque jamais au Roy ; d'ailleurs il faut de temps en temps envoyer des sommes considérables en Flandres, quelque fois à Milan et à Naples, où tous les domaines étant engagés, le surplus, ne suffit pas aux dépenses nécessaires et à l'avidité des Viceroy et des Gouverneurs.

Ceux qui n'ont point vû l'Espagne en cet état auront de la peine à le comprendre. Le peu d'argent qui reste après tant de manières de le consumer, est encore partagé entre un nombre infini d'officiers et de ministres employés dans les conseils et dans les affaires de justice, de police et de finances, qui sans s'enrichir ruinent le Roy à un point que souvent la subsistance nécessaire manque

dans sa maison. On vit au commencement de l'année 1681, toutes les livrées de son écurie désertées, après qu'il leurs étoit dû plus de deux ans de ce qu'on leurs doit donner chaque jour pour vivre.

Les rations que l'on donne à toutes les personnes du Palais jusqu'aux femmes de la Reine, manquèrent aussi, et la table des gentilshommes de la Chambre, l'unique qu'entretenne le Roy, fut un temps sans être servie, et l'on ne trouvoit point d'argent pour les moindres dépenses.

Sur les frontières du royaume le peu de troupes qui restoit ne vivoit qu'à peine ; sur celle d'Estramadura, d'autant plus importante que les Portugais y ont plusieurs bonnes places, et peuvent en peu de temps faire marcher dix ou douze mil hommes, les places Espagnoles ruinées et sans réparation, depuis long temps n'étoient gardées que par deux régiments d'in-

fanterie, foibles et peu complets. La cavalerie presque toute démontée, souvent sans fourrage, et tous depuis un an n'avoient touché qu'un mois de paye.

Les frontières de Navarre et de Biscaye n'étoient guère mieux gardées, et l'on vit à la fin de l'année 1680, les gouverneurs de St Sébastien et de Fontarabie, venir à la Cour représenter qu'eux et leurs garnisons périssent de misère, si l'on pouvoit appeler garnison le peu qui restoit de ces soldats vieux ou mariés qui restoit dans ces deux places, d'où tous ceux qui étoient jeunes ou libres, avoient désertés. Après plusieurs mois de sollicitations, ces gouverneurs furent renvoyés avec des promesses qui n'eurent point de succès.

Pour assurer la Navarre contre les bruits répandus alors de quelques desseins de la France de ce côté là, on nomma Vice Roy en la place du

Comte de Fuenfalida le Grand Prieur de Castille, Dom Inigo de Valendia, vieux gentilhomme qui avoit servi autre fois avec réputation de valeur. Il refusa d'abord cet employ, remontrant l'impossibilité de soutenir cette province sans troupes, sans argent, sans fortifications. On luy promit tout, et on leva six ou sept cent hommes dans la Castille, que l'on envoya à Pamplona.

Quoy que les troupes de Catalogne soient payées de l'argent de la province, il étoit administré avec si peu d'ordre qu'elles manquoient de subsistance.

De Flandres, le Prince de Parme demandoit sans cesse des fonds pour se mettre en état de soutenir ce qui y restoit aux Espagnols en cas de rupture avec la France, qui souvent paroissoit mal satisfaite d'eux.

Pour fournir à tant de besoins

on chercha les moyens de remettre de l'argent où il étoit nécessaire. On publia même que les traités en étoient faits, qu'on remettroit en Flandres cent mil écus par mois, quarante mil écus en Navarre, et soixante mil en Catalogne, mais hors ce dernier traité, qui eut quelque suite parceque la province donnoit les fonds, les deux autres furent sans effet, et la nécessité étoit alors si grande que le Roy voulant faire le voyage d'Aranjuez après Pâsques de l'année 1681, ce fut une assez grande affaire de trouver cent cinquante mil écus qui sont réglés sur l'état de sa maison, pour la dépense de ce voyage ; de sorte qu'étant arrivé alors quelques mouvements du côté du Portugal qui firent penser à y envoyer des troupes, lorsque le ministre dit au Roy qu'il leurs falloit donner de l'argent, il répondit d'abord que surtout on ne donnât pas l'argent de

son voyage d'Aranjuez, persuadé que si l'on en dispoſoit il n'en trouveroit plus d'autre.

On avoit eu nouvelles depuis quelque temps, que l'Electeur de Brandebourg s'étoit approprié le vaisseau enlevé par représailles aux Espagnols devant Ostende, avec tout les effets dont il étoit chargé. Il leurs avoit d'abord donné un terme de trois mois pour le retirer, en satisfaisant aux sommes qui luy étoient dûes. Pendant ce temps l'Ambassadeur d'Hollande qui étoit à Madrid, et l'envoyé d'Angleterre, négocièrent inutilement pour trouver quelque ajustement à cette affaire. L'Electeur de Brandebourg ne voulut point rendre le vaisseau sans être payé de huit cent mil écus qu'on luy devoit, ainſy sa prise luy demeura, et les Espagnols pour leur honneur publièrent qu'ils n'avoient voulu entrer en aucune

négociation qu'auparavant il ne leurs eût restitué.

Ils avoient terminé avec le Roy très chrétien, la difficulté sur le titre de Duc de Bourgogne, en convenant que le Roy d'Espagne ne le prendroit point dans les actes qu'il exerceroit par écrit avec la France. Le pouvoir des commissaires pour les limites en Flandres furent réformés sur ce pieds, mais comme dans la suite, ceux de France tardèrent à se rendre à Courtray pour travailler à cette dépendance du traité de paix de Nimègue, les Espagnols en prirent ombrage et firent des plaintes à l'Ambassadeur de France à Madrid. Ils se plaignirent encore d'une prétendue descente du Comte d'Estrée dans les Indes, marquant dans les mémoires qu'ils en donnèrent, qu'il s'étoit emparé du Port de Gouyra, mais ce fait se trouva supposé, et l'on sçut peu après

que le Vice Amiral avoit paru sur les côtes de l'Amérique Espagnole, avec toute la régularité qu'on doit observer dans la paix.

Les Espagnols qui ne sont pas si exacts, commencèrent en Flandres à redresser les fortifications de Bouines, qui par le traité de Nimègue devoient demeurer rasées ; le Roy en fit faire des plaintes au Prince de Parme Gouverneur des Païs Bas, et sur ce qu'elles n'eurent point d'effet. Il commanda des troupes pour le premier de Mars qui devoient entrer en Flandres et faire justice de cette infraction. La crainte de leur marche fit faire aux Espagnols ce que la raison et l'équité n'avoient pû obtenir d'eux, et ils abandonnèrent cette entreprise.

Vers le quinzième de Mars de cette année, ils reçurent une nouvelle désagréable, du côté d'Afrique, d'où ils sçurent par la voye de Cartagène

que le Marquis de Algava gouverneur d'Oran étant sorti de sa place avec cent cinquante chevaux et trois cent hommes de pied, pour charger quelques Mores qui étoient venu faire des prisonniers dans quelques villages des environs, avoit donné imprudemment dans une ambuscade, où il avoit été tué et presque tous ses gens pris et taillés en pièces. On avoit nommé quelque temps auparavant, pour luy succéder, le Comte de Cifuentes qui sortoit du gouvernement de Malaga, mais sur quelques prétentions qu'il eut d'être remboursé de quelques dépenses qu'il avoit fait pour le service du Roy dans ce gouvernement, il fut révoqué de celui d'Oran auquel il étoit destiné, et le Comte de Mondova nommé pour y aller en sa place, et sur la nouvelle de la mort du Marquis de Algava on le fit partir pour s'y rendre incessamment.

La Cour d'Espagne accoutumée à

mépriser les maux éloignés, se consola facilement de cette perte, mais en même temps elle tomba dans un grand embarras par la nouvelle de Portugal, qu'apportèrent coup sur coup différents couriers de l'Abbé Masserah, Envoyé d'Espagne à Lisbonne. Il mandoit que les Portugais venoient d'avoir avis par un vaisseau, que le sixième d'Août de l'année précédente, le Gouverneur de Buenos Ayres ayant joint à sa garnison un grand nombre d'Indiens ramassés, avoit surpris le fort commencé depuis peu par les Portugais dans l'Isle de St Gabriel, situé à dans la rivière de La Plata ;²³ qu'il avoit taillé en pièces trois cent hommes qui le gardoient, emmené prisonnier le gouverneur et ce qu'il y avoit d'habitans, que sur cette nouvelle le Prince Régent avoit fait marcher quatre cent chevaux avec les quatre vieux régimens d'infanterie de Lis-

bonne, et commandé les milices du royaume ; que ces troupes avoient leur rendezvous à Elvas, et qu'on travailloit à des magasins pour leur subsistance, qu'enfin tout se dispoſoit à une rupture, adjoutant par son dernier courier, que le Prince de Portugal luy avoit refusé l'audiance.

Pendant que les Portugais sembloient prendre si brusquement le parti de la guerre, ils ne donnoient à leur Envoyé à Madrid, aucun ordre sur une conjoncture si importante, comme s'ils eussent voulu surprendre les Espagnols dans leur païs, de la même manière que ceux cy les avoient surpris dans les Indes. Les ministres de Madrid étonnés d'un mouvement si prompt, cherchèrent d'abord à l'arrêter, en faisant agir l'Envoyé d'Angleterre auprès de celui de Portugal, et luy dire que le Roy de la grande Bretagne ayant été le médiateur de la paix, entre l'Espagne

et les Portugais, ces derniers ne pouvoient la rompre par aucune voye de fait que de son aveû, qu'autrement de garant de la paix et d'allié qu'il étoit, il deviendrait leur ennemy, luy faisant considérer encore, que par l'alliance faite depuis peu entre l'Espagne et l'Angleterre, le Roy son maître étoit engagé à se déclarer contre tous les ennemis de l'Espagne.

L'Envoyé de Portugal répondit à celui d'Angleterre en des termes qui durent luy faire connoître combien il étoit sorti de son caractère, en luy tenant le discours de son chef, et sans un ordre exprès du Roy d'Angleterre, dont il paroissoit en cette rencontre moins l'agent que celui des Espagnols. Il adjouta à cette réponse une protestation par écrit, contre la prétention de l'Envoyé d'Angleterre, déclarant qu'il ne pouvoit par aucun droit empêcher celui qu'avoit le Prince son maître, d'agir par les armes contre les

Espagnols, qui les premiers avoient rompu la paix.

Jusqu'alors il étoit dans l'incertitude du parti qu'on prenoit sur cette affaire en Portugal, d'où il n'avoit point eu encore de nouvelles. Il en reçut peu de jours après, avec ordre de demander aux Espagnols une satisfaction entière dans le terme de quinze jours, au bout des quels s'ils ne la donnoient, on la chercheroit par les armes. Pour cette satisfaction le Portugal demandoit que le Roy d'Espagne fit châtier le gouverneur de Buenos Ayres, qu'on remit en liberté celui du fort de Saint Gabriel, qu'on rendit les prisonniers, le canon, les munitions prises dans le fort, où tout seroit reporté, que s'il avoit été démoli, l'on eu rendît la place, et en cas que les prisonniers eussent été envoyés en Espagne, on reçut la nouvelle garnison que le Portugal y enverroit, et que des ordres que le Roy

d'Espagne envoyroit pour cette satisfaction, on en donneroit un double, afin que le Prince de Portugal le pût envoyer ainsy qu'il le jugeroit à propos.

Les délibérations du Conseil de Madrid furent grandes durant trois jours, sur une demande si pressante. Elles se déterminèrent enfin à donner un écrit en forme de manifeste, contenant tout ce qui s'étoit passé depuis un an entre les deux couronnes touchant l'Isle de St Gabriel, et toutes les preuves que l'Envoyé d'Espagne avoit donné à Lisbonne, pour justifier qu'elle appartient incontestablement aux Espagnols par la division faite entre eux et les Portugais en vertu de la Bulle du Pape Alexandre Sixième, et par cent quatre vingt six ans de possession qui l'avoient suivie. Ils y envoyèrent ensuite la déclaration et la menace de l'Envoyé de Portugal, si l'on ne satisfaisoit pas son maître dans vingt jours, et finissoient

par la réponse du Roy d'Espagne, qui ne consistoit qu'à assurer que sa Majesté Catholique avoit un extrême désir de conserver la paix et la bonne correspondance des deux couronnes, qu'il l'avoit toujours entretenüe avec soin, et qu'il continueroit avec la même application à la maintenir.

Ce papier fut envoyé aux ministres des Princes étrangers qui étoient à Madrid, avertissant ceux du Nord, qu'ils pourroient l'envoyer à leurs maîtres par un exprès qu'on dépêcheroit pour joindre l'ordinaire de Flandres. Peu d'heures après, l'on envoya ches les ministres reprendre ce papier pour y corriger quelques choses, et le lendemain on le leurs rendit avec cette différence, qu'on y avoit supprimé la menace de guerre de l'Envoyé de Portugal, et on ajoutoit que le Roy d'Espagne envoyroit incessamment à Lisbonne un Ambassadeur pour traiter l'accommodement

de ce démêlé. La résolution paroiffoit plus honnête, et pour en couvrir la foibleffe on vouloit quelques jours après, ajouter encore au papier, qu'elle avoit été prise à l'instance qu'en avoit fait le Nonce de la part du Pape, mais le Nonce déclara qu'il n'en étoit rien, et qu'il ne pouvoit avoir eu d'ordre de Rome sur une affaire qui n'avoit paru que depuis quelques jours.

Le Duc de Grovenazzo fut nommé pour cette Ambassade, et n'eut que deux jours pour se disposer à partir. Sitôt qu'il fut arrivé à Lisbonne il eut audience du Prince Régent, qui luy donna pour commissaires le Duc de Cadaval et le Marquis de Fronteyra. Il leurs parla d'abord comme un homme qui ne vient que pour faire des plaintes et demander satisfaction, mais on ne luy répondit qu'en demandant de nouveau, celle que l'Envoyé de Portugal avoit déjà

pretendue à Madrid. Après quelques jours de négociations inutiles, il fut obligé de l'accorder. Pour en avoir la ratification il envoya un courrier à Madrid. On s'y plaignit de luy comme d'un homme qui avoit trahi l'honneur et les intérêts de l'état, en concluant un accommodement honteux, au delà de ses instructions et de ses pouvoirs. Pendant ces plaintes en l'air qu'on donnoit seulement à une vaine réputation, l'on ne différa pas un moment à luy envoyer la ratification, et personne ne douta qu'il n'eût emporté de Madrid les ordres et les pouvoirs sur lesquels il avoit conclu si promptement une affaire qu'on ratifioit si volontiers.

Ainsy on vit l'Espagne qui venoit de déclarer par toute l'Europe que l'Isle de St Gabriel luy appartenoit, la rendre un mois après aux Portugais qui l'avoient prise, et faire toutes les satisfactions comme si euxmêmes

eussent été les usurpateurs, et toute l'Europe, attentive à un démêlé ou la rupture paroïssoit inévitable, fut surprise de la voir finir en un instant d'une manière si peu attendüe.

Il y eut alors en Espagne quelques changements dans les gouvernements; celui de Malaga et le commandement de la côte de Grenade, que quittoit le Comte de Cifuentes, fut donné au Comte de Palina, neveu du Cardinal Porto Carrero, et le Comte de Fuenfalida, laissant la Vice Royauté de Navarre au grand Prieur de Castille, passa à celle de Galice, et le Duc de Lüras²⁴ fut nommé Vice Roy d'Aragon après le Connétable Colonna, qui depuis quelque temps étoit à Madrid, occupé de deux grandes affaires, celle du mariage de son fils aîné avec la fille du Duc de Medina Celi, et celle de réduire sa femme à un état fixe qui pût les mettre tous deux en repos.

Elle étoit depuis quelques mois prisonnière au Château de Ségovie, où la solitude, les incommodités du lit, l'indigne traitement de ceux qui la gardoient, pouvoient la jeter dans des résolutions extrêmes. Il sembloit que la Reine fut engagée de la retirer de cet état où on l'avoit mise contre la parole donnée à sa Majesté. Elle chargea son Confesseur d'agir auprès du Connétable Colonna pour obtenir de luy, que sa femme pût sortir de prison pour aller en Italie, ou demeurer à Madrid dans un couvent. Sa négociation dura quelque temps par le chagrin qui se trouvoit entre les deux parties, et l'éloignement de leurs intentions, mais enfin ne trouvant point d'autres moyens de sortir de la prison, elle convient de demeurer à Madrid pour entrer dans le couvent de la Conception, de l'ordre de S^t Hiérôme, et d'y prendre l'habit en arrivant. Le Connétable s'obligeant

de son côté, à se lier par des vœux à l'ordre de Malthe. Elle prit l'habit et en même temps sa résolution de ne faire jamais profession, quoy que le Connétable eut fait venir de Rome une dispense qui luy permettoit de la faire avant l'année de son noviciat, mais la voyant dans des sentimens entièrement opposés, il termina le mariage de son fils aîné avec la fille du premier ministre, et trois jours après il partit pour aller en Italie, en menant ses enfans avec sa belle fille, laissant sa femme dans le couvent, incertaine de sa condition, misérablement logée, avec peu de moyens pour vivre pour une femme de sa qualité, et dans un état digne de compassion.

Durant l'automne précédent, le Roy avoit souhaité d'aller à Aranjuez, il ne l'avoit pû faute d'argent, mais au commencement d'Avril de l'année 1681 il y alla passer cinq semaines avec la Reine, suivant l'étiquette,

c'est à dire suivant une coutûme établie depuis Philippe II, et passée en une espèce de loy qui règle tous les pas du Roy d'Espagne le long de l'année, les chapelles, les processions, les chasses, les promenades, les changements d'habits et d'appartements, et mille choses de moindre conséquence, à plus forte raison les voyages, et le séjour qu'on y doit faire.

Les plus grands de ces voyages sont celuy de l'Escorial au mois d'Octobre, et celuy d'Aranjuez au mois d'Avril, chacun de sept lieues. Lorsque leurs Majestés allèrent au dernier, on vit durant le chemin, des seigneurs de la cour déguisés en valets, le visage à demi couvert d'un bonnet à l'Angloise, suivre les carrosses des filles d'honneur de la Reine, pour galantiser leurs maîtresses qui étoient de ce nombre.

Le Roy depuis quelque temps avoit

défendu plusieurs fois, particulièrement aux gens mariés, ce qu'on appelle à Madrid *Los Galanteos de Palacio*,²⁵ c'est à dire l'attachement pour les filles du Palais, sans prétention de les épouser ; mais malgré cette défense l'on voyoit des premiers seigneurs de la cour, mariés, agés, et quelques uns grands pères, ruiner leurs maisons par ces amours bizarres qui leurs attiroit tout ce que la jalousie de leurs femmes et la division domestique pouvoit avoir de plus fâcheux.

Cette galanterie du Palais, semble moins un plaisir qu'une maladie répandue parmi les courtisans. Le commerce en est fort imaginaire. Il consiste à s'aller montrer dans une place devant le Palais, et là, dedans un carrosse, parler par signe à une maîtresse qui répond de même d'une fenêtre fort haute. Les moments les plus heureux se trouvent dans

quelques jours de cérémonies publiques, où l'on peut aborder sa dame et luy parler devant tout le monde.

Il a toujours été permis de servir ainſy les filles d'honneur de la Reine que l'on recherchoit en mariage, mais dans le Règne préſent, les filles de la Reine ont des galants mariés, en reçoivent des préſents d'habits et de pierreries, des régals continuels, des plats qu'ils leurs font ſervir, et quelqu'un^{es} ont été juſqu'à prendre des ſommes conſidérables de ces amants. Au voyage d'Aranjuez, les Ducs de Montalto et de Medina Celi, tous deux mariés, portèrent leurs galanteries encore plus loin, car n'ayant point de charges à la cour qui puſſent leur donner prétexte d'y demeurer, ils y tinrent toujours deux gentilſhommes avec des équipages, des cuſiniers, de la vaiſſelle d'argent, et tout ce qui pouvoit contribuer à régaler leurs maîtreſſes et les ſervir.

Telle étoit la disposition de la Cour d'Espagne au mois de May de l'année 1681. Le Roy depuis fix mois étoit entré dans sa vingt unième année.

Comme dans le cours de ces Mémoires j'ay souvent parlé des Conseils et des Tribunaux de Madrid, je croy devoir expliquer icy leur nombre et leur étendue et marquer les principaux ministres qui les composent.

CONSEIL D'ÉTAT.

Le Roy est Président de ce Conseil, où le nombre des Conseillers n'est point réglé. Ils prêtent le serment entre les mains de leur Doyen, et leur séance est selon qu'ils entrent, sans égard à l'ancienneté. Les Conseillers et les Secrétaires d'Etat sont sur des bancs à dos, avec chacun un carreau, les premiers au deux côtés de la table, et les autres aux deux bouts. Si le Roy y assistoit on lui

mettroit une table séparée au haut bout de celle des conseillers, lesquels n'auroient alors que des Escabelles, et les Secrétaires d'Etat seroient debout. Le Conseil s'assemble toujours le Mardy et le Jeudy après midy, le Samedi matin et soir. Tout Conseiller d'Etat est du Conseil de Guerre et y entre quand il veut, et quand il y a plein Conseil de Guerre, les Conseillers d'Etat y sont toujours appelés.

Toutes les grandes affaires du gouvernement passent par le Conseil d'Etat qui a le droit de donner son avis au Roy sur quelques matières que ce soit, quand même la connoissance en appartiendroit à quelque autre tribunal.

Les Conseillers sont présentement,

Le Duc de Medina Celi qui n'entre plus au conseil depuis qu'il est premier ministre.

Le Connétable de Castille qui en est Doyen, il est aussi grand fauconnier, et tire de grandes sommes du Roy, par ses charges et par d'autres bienfaits.

L'Amirante de Castille, grand écuyer du Roy, âgé de plus de soixante ans, grand, bien fait et de bonne mine pour son âge, bel esprit, galant, faisant des vers, moins appliqué aux affaires qu'à une oisiveté agréable et à des plaisirs renfermés dans un jardin délicieux où il passe la plus grande partie de sa vie.

Le Duc de Alba âgé de soixante dix huit ans, grand Seigneur, incommodé dans ses biens, il jouit de beaucoup de bienfaits de la Cour.

Le Marquis de Astorga, âgé de soixante dix ans, homme de plaisir et agréable.

Dom Pedro de Aragon, âgé de près de quatre vingt ans, autre fois Général de la cavalerie sous le nom de Marquis de Pouart, fut pris, vou-

lant secourir Perpignan, et demeura quelques années prisonnier en France; depuis, il fut gouverneur du Prince Balthasar,²⁶ après la mort du quel il demeura éloigné de la Cour, jusqu'à ce que le Roy Philippe IV. étant mort, il fut envoyé Ambassadeur à Rome, d'où il passa à la Vice Royauté de Naples et rapporta de ce dernier employ, de grandes richesses, qu'il a mieux conservé que ne font d'ordinaire les Espagnols.

Le Prince de Astillano Duc de Medina de los Torres, âgé de quarante cinq ans, a passé toute sa vie à Madrid, sans autre occupation qu'une extrême paresse, dans laquelle il ne trouve que rarement le temps d'aller au conseil, jamais celuy de faire ou de recevoir des visites; il a néanmoins de l'esprit et pourroit avoir de la capacité, sans une conduite déréglé qui d'ailleurs le rend pauvre dans de très grands biens.

Le Comte de Chinchon, autre fois appelé le Marquis de Bajina, a commandé long temps les galères d'Espagne. Il est âgé de plus de soixante dix ans.

Dom Louïs Porto Carrero, Archevêque de Tolède, âgé de cinquante cinq ans, grand Seigneur par ses bénéfices.

Le Duc de Osuna, autre fois Vice Roy de Catalogne, Gouverneur de Milan, Président des Ordres, et maintenant grand écuyer de la Reine, très grand Seigneur et très riche, âgé de cinquante ans.

Dom Vincent de Gonzaga des Princes de Guastalla, âgé de soixante seize ans, a été élevé dès sa première jeunesse à la Cour d'Espagne, a passé par divers emplois de paix et de guerre, a été Vice Roy de Catalogne et ensuite de Sicile, d'où il fut appelé par Dom Juan d'Autriche pour

entrer dans le Conseil d'Etat. Il a de l'esprit, de l'expérience et des manières agréables, homme de bien, pauvre, et point marié.

Le Marquis de Liche, âgé de quarante cinq ans, présentement Ambassadeur à Rome, grand Seigneur, riche, dépensier et avare.

Le Marquis de Los Balbases, Génois, âgé de cinquante cinq ans, très riche et très oëconôme, a été gouverneur de Milan par interim, a passé par les Ambassades de Vienne, de Nimègue et de France.

Le Prince de Liche²⁷ mourut à Madrid à la fin de l'année 1679.

Le Marquis de Corralvo mourut à peu près dans le même temps, tous deux du Conseil d'Etat, tous deux gens de bien, et qui avoient long temps servi à la guerre.

Au mois d'Avril 1680 on nomma Conseillers d'Etat,

Dom Diego Sarmiento, Inquisiteur Général, homme de bien, attaché de tout temps à la Reine Mère.

Dom Melchior Navarra, homme de fortune, mais avec du mérite. Il n'a guère plus de cinquante ans, et à la fin de Septembre 1680 il a été nommé Vice Roy du Pérou.

Le Duc de Albuquerque, âgé de cinquante ans, Général de la Mer, parent du Duc de Medina Celi.

Le Marquis de Mansera, âgé de soixante ans, et de peu de santé, a été Ambassadeur en Allemagne, nommé à l'Ambassade de France. Il a été Vice Roy de la nouvelle Espagne, d'où il a rapporté de grands biens qu'il ménage avec soin, homme de mérite et de grand employ.

Le Marquis de Los Velez, Vice Roy de Naples, âgé de quarante ans, a épousé une sœur de la Duchesse de Medina Celi.

Le Duc de Villa Hermosa âgé de

cinquante ans, depuis peu, revenu du gouvernement de Flandre avec beaucoup plus de bien qu'il n'en avoit auparavant.

Le Comte de Oropeza encore jeune, d'une vie fort régulière, avec du mérite quoy qu'il n'ait pas encore d'employ.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

Dom Jeronimo de Eguya, Navarrois d'origine, né à Gènes d'un père qui étoit gentilhomme du Duc de Turfy; Dom Pedro Fernandes del Carpo dont il avoit été page, le fit commis, d'où étant monté à quelques Secrétariats, il fut tout d'un coup mis par commission dans celui d'état, quand on l'ôta à Dom Pedro Fernandez del Carpo, après la mort du quel il eut la charge en propre.

Il porte le titre de Secrétaire d'Etat del *Despacho Universal*, qui cependant ne luy donne pas entrée dans le

Conseil d'Etat, sa fonction étant attachée directement à la personne du Roy et du premier ministre. Il a son bureau dans le Palais, au dessous de l'appartement du Roy.

Tous les mémoriaux et placets qui se présentent au Roy et au premier ministre, reviennent au Secrétaire d'Etat pour les distribuer aux tribunaux ou conseils qui les doivent consulter, et lors que ces conseils ont délibéré sur ces mémoriaux, leur avis, qui s'appelle en Espagnol (consulte) retourne en ses mains pour en faire le rapport au Roy, du quel il reçoit la résolution appelée décret, qu'il renvoye ensuite à ceux qui le doivent expédier ; c'est ce qu'on appelle à Madrid, Memorial.

Les affaires des Ambassadeurs se donnent par écrit ; leur commissaire est toujours un Conseiller d'Etat. Elles montent et descendent comme je viens de dire, par le Secrétaire del

Despacho Universal, et ensuite le commissaire envoie les résolutions à l'Ambassadeur, signées du Secrétaire d'Etat du département.

Le Secrétaire del Despacho Universal, a entre les mains, el Bolfillo* dont il ne rend point compte. C'est un fond qui se tire de certaines amendes revenant au Roy, tant en Espagne qu'aux Indes. Il est destiné à des dépenses secrètes, pensions et gratifications.

Il y a deux sortes de Secrétaires d'Etat qui entrent dans le conseil.

L'on expédie toutes les affaires étrangères du Nord et celles de la Castille. C'est Dom Pedro Colonna, qui au commencement de l'année présente, fut fait Marquis de Canales, d'une famille connue depuis long temps dans ces emplois.

L'autre, expédie toutes les affaires d'Italie, de Sicile et d'Aragon, c'est

* The King's privy-purse.

Dom Manuel de Lyra, autre fois officier dans les troupes, puis introducteur des Ambassadeurs et depuis sept ou huit [ans] Envoyé extraordinaire en Hollande, d'où il est revenu prendre possession de cette charge de Secrétaire d'Etat.

Ces deux ministres dans leurs départemens, sont proprement entre le Roy et le Conseil d'Etat : ce sont eux qui reçoivent les décrets par lesquels le Roy renvoye les affaires au conseil pour les consulter, recueillent les voix, forment la consulte et la renvoye au Roy pour donner son dernier décret. Il arrive quelquefois dans les affaires importantes que les Conseillers d'Etat envoient leur avis par écrit.

Quand il faut assembler le Conseil d'Etat extraordinairement, le Roy en envoie l'ordre au secrétaire, qui le fait assembler sans en dire le sujet, il a même le pouvoir d'assembler le

conseil sans ordre, toutes les fois qu'il le juge à propos.

En l'absence du Secrétaire d'Etat le premier commis qu'on appelle Official Major fait sa charge.

Le Secrétaire d'Etat du Nord, a un premier commis et sept autres, entretenus par le Roy.

Celuy d'Italie, outre le premier commis, en a huit d'autres, aussy entretenus par le Roy.

Les Secrétaires d'Etat nomment ces commis au Roy, qui les agréent et leurs donnent des provisions.

CONSEIL DE LA GUERRE.

Le Roy est Président de ce Conseil. Les conseillers sont gens d'épée, qui doivent avoir servi dans les armées; le nombre n'en est point réglé. La séance est comme au Conseil d'Etat, sans autre ordre que celuy de l'entrée, mais dans le plein conseil de guerre, c'est à dire quand les Con-

seillers d'Etat sont appelés, ils prennent le haut bout ; ce conseil s'assemble tous les Lundis, le matin pour les affaires du gouvernement, et le soir pour celles de justice. Il y a deux secrétaires, l'un de terre et l'autre de mer, avec le même nombre de commis que les secrétaires. Quand ce conseil est assemblé pour des affaires de justice, un Assesseur du Conseil Royal y fait le rapport, et opine le premier avant le doyen du conseil.

Il y a des Juntas ou chambres, qui sont membres de ce conseil. Sçavoir, la Junte des flottes, celle des galères, celles des garnisons. Ce sont proprement des chambres fixes, dont le Roy nomme les officiers. Le premier ministre ou le Président de Castille, en sont les Présidents. On choisit les Conseillers dans le Conseil de Guerre, et dans quelques autres conseils. Ils prennent séance par ancienneté.

CONSEIL ROYAL DE CASTILLE.

Le Président de ce Conseil porte le titre de Président de Castille, c'est aujourd'hui l'évêque d'Avila, autre fois Général de la Mercy sous le nom de Père Jean Arsenio. Il a cette charge par commission, sous le titre de gouvernement de ce conseil, qui est composé de quatre chambres, entre lesquelles sont partagées toutes les matières dont il connoit dans l'étendue de la Castille. L'une de ces chambres est appelée la chambre des quinze cent pistoles; parceque l'on consigne cette somme pour y faire recevoir et juger de nouveau, des procès importans jugés aux Chancelleries de Grenade ou de Valladolid, qui sont les deux départements de Castille.

Depuis l'année 1609 on a partagé toute la Castille en cinq départements, attribués à cinq conseillers du conseil royal, qui doivent rendre compte au

conseil des excès et des injustices des juges et personnes puissantes, tant ecclésiastiques que séculières.

Le Président de Castille ne visite personne, et ne donne point la main chez luy. Quand il sort du conseil, les conseillers l'accompagnent à sa chaise jusqu'au bas de l'escalier ; tous les Vendredis après midy, il va avec le conseil rendre compte au Roy des affaires considérables qui s'y sont examinées. Un conseiller nommé par semaine, en fait le rapport sur lequel le Roy ordonne. Dans cette séance ils sont assis et couverts, mais quand le Roy entre, ils le reçoivent à genoux et découverts.

Cette séance finie, le Président de Castille entre avec le Roy dans une autre chambre, et l'entretient seul des choses qui peuvent concerner son service, la police et le gouvernement, c'est à dire sur des matières qui ne tombent point en formalités de justice,

mais aux quelles le Roy peut apporter ordre par son autorité.

CONSEIL DE LA CHAMBRE DE
CASTILLE.

Il y a un conseil particulier, appelé le conseil de la chambre de Castille, composé du Président de Castille et de trois ou quatre conseillers du Conseil Royal, selon qu'il plait au Roy de les nommer, où s'expédient tous les bénéfices à la nomination de Sa Majesté, toutes les grâces, titres et provisions des grandes charges et dignités, les ordres pour arrêter les grands d'Espagne, les lettres de naturalité, de légitimation et plusieurs autres de cette nature. Toutes les provisions et brevets des charges des conseils, chancelleries, et autres charges de justice qui montent à plus de soixante dix mil livres dans l'étendue du royaume de Castille, vieille et nouvelle, compris le roy-

aume de Léon, la Navarre, la Biscaye, le Guipuscoa et la province de Alava. Il revient au Roy des sommes considérables des charges qui se vendent, et des diverses grâces qui s'attachent par les mains de ce conseil.

CONSEIL SUPRÊME DEL'INQUISITION.

Le Président de ce Conseil porte le titre d'Inquisiteur Général, c'est présentement Dom Diego Sarmiento, âgé de plus de soixante ans. Les conseillers s'appellent Inquisiteurs et sont au nombre de six. Le Roy nomme le Président, le Pape le confirme, le Président consulte au Roy les charges d'Inquisiteurs, et y pourvoit avec son approbation. Ce tribunal connoit de tout ce qui regarde la foy, en quoy il adjoute l'autorité du Pape et celle du Roy, dont il use absolument, sans appellation même sur les biens confisqués de ceux qui sont ses justiciables pour la religion.

Dans tous les états du Roy d'Espagne, il y a vingt deux tribunaux qui dépendent de celui là. Ceux qui sont dans l'étendue d'Espagne, lui rendent compte tous les mois de l'état de leurs finances, et à la fin de chaque année de l'état des causes et des criminels. Ceux des Indes et des autres états éloignés, rendent compte de l'un et de l'autre tous les ans. Les charges de ces tribunaux inférieurs sont remplies par l'Inquisiteur Général avec l'approbation de son tribunal, dans lequel depuis l'année 1616, par concession du Roy Philippe III, il doit toujours avoir un des Inquisiteurs qui soit de l'Ordre de S^t Dominique. On ne sauroit dire précisément la quantité d'affaires qui dépendent de l'Inquisition. Dans l'Espagne seule, il y a plus de vingt mille de ceux qu'on appelle Familliers du S^t Office, qui sont comme des espions répandus par

tout, pour donner avis de tout à l'Inquisition, et pour aider à prendre les coupables.

CONSEIL DES ORDRES.

Ce conseil est établi pour le gouvernement temporel et spirituel, justice civile et criminelle, des Chevaleries de Saint Jaques, de Calatrava et d'Alcantara, dont le Roy est grand maître sous le nom d'administrateur perpétuel. Le Président est maintenant le Duc de Sesa de la maison de Cordova. Il y a avec luy, six conseillers des trois ordres de chevalerie que je viens de nommer. Chacun a des couvents de religieux et de religieuses qui font leurs preuves de noblesse, et portent la marque de l'Ordre. Ce conseil consulte au Roy les gouvernements privés et bénéfices dépendans de ces Ordres.

CONSEIL D'ARAGON.

Il y a un Président qui porte le titre de Vice Chancelier d'Aragon, c'est aujourd'hui Dom Pedro de Aragon, Conseiller d'Etat. Il y a aussi un Trésorier Général dont la charge est héréditaire dans la maison du Duc de Medina de las Torres; le Prince de Astillano, aîné de cette maison, la possède maintenant. Les conseillers au nombre de neuf, doivent être originaires des royaumes d'Aragon, Valence, et Catalogne, d'où dépendent les Îles de Sardaigne, Majorque, Minorque et Yviça. Tous ces pays étant compris sous le royaume d'Aragon.

Le conseil consulte au Roy dans toute l'étendue de sa juridiction; les Vice Royautés et Evêchés, et tout ce qui regarde les affaires ecclésiastiques et militaires, celles de police et de finances.

CONSEIL DE LA CRUSADE.

Ce Conseil est composé d'un Président qui porte le titre de Commissaire Général. C'est maintenant Dom Henrique Benavides, Patriarche des Indes, de deux conseillers du Conseil Royal de Castille, d'un conseiller du Conseil d'Aragon, et d'un autre du Conseil des Indes. Il est établi pour le gouvernement, justice et administration du droit appelé la *Crusada* ou Croisade accordé par le Pape aux Roys d'Espagne pour faire la guerre aux infidèles, et dont le revenu monte à plusieurs millions. Sa juridiction s'étend par tous les états des royaumes d'Espagne, hors ceux de Naples, de Milan, et de Flandres, où ce droit n'est point établi. On ne peut sans permission de ce conseil, publier de jubilé ny imprimer de livres d'église.

CONSEIL D'ITALIE.

Le Duc de Albe en est le Président, avec six conseillers appelés Régents, sçavoir deux pour les affaires de Naples, deux pour celles de Sicile, et deux pour celles de Milan, de chacun des deux il y en a un Espagnol et l'autre Italien, du país de son département. Ce conseil connoit de toutes les matières d'état, de justice et de grâces dans son étendue, et de tout ce qui regarde le fisc. Il consulte au Roy tous les gouvernements de places, hors quelques unes réservées au Conseil d'Etat, comme sont les châteaux de Naples. Il consulte avec le Conseil d'Etat, les Vice Royautés de Naples, de Sicile, et le gouvernement de Milanes, les évêchés, gouvernements de provinces chargés dans les conseils, celles d'artillerie, toutes les charges de justice, police et finances, et quelques unes de guerre,

dont dans les affaires de justice, le Président n'a point de voix.

CONSEIL DE FLANDRES.

Le Conseil est composé d'un Président et de trois conseillers, pour tout ce qui regarde les provinces des Pais Bas, qui appartiennent au Roy d'Espagne. Le Comte de Monterey en fut déclaré Président au mois d'Avril de l'année 1680.

**CONSEIL DE HAZIENDA OU DES
FINANCES.**

Le Président de ce Conseil est maintenant Dom Carlos Ramirez de Orellano. Ce conseil est composé de quatre tribunaux.

Le premier appelé proprement Conseil d'Hazienda ou de finance, est composé d'un Président et de huit Conseillers d'Epée. La fonction de ce Conseil est l'administration, recouvrement, et augmentation des finances du Roy. Les traités pour

les avances de la dépense de la maison du Roy, des armées, et autres dépenses, tant ordinaires, qu'extraordinaires, la création et augmentation des rentes qui proviennent de diverses conversions, grâces et privilèges du Roy.

Le Président, sur l'ordre de Sa Majesté, précédé de la consulte du conseil, expédie seul les ordonnances pour tout ce qui est dû d'appointements, de gages, gratifications, assignations, pensions, avis, ordonnances aux gens d'affaires pour être payés de leurs avances, et ce conseil a pour les expéditions deux bureaux de secrétaires, en chacun desquels il y a fix commis, sçavoir un, avec titre de premier, deux seconds, un troisième, et deux qu'on appelle entretenus.

Pour tenir les comptes et les registres de ce Conseil, il y a fix charges de contadors, dont cinq sont doublées, c'est à dire qu'il y a deux

contadors pour chacune, et la fixième est simple, qui est celle d'Escrivano Major, ou Greffier des rentes du Roy. Tous ces contadors qui sont au nombre de douze, assistent au conseil de finances, le matin debout et couverts, jusqu'à ce que le conseil leurs ordonne de sortir. Après eux entre les secrétaires, qui travaillent jusqu'à la fin du conseil.

Pour les procès et affaires de justice du conseil de finance, et du tribunal des Oydors, dont nous parlerons cy après, il y a quatre relateurs nommés par le conseil même, et plusieurs autres officiers inférieurs dont les charges se vendent.

TRIBUNAL DES MILLIONS.

Le Tribunal des Millions est distinct de celui des finances qu'on appelle millions. Il connoit du provenant des impositions sur le vin, la viande, le vinaigre, et l'huile, qui est

Cour d'Espagne. 337

très considérable. Ce tribunal est composé de quatre conseillers d'entre ceux des finances, et de quatre députés des états, appelés Commissaires.

TRIBUNAL DES OYDORS.

Il y a un autre Tribunal appelé les Oydors, qui doivent être fix, pour les affaires de justice que renvoye le conseil ou regarde le fisc, où le Président du Conseil assiste un jour de chaque semaine.

LA CONTADURIA MAJOR.

La Contaduria Major de Cumtas, est encore un autre tribunal, composé de quatre contadors majors et d'un fiscal, tous d'épée, pardevant lesquels sont appelés tous les trésoriers, receveurs, fermiers, administrateurs des deniers royaux, pour rendre leurs comptes, et généralement tous comptables jusqu'aux Ministres, Vice Roys, Ambassadeurs et

autres. Pour recevoir les comptes il y a vingt fix contadors de las Resultas, et seize de Titulo à la nomination du Roy, et autres seize à la nomination du Président des finances, quatre commis, pour donner les registres que demandent les contadors, un archivers ou garde livres, quatre portiers et un trésorier pour les restes des comptes, sur les quels on paye les gages du conseil. Cette charge se vend. Le Président assiste tous les Samedis à ce tribunal.

CONSEIL DES INDES.

Il est composé d'un Président, et d'un grand chancelier, douze conseillers, sçavoir quatre d'épée, et huit de robe, un fiscal, un lieutenant chancelier, un alguazil major, un trésorier, quatre contadors, vingt quatre commis, de deux secrétaires, cinq rateleurs, deux agents du fiscal, un avocat et un procureur des

pauvres, un historiographe, un géographe, un écrivain de armadas,²⁸ un premier commis, un second, dix portiers, un chapelain, un sacristain, un oydor, ou conseiller de la contratacion de Seville, qui est chargé de ramasser et de garder les loix et ordonnances des Indes, et ce oydor a quatre commis. Le Duc de Medina Celi étoit Président de ce Conseil avant que d'être premier ministre. Il en a gardé le titre avec les appointements, et en a cédé les fonctions par commission à Dom Vincent Gonzaga Conseiller d'Etat, qui porte le titre de Gouverneur du Conseil des Indes.

Ce sont les Indes appelées occidentales qui font la plus grande partie de l'Amérique. Elles furent découvertes en l'année 1492 par Cristophe Colomb, Génois, sur les ordres de Ferdinand Roy de Castille et d'Aragon. L'Amérique est si grande

qu'elle forme une des quatre parties du monde. Les Espagnols y possèdent seuls plus que toutes les autres nations ensemble, et comme ils furent les premiers qui découvrirent cette terre, inconnüe jusqu'alors, le Roy Ferdinand et la Reine Isabelle sa femme, obtinrent du Pape Alexandre VI, une bulle qui leurs en donnoient la propriété, les établissant, eux et leurs successeurs, Vice Roys perpétuels du Saint Siège dans tout le país, de sorte qu'ils en sont Seigneurs spirituels et temporels, jouïssants des dîmes et pourvoyant aux archevêchés, évêchés et autres bénéfices.

Comme ce país si vaste et si éloigné, a besoin d'une relation continuelle avec la cour d'Espagne pour en recevoir les ordres et entretenir la correspondance nécessaire, on a établi pour cela à Madrid le conseil dont je viens de parler, avec une chambre pour les finances, composée de trois

ou quatre conseillers des plus anciens de ce conseil même, pour délibérer sur toutes les affaires de finances concernant les Indes, dont les expéditions se font par les mêmes secrétaires du conseil. A Seville il y a aussi un conseil des Indes, appelé la Maison de Contractacion, qui a un Président, avec des conseillers d'épée et de robe, ces derniers sont pour les procès, mais les premiers connoissent de tout ce qui regarde les préparatifs et expéditions des flottes et galions; les appellations de ce Tribunal vont au conseil des Indes à Madrid.

C'est de cette Maison de Contractacion que dépend la direction, et que sortent les ordres pour tout ce qui va aux Indes et pour tout ce qui en vient. On en fait un registre qu'on envoie avec les galions, qui à leur retour en apportent un autre de ce qui vient des Indes, afin que des deux côtés on connoisse ce qui passe

de marchandises d'Europe aux Indes, et ce qui vient des Indes en Espagne, tant en argent qu'en marchandises, et qu'on en puisse exiger les droits.

Cette précaution est devenue presque inutile par le peu de fidélité de ceux qui en sont chargés, dont le Roy d'Espagne est si mal servi que les marchands fraudent publiquement les droits à l'embarquement, et souvent au retour. Il ne paroît sur le registre pas plus du quart de ce qui vient d'argent sur les galions, ainſy le Roy qui n'a sur cet argent qu'un droit de cinquième, au lieu d'avoir ce cinquième en entier, n'a que le cinquième du quart.

Les Vice Royautés des Indes et toutes les grandes charges, se donnent sur la nomination que le conseil des Indes de Madrid en fait au Roy, et toutes les affaires de justice viennent par appellation au tribunal. La Vice Royauté du Pérou et celle du

Mexico ou la nouvelle Espagne, se donnent pour cinq ans comme toutes les autres charges, hors les dignités ecclésiastiques qui sont à vie.

Dans les lieux considérables où il n'y a point de Vice Roy, les Présidents de l'audiance, c'est à dire du tribunal de justice, sont aussy gouverneurs, et quand un Vice Roy meurt durant le temps de son employ, le Président qui réside au siége de la Vice Royauté, prend le commandement jusqu'à ce qu'il vienne un autre Vice Roy. L'on a vû quelquefois l'archevêque occuper la place du Vice Roy mort.

Comme le Roy donne les Vice Royautés, il donne aussy les principaux gouvernements, mais les moins considérables sont à la disposition des Vice Roys.

Tous ces emplois, chacun dans son espèce, sont fort lucratifs. Il y a des gouverneurs qui au bout de

leurs cinq ans, emportent depuis cent mil écus jusqu'à trois cent, et les Vice Roys depuis un million d'écus jusqu'à deux.

Le Roy dispose encore de certaines commanderies ou pensions établies sur les villages des Indiens. Il y en a depuis deux mil écus jusqu'à six, mais tous les ans pour instruire les Indiens à la foy, on envoie des religieux en mission qui en tirent de si grands avantages que l'on en a vû rapporter de leurs missions jusqu'à quinze ou vingt mil écus.

Les Isles Philippines voisines de la Chine, dépendent encore du Conseil des Indes de Madrid de la nouvelle Espagne. Il se fait à ces isles tous les ans pour un million de commerce et marchandises du païs, que les particuliers envoient, et dont ils reçoivent les retours en foye de la Chine. Ces isles ne donnent aucun revenu au Roy d'Espagne, et luy coûtent

tous les ans plus de deux cent mil écus pour l'entretien des officiers et du peu de soldats qui gardent le païs.

Les Espagnols ne se sont établis aux Indes qu'autant qu'il leurs est nécessaire pour en tirer de l'argent, et soit faute de peuple ou pour tenir ce grand païs dans une dépendance inévitable de l'Espagne, ils l'ont laissée dépourvue de toutes choses que demande sa nécessité ou la commodité de la vie. Il faut tous les ans les faire venir d'Espagne, qui par ce moyen en tire tout l'argent, dont l'abondance a mis parmi les habitans des Indes, le luxe à un si haut point, qu'ils ont besoin de toutes les superfluités de l'Europe, et les achètent cher.

Le retour de ces marchandises, donneroit de grands trésors au Roy d'Espagne s'il tiroit ses droits entiers, ou s'il avoit intérêt dans le commerce même, mais tous les effets

font à des marchands étrangers, qui trafiquent sous le nom des Espagnols; ainſy la plus grande partie de tant de millions qui arrivent à Cadiz par des galions et par la flotte, appartiennent à des Génois, aux Flamands, aux Anglois, aux François, aux Hollandois, et à pluſieurs autres dont les vaiſſeaux attendent dans la Baye de Cadiz le retour de ces galions, pour partager entre eux la plus grande partie de l'argent dont ils ſont chargés, et c'eſt en cet endroit que l'argent qui n'eſt point enrégistré, paſſe directement des galions aux vaiſſeaux étrangers, ſans payer [hors] quelques ſommes à ceux qui leurs aydent à frauder le Roy.

Ce que l'on appelle galions, eſt une flotte compoſée de pluſieurs navires marchands Eſpagnols, qui ont permiſſion de porter des marchandises aux Indes, le Roy les fait accompagner d'un certain nombre de

vaisseaux de guerre appelés en Espagnol galions, qui ne doivent porter que ce qui est nécessaire à des vaisseaux destinés pour combattre, mais ils sont si extraordinairement chargés de marchandises, qu'ils seroient difficilement en état de se défendre.

Quand la saison est venue de faire partir les galions, le consulat de commerce de Seville, c'est à dire, un prier et deux conseillers, envoient au Conseil des Indes à Madrid, un mémoire du nombre et du port des vaisseaux marchands, qui doivent faire le voyage. Le conseil sur ce mémoire, fait expédier les permissions, qui coûtent depuis trois mil écus jusqu'à six, selon la grandeur des navires.

Il y a deux embarquements de galions pour terre ferme, c'est à dire pour Portobello, où arrive tout l'argent du Pérou, et c'est propre-

ment ce qu'on appelle les galions. Les autres vont à la nouvelle Espagne, et c'est ce qu'on appelle la flotte.

Les premiers partants de Cadix ou de St Lucav, vont en quarante ou cinquante jours à Cartagène des Indes, y demeurent quinze jours, et de là, vont en cinq ou six à Portobello, qui est un petit Bourg mal sain par sa situation, et marécageux par la chaleur du climat. Il est sur la côte de l'Amérique, à l'endroit où elle se resserre en un Isthme, large seulement de dix huit lieues, de l'autre côté duquel est la ville de Panama, où viennent par mer tous les négocians du Pérou, dont la principale marchandise est de l'argent en barres ou en piaftres, qu'ils font voiturier par terre, de Panama à Portobello, sitôt que les galions y sont arrivés. Là, s'ouvre la plus grande foire du monde, où, dans l'espace de quarante ou cinquante

jours, il se vend pour dix huit ou vingt millions d'écus de marchandises d'Europe, qui se payent en argent comptant.

La foire finie, les galions retournent à Cartagène, où il se fait encore quelque commerce de marchandises du pays, et de ce qu'on apporte du nouveau royaume de S^{te} Foy, et de la Mariquite. Au bout de vingt jours, on remet à la voile pour la Havana, où l'on arrive d'ordinaire en vingt cinq jours. L'on prend des rafraîchissements et des provisions pour le retour à Cadix, dont la navigation est d'ordinaire de soixante jours.

Le voyage de la flotte pour la nouvelle Espagne, commence comme celuy des galions en sortant de Cadix ou de S^t Luçav, hors qu'en celuy cy, les vaisseaux marchands ne sont accompagnés que de deux galions du Roy, au lieu qu'à celuy

de Pérou, il y en a huit ou neuf. Cette flotte va d'abord rafraichir à Porto Rico, de là, elle va en quarante jours à la Vera-cruz, débarquer ses marchandises, que l'on porte par terre à Mexico, éloigné de quatre vingt lieües de la côte, où, lorsque la route en est faite, la flotte repart de la Vera-cruz pour revenir à la Havana en vingt cinq jours, observant de ne point passer ce passage que dans le mois d'Avril ou de Septembre, que le vent du Nord y est moins violent. A la Havana l'on fait ses provisions pour retourner en Espagne.

Le voyage de cette flotte à la nouvelle Espagne, est de douze ou quatorze mois, compris les séjours.

Celuy du Pérou, est de huit ou neuf mois, quand on ne les fait point retarder d'une année à l'autre.

Le Roy donne encore des permissions à quelques particuliers pour

aller séparément aux côtes de Coracas, de St Domingo, de Hondurras et Buenos Ayrez. Ils payent les droits, et sont enrégistrés à la maison de contraction comme les autres.

L'argent qui vient des Indes pour le Roy, ne peut être embarqué que sur un vaisseau du Roy, c'est à dire dans un galion. L'argent des particuliers, vient sur le vaisseau qu'il leurs plait. Dans chaque galion il y a un officier appelé maître de Plata, qui donne au Roy pour cet employ, quatre ou cinq mil écus chaque voyage; il est chargé de l'argent du Roy dans chaque galion, et tire un pour cent du droit de sa charge, dans les vaisseaux marchands. Le capitaine est chargé de la garde de l'argent.

Toute la dépense nécessaire pour mettre les galions en état de faire voyage, se tire sur ce qui est enrégistré, tant d'aller que de venir,

soit en argent et marchandises, c'est ce qui s'appelle droit d'averie.²⁹

La dépense monte à peu près à huit cent mil écus pour les galions, et moins pour la flotte de la nouvelle Espagne, parceque le Roy n'y envoie que deux galions.

L'employ de Général et ceux de Capitaine sur les galions, ne sont point fixes. Ils changent chaque voyage, et il y a tel Général qui pour un voyage, amènera au Roy soixante ou quatre vingt mil écus, dont on leur assigne le payement aux Indes, avec de grands intérêts. Les capitaines font de même à proportion.

Parmi les galions qui vont au Pérou, celui qu'on appelle la Patache de la Marguerite, se sépare des deux autres à la hauteur du Golfe appelé Las Yeguas, pour aller à l'Isle de la Marguerite recevoir le droit du cinquième, qui revient au Roy des perles qui se pêschent, et de là,

revient joindre les autres galions à Cartagène.

Au Pérou et dans le reste des Indes occidentales, le Roy a le cinquième de l'or et de l'argent et des émeraudes qui se tirent des mines. Celles de Potosi et des environs, sont des plus abondantes, et on en a découvert depuis peu à quatre vingt lieües de Lima, qui produisent beaucoup.

L'argent que l'on tire des mines de Potosi, va d'abord au port d'Arica éloigné de quarante lieües. De là, on embarque pour Callao, qui est le Port de Lima. Là, deux galions le viennent prendre pour le porter à Panama. C'est une navigation de vingt cinq jours en allant, mais revenant de Panama à Lima, il en faut soixante, à cause des vents contraires.

Tout le royaume du Pérou, rend chaque année huit ou dix millions

d'écus en argent, et quelque peu en or, le nouveau royaume de S^{te} Foy envoie près de deux millions d'écus, la plupart en or, et l'on tire de la nouvelle Espagne chaque année, environ quatre millions d'écus avec quelques marchandises du pays. Les principales qui viennent des Indes, sont de l'or et de l'argent, des émeraudes, des laines vigognes, de la cochenille, du sucre, du tabac, des cuirs, du bois de Campèche et du cacao.

Il est défendu dans la nouvelle Espagne de planter des vignes et des oliviers, afin qu'on ne puisse s'y passer des vins et huiles d'Espagne, mais il commence à y avoir des ouvriers en soye et en laine qui pourront bien avec le temps, faire diminuer le prix des étoffes qui viennent de l'Europe.

Dans les Indes, le Roy a, comme en Espagne, le droit de vendre les

bulles de la Crusada, avec cette différence, qu'en Espagne elles sont à un prix égal pour toute sorte de personnes, c'est à dire à quinze sols chaque bulle, qu'il faut renouveler tous les ans, au lieu qu'aux Indes, elles se payent selon le bien de chacun, avec un tel excès, qu'il y a des personnes riches, aux quelles la bulle chaque année coûte jusqu'à cent écus. Outre le privilège de manger de la viande le Samedi que donne cette bulle, on prétend que sans elle, on ne peut jouir d'aucune indulgence, en sorte qu'en Espagne, au pied du privilège de chaque indulgence, il est toujours marqué qu'il faut avoir la bulle de la Crusada, c'est ce qui la fait acheter si cher dans un país où l'on compte beaucoup plus sur les indulgences que sur les bonnes oeuvres qu'on ne veut point faire.

Le Tribunal de l'Inquisition, établi

aux Indes, n'a de pouvoir que sur les Juifs ou les hérétiques, et point sur les Indiens idolâtres.

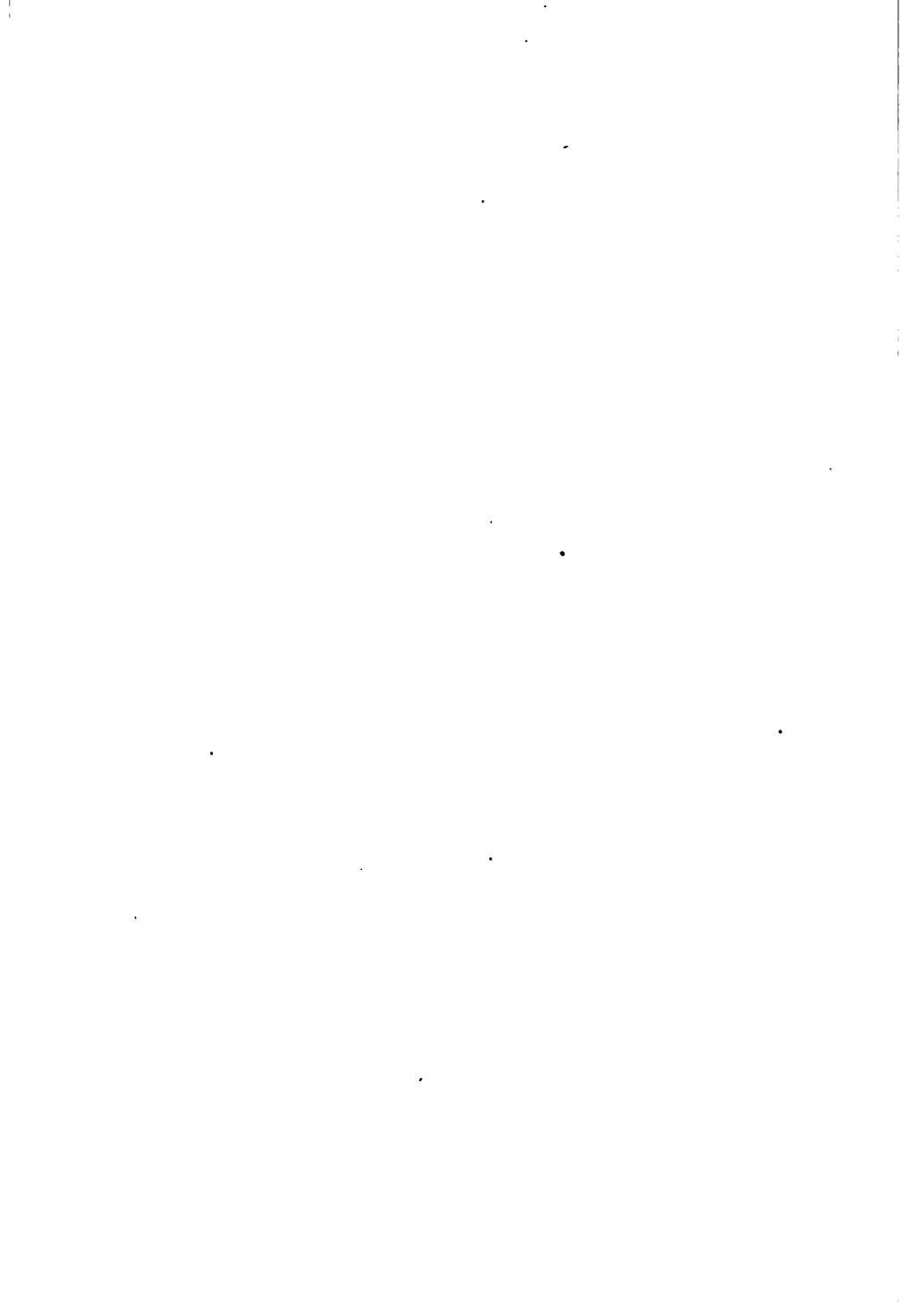
Il faut être Espagnol pour faire le voyage des Indes, ou avoir une permission expresse du Conseil, qui ne se donne guère aux étrangers. De deux vaisseaux qui se présentent pour ce voyage, celui qui a été bâti en Espagne, est préféré à celui qui a été bâti de fabrique étrangère suivant les ordonnances, quoy que tous deux appartiennent à des Espagnols.³⁰

FIN DES MÉMOIRES.



NOTES.





NOTES.

NOTE 1, page 7.

Uave Capona.

UN chapon. Une clef non perforée.

NOTE 1*, page 10.

Don Jean, fils de Philippe IV.

IL était fils de Maria Calderona, gracieuse et séduisante actrice attachée au Théâtre de la Cour, et maîtresse du Duc de Medina de las Torres ; elle refusa de prêter l'oreille aux propositions du Roi avant d'en avoir reçu la permission du duc. Après être devenue la maîtresse de Philippe IV, elle continua ses relations avec Medina de las Torres, ce qui jette quelques doutes sur la paternité de Don Jean, quoique le Roi s'en crut toujours le père. Il naquit en 1629 et fut élevé secrètement mais avec grand soin à Ocaña. Lorsqu'il eut atteint sa 13^{ème} année, le Roi le reconnut publiquement comme son fils, lui monta une maison royale au Palais de Buenretiro près de Madrid, le nomma Grand Prieur de Castille, et lui donna le

gouvernement honoraire des Pays Bas. En 1647 il fut envoyé à Naples afin de reprimer les émeutes populaires qui agitaient cette ville, et la Sicile entière. Il accomplit avec succès sa mission, et à son retour, envoyé en Catalogne où les rebelles s'étaient mis sous la protection de la France, il réduisit également cette province à l'obéissance. Nommé ensuite Commandant en chef dans les Flandres, il y obtint d'abord quelques succès, mais fut complètement défait en 1658 à la célèbre bataille des Dunes. Après la paix des Pyrénées son père l'envoya en Portugal, mais il ne parvint pas à regagner ses lauriers perdus ; ayant été laissé complètement dépourvu des moyens nécessaires pour recruter et ravitailler son armée, il fut de nouveau vaincu dans la bataille si importante d'Estremoz, et fut forcé de retourner en Espagne où Philippe IV. le reçut très froidement, et ne lui pardonna jamais entièrement. A la mort de ce Roi sa veuve Mariana devint Régente, et jalouse de l'influence et de la popularité de Don Jean, elle donna à celui ci l'ordre de retourner en Flandre. Il refusa d'obéir, et préférant un exil honorable, se retira en Aragon, où il devint le chef d'un parti politique qui en 1577 renversa le pouvoir de la Reine Mère et de ses amis. Le grand but de son ambition, de même que celle de Don Jean fils de Charles Quint, était de se faire reconnaître comme Infant d'Espagne. Ce but il ne parvint jamais à l'atteindre, malgré l'im-

menſe popularité dont il jouiſſait parmi toutes les claſſes avant ſon arrivée au pouvoir, popularité qui faiſait dire à l'Ambaſſadeur Anglais, Sir William Godolphin, écrivant à Lord Arlington, 6 Janvier, 1676: "S'il arrivoit quelque choſe au Roi actuel, je crois en vérité qu'il ſerait appelé au trône par acclamation, non ſeulement par la grande majorité du peuple mais encore par la nobleſſe." Comme premier miniſtre néanmoins, il devint auſſi impopulaire que ſes prédéceſſeurs. Il mourut le 17 Septembre, 1679, juſte à temps pour ne pas ſe voir à ſon tour ôter le pouvoir, les affaires publiques étant dans un état auquel il ne lui était plus poſſible de porter remède. Voir pour différens évènements auxquels il prit part, et pour des remarques ſur ſon caractère, P. Giannone, *Iſtoria Civile del regno di Napoli*, Lib. xxxvii. cap. 3. ed. Milano, 1822, 8^{vo}; tome ix. pp. 154—165; F. F. Bremundon, *Hiſtoria de los Hechos del S. D. Juan de Auſtria en el principado de Cataluña, Caragoea, 1673*, fol.; Ger. Mafcareñas, *Campaña de Portugal par la parte de Eſtremadura el ano de 1662, executada par el S. D. Juan de Auſtria*, Madrid, 1663, 4^o; *Relation des différentes arrivées en Eſpagne entre D. Jean d'Auſtriche et le Cardinal Vitbard*, Cologne, 1677, 2 tomes, 12^o; *Hiſpania Illuſtrata; or, the Maxims of the Spaniſh Court and moſt memorable Affairs from 1667 to 1678, laid open in Letters from the*

Earls of Sandwich and Sunderland and Sir W. Godolphin, during their Embassies in Spain, London, 1703, 8^{vo}; Madame d'Aulnoy, *Relation du Voyage d'Espagne, La Haye*, 1693, 3 tomes, 12^o, and *Mémoires de la Cour d'Espagne*, Amsterdam, 1716, 2 vols. 12^o; and J. Dunlop, *Memoirs of Spain during the Reigns of Philip IV. and Charles II*, 1621—1700, Edin. 1834, 2 vols. 8^{vo}.

NOTE 2, page 10.

La Reine.

MARIANA, Archiduchesse d'Autriche, fille de l'Empereur Ferdinand III, et de l'Infante Maria fille de Philippe III. d'Espagne. Elle naquit en 1634. En 1649, Philippe IV. son oncle l'épousa en secondes noces, elle en eut cinq enfans dont trois moururent en bas âge. Sa fille l'Infante Maria Marguerite, née en 1651, devint en 1666 la femme de l'Empereur Léopold. Son fils Charles qui succéda à son père naquit en 1661. Philippe à sa mort en 1665 nomma sa veuve Régente du royaume, jusqu'à ce que son fils eut atteint sa quatorzième année. Sa Régence fut malheureusement signalée par la décadence rapide de l'Espagne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur par une paix ignominieuse, mais nécessaire, avec le Portugal, et par une guerre désastreuse avec la France, dans laquelle l'Espagne perdit plusieurs

de ses villes les plus importantes dans les Pays Bas. La Régente fut très malheureuse dans le choix de ses conseillers, parmi ceux ci les deux auxquels elle accordait le plus de confiance, étaient Nithord son Confesseur Allemand, et un espèce d'aventurier Andaloux nommé Valenzuela. Ils furent tous les deux expulsés de ses conseils à cause de l'extrême impopularité qu'ils s'étaient attirés par leur administration désastreuse. Elle même cependant continua à régir les affaires du royaume jusqu'en 1677, époque à laquelle on persuada au jeune Roi de se soustraire à la tutelle de sa mère, de l'exiler à Tolède et de rappeler Don Jean d'Autriche au pouvoir. A la mort de Don Jean en 1679, elle revint à Madrid, mais durant le reste de sa vie, ne s'occupa plus guère des affaires du royaume. Elle mourut en 1696.

NOTE 3, page 14.

Mademoiselle, fille aînée de Monsieur.

MARIE LOUISE, fille aînée de Philippe Duc d'Orléans, frère de Louis XIV, et de Henriette Anne, fille de Charles I, Roi d'Angleterre. Elle naquit le 26 Avril, 1662. On suppose qu'elle désira épouser son cousin le Dauphin, et lorsque Louis XIV. pour la réconcilier à l'idée de son mariage avec le Roi d'Espagne, lui dit qu'il n'aurait pu obtenir une plus grande alliance pour sa propre fille, elle répondit, " Ah,

“ Sire, mais vous auriez pu mieux faire pour “ votre nièce.” Elle mourut à Madrid, le 12 Février, 1689.

NOTE 4, page 14.

La Reine Isabella de France.

FILLE de Henri II. et de Cathérine de Medicis. Elle naquit à Fontainebleau le 2 Avril, 1546. Elle se maria à Burgos le 31 Janvier, 1560, avec Philippe II. Roi d'Espagne, et mourut à Madrid le 3 Octobre, 1568. Ce mariage ayant été conclu à la fin d'une guerre entre les deux pays, elle est connue dans l'Histoire d'Espagne sous le nom de la Reine Isabelle de la Paix.

NOTE 5, page 15.

Marquis de los Balbafes.

DON PABLO SPINOLA DORIA, Marquis de los Balbafes, fit son entrée publique à Paris le 7 Juin, 1679. Son Secrétaire retourna à Madrid le 15 Juillet, avec la nouvelle de l'arrangement du mariage.

NOTE 6, page 21.

Valenzuela.

LES mots du MS. sont “ Un favori Jésuite, “ étranger et confesseur, Valenziela.” Comme ces mots donnent l'idée erronée que Valen-

zuela était le Confesseur aussi bien que le favori de la Reine, j'ai cru pouvoir les modifier. Le Confesseur Jésuite étranger auquel il est fait allusion, est Jean Everard Nithard. Il naquit dans le Duché d'Autriche en 1610. Pendant la première partie de la Régence de la Reine Mariana, qu'il avait suivie en Espagne à l'époque de son mariage, il eut la haute main dans les affaires de l'état. Mais il fut banni en 1669 tant par suite du mécontentement populaire que de l'influence du parti de Don Jean d'Autriche. La Reine le nomma Ambassadeur à Rome et obtint pour lui le chapeau de Cardinal. Il mourut en 1681.

Le favori Fernando Valenzuela, était un bel aventurier de Grenade, qui sous le patronage de Nithard parvint à s'immiscer assez avant dans la faveur de la Reine Mère pour devenir après l'exil de Nithard, son premier ministre, et même dit on, son amant. Valenzuela était un homme de quelque talent et d'une assez grande énergie, mais son élévation soudaine aux plus grands honneurs de l'état, le rendit odieux à la noblesse, et les grandes richesses qu'il amassa en dirigeant un trésor ruiné, excita contre lui l'indignation populaire. A l'arrivée au pouvoir de Don Jean d'Autriche en 1677 et lorsque la Reine Mère fut exilée à Tolède, Valenzuela fut envoyé comme prisonnier à Manille. En 1689, on lui permit de retourner au Mexique où il mourut peu de temps après.

NOTE 7, page 22.

Duc de Osuna.

GASPAR TELLEZ GIRON, cinquième Duc de Osuna, né vers l'an 1620, mort en 1694.

NOTE 8, page 23.

Comte de Monterey.

DON JUAN DOMINGO DE HARO Y GUZMAN. Il était le second fils du Ministre Don Louis de Haro, Marquis del Corpio ; il acquit le titre de Monterey par son mariage avec l'héritière de la maison d'Azevedo y Zuñiga. Madame de Villars (Lettre xxxi. p. 210) parle par inadvertance de son frère le Marquis de Liche comme étant "son père." Peut-être est ce une faute d'impression.

NOTE 9, page 35.

Olivares.

GASPAR DE GUZMAN, Comte de Olivares et Duc de San Lucar communément appelé le Comte-Duc, né en 1587, mort 1644 ; pendant plus de vingt ans il gouverna l'Espagne comme ministre et favori de Philippe IV.

NOTE 10, page 35.

Julian Guzman.

Ce Julian, ou Julianillo ainsi qu'il était appelé, était le fils d'une célèbre courtisane. Olivares, de même que la moitié des Seigneurs de Madrid avait joui de ses faveurs. Un nommé Valcorçel, passait pour le père de Julian, Olivares ayant contraint celui-ci à reconnaître le bâtard, quoique plus tard, ayant perdu tout espoir de descendance légitime, et voulant frustrer l'attente de ses héritiers présomptifs, il en revendiqua à son tour la paternité. Lorsque le ministre l'adopta, Julianillo revenait des Flandres et de l'Italie, où il avait servi comme simple soldat. Olivares non seulement le déclara son héritier sous le nom de Don Henrique de Guzman, mais encore fit annuler son mariage avec une femme de mauvaise vie, lui fit épouser une des filles du Connétable de Castille, et le combla d'ordres, de titres, et de places. Ces procédés scandaleux augmentèrent à tel point le juste mécontentement qu'avait excité la désastreuse administration du favori, que l'on suppose que sa chute en fut hâtée.

NOTE 11, page 54.

Bribiesca.

PETITE ville dans la province de Burgos,

située à 7 lieues au nord de la ville du même nom.

NOTE 12, page 56.

Quintana polla.

VILLAGE à 3 lieues au nord-est de Burgos.

NOTE 13, page 67.

Menoit.

MADAME DE VILLARS a laissé des détails fort minutieux et exacts sur cette entrevue dans sa 4^{ème} lettre (15 Dec. 1679, p. 23). Sa description de la galerie où l'entrevue eût lieu, de son riche ameublement, des petites filles d'honneur (Meniñas) somptueusement habillées et faisant de longues révérences lorsqu'elles passaient devant les personnages royaux pour emporter les bougies pour les moucher, est admirable. Elle fait ainsi le portrait de la Reine, (p. 27.)

“ La jeune Reine comme vous pouvez penser, étoit habillée à l'Espagnole, de ces belles étoffes qu'elle a apportées de France ; très bien coiffée, ses cheveux de travers sur le front et le reste épars sur les épaules. Elle a le teint admirable, de beaux yeux, la bouche très agréable quand elle rit. Que c'est une belle chose de rire en Espagne ! ” Pendant la plus grande partie de cette entrevue l'Ambassadrice resta presque seule avec la Reine, per-

bonne n'étant présent qu'une vieille dame qui se tint à une distance respectueuse. "Elle me dit," continua Madame de Villars (p. 30), "que si la dame n'y étoit pas, elle m'em-brasseroit bien. Il n'étoit que quatre heures quand j'arrivai là, il en étoit sept et demie avant que j'en fortisse; et ce fut moi qui voulus sortir."

NOTE 14, page 127.

Gavacho.

"Qu'on fasse partir cet Ambassadeur et qu'on m'envoye un autre *gavacho*." *Gavacho*, est un terme de reproche et de mépris qui a été employé depuis un temps immémorial par les Espagnols pour désigner leurs voisins les Français. Quelques uns le font dériver du mot *Gave*, bien connu dans les Pyrénées, et qui vient du Basque *Gav* et a la même signification—un ravin traversé par un ruisseau—et traduisent *gavacho*, par, "habitant d'un *gave*." D'autres le font dériver de *gavache*, un manteau porté dans les Pyrénées: mais l'origine la plus probable est le mot Arabe *cabach*, qui signifie "malpropre," "détestable."

NOTE 15, page 154.

Viva el Rey, muera el mal gobierno.

"VIVE le Roi, mort au mauvais gouvernement!"

NOTE 16, page 162.

Ayeul.

AMBROSIO SPINOLA, Marquis de los Balbases, né en 1571. Il prit Ostende en 1604 à Maurice de Nassau, et Breda en 1625 à Justin de Nassau. Dans l'interval de ces deux dates, il prit part à plusieurs des événements les plus importants de la guerre en Flandre ; il mourut en 1630 pendant qu'il commandoit l'armée Espagnole dans le nord de l'Italie. Le chagrin que lui fit le misérable état dans lequel la pénurie et la négligence de Philippe IV. laissait ses troupes, en fut la cause.

NOTE 17, page 189.

Pierres.

ON a un récit imprimé de cet auto-da-fé, *Relacion historica del auto general de fe que se celebrou en Madrid este año de 1680, con asistencia del Rey N. S. Carlos II.* : par José del Olmo, Alcaide y familiar del Santo officio : Madrid, 1680, 4°, avec une gravure de la cérémonie. Ce livre, qui est très rare, fut réimprimé en 1820.

Madame de Villars (Lettres, p. 132) écrivant le 25 Juillet, 1680, dit, " Je n'ai pas eu le courage d'assister à cette horrible exécution de Juifs. Ce fut un affreux spectacle selon ce que j'en ai entendu dire ; mais pour la semaine

“ de jugement, il fallut bien y être, à moins de
 “ bonnes attestations de medecins d'être à l'ex-
 “ trémité ; car autrement on eût passé pour
 “ hérétique. On trouva même très mauvais
 “ que je ne parusse pas me divertir tout-à-fait
 “ de ce qui s'y passoit. Mais ce qu'on a vû
 “ exercer de cruautés, à la mort de ces misé-
 “ rables, c'est ce qu'on ne vous peut écrire.”

NOTE 18, page 209.

En sortant du Palais.

A PROPOS du renvoi de la Duchesse de Terranova, Madame de Villars remarqua (Lettre xxi. 5 Sep^{bre} 1680, p. 156), que ce changement ne lui faisoit ni plaisir ni peine, si ce n'est en ce qu'il pouvoit faire du bien ou nuire à la Reine ; “ Quoiqu' Madame de Terranova ait une
 “ grande aversion pour la France et pour les
 “ François, elle m'a toujours traitée fort hon-
 “ nêtement.” Le portrait que Madame d'Aulnoy fait de la Duchesse (*Voyage d'Espagne*, iii. p. 213, et *Mémoires de la Cour d'Espagne*, i. p. 104), est moins favorable que celui de Madame de Villars. Elle raconte aussi (*Mem.* ii. 121) l'incident suivant, qui eut lieu lorsque la Duchesse quitta le palais. “ Après qu'elle eut
 “ pris congé de la Reine, et lorsque les dames du
 “ palais vinrent dans ses appartements lui dire
 “ adieu, plusieurs d'entre elles pleuraient, soit
 “ par politique, soit par amitié ; elle leur dit, ‘ Je

“ ‘ rens grâces au Ciel, voici un lieu où je n’entrerais de ma vie, je vais goûter du repos, et
 “ ‘ trouver de la tranquillité chez moi : j’irai en
 “ ‘ Sicile, où je n’aurai jamais de si grands dé-
 “ ‘ plaisirs qu’à Madrid,’ en disant ces mots elle
 “ frappa deux fois du poing sur une petite table
 “ qui étoit proche d’elle, et prenant un fort bel
 “ éventail de la Chine, elle le rompit par la
 “ moitié, le jetta par terre, et mit le pied
 “ dessus.”

NOTE 19, page 218.

Marquis de Liche.

GASPAR DE HARO Y GUZMAN, Marquis de Liche ou Heliche, car on l’écrit des deux manières, était le fils aîné de Don Luis de Haro, Marquis del Carpio, premier ministre de Philippe IV., et héritier de la fortune du Comte-Duc d’Olivares. Il naquit en 1629. Madame de Villars (Lettre xxxi. 23 Janvier, 1681, p. 210) dit en parlant de lui, qu’il était
 “ malade, ruiné, par conséquent fort ennuyé.
 “ Je vis l’autre jour,” ajoute-t-elle, “ la femme
 “ qui est fort jolie, fondre en larmes aux pieds
 “ du Roi pour obtenir le congé.” Le Marquis devint Vice Roi de Naples en 1683. Il y mourut en 1687.

NOTE 20, page 228.

Colonna.

MARIE MANCINI était la troisième des cinq filles de Michel Laurent Mancini, Baron Romain, et d'Hieronyme Mazarini, la plus jeune des sœurs du Cardinal Mazarin. Elle naquit à Rome en 1639. A l'âge de dix ans elle alla avec sa mère et ses sœurs, habiter Paris, où quelques années plus tard, sa vivacité et son esprit, fixèrent sur elle l'attention du jeune Louis XIV., qui eut, dit on, l'intention de l'épouser. Le Cardinal n'osant sanctionner un pareil mariage, l'envoya dans un couvent à Brouages. Disant adieu au Roi, et voyant ses larmes, Marie fit un dernier mais vain appel à son orgueil et à son amour, et lui dit ces mots si connus, " Vous pleurez, " vous êtes Roi, et je pars." Elle ne revint à la Cour qu'après le mariage de Louis. Elle même, bientôt après, devint la femme de Lorenzo Onofrio, Prince de Colonna et Connétable de Naples. Le Cardinal lui donna une dot, dont le revenu était de 100,000 livres. Elle suivit son mari en Italie, elle lui donna plusieurs enfans, et les premières années de son mariage semblent avoir été assez heureuses. Mais après la naissance de son dernier enfant, qui faillit lui coûter la vie, elle dit au Connétable qu'elle ne vouloit plus habiter avec lui, et dès lors, con-

tinua à le traiter avec une froideur marquée. Enfin, en compagnie de sa sœur la Duchesse de Mazarin, qui s'était aussi brouillée avec son mari, elle quitta Rome déguisée en homme, et se rendit à Paris. Louis XIV. lui accorda l'hospitalité dans un couvent, mais refusa de la voir, et au bout de quelque temps lui donna l'ordre de se rendre dans un autre couvent plus éloigné de la capitale. Indignée, elle quitta la France, et voyagea en Savoie, en Allemagne, et dans les Pays Bas. Elle fut arrêtée à Anvers par l'ordre des autorités Espagnoles, au moment où elle se disposait à passer en Angleterre. On ne lui rendit la liberté qu'à condition qu'elle irait en Espagne, où son mari, qui avoit essayé tous les moyens de la faire revenir auprès de lui, étoit Vice-roi d'Aragon. En arrivant à Madrid elle fut logée dans un couvent, et des négociations furent commencées entre elle et son mari. Au nombre des moyens peu efficaces qu'il employa pour forcer la Connétable à revenir auprès de lui, fut l'emprisonnement de celle-ci dans le Château de Ségovie. Enfin perdant tout espoir de réconciliation, il consentit à une séparation judiciaire, lui, devenant Chevalier de Malte, et elle, prenant le voile. Elle se retira dans un couvent de Madrid, mais bientôt fatiguée de la vie du cloître, elle parvint à s'échapper en 1684, et se réfugia en France, où le reste de sa vie s'écoula d'une façon si obscure

que la date même de sa mort est incertaine. On croit qu'elle eut lieu vers 1715. *Les Mémoires de M. L. P. M. M.* (Madame La Princesse Marie Mancini), *Colonna, Grande Connétable de Naples*, Cologne, 1676, in 12°, traduits en Italien en 1678, Cologne, in 12°; ne sont pas authentiques. La réponse à ces Mémoires par S. Bremond, intitulée, *Apologie, ou les véritables Mémoires de Madame Marie Mancini, Connétable de Colonna, écrits par Elle-même*, Leyde, 1678, in 12°, est supposé être un ouvrage de plus de poids en ce qui concerne l'histoire de sa vie.

NOTE 21, page 233.

Princes.

MADAME DE VILLARS (Lettre vii. 27 Jan. 1680) nous a laissé un récit fort animé de la visite inattendue que la Connétable lui fit, à elle et à M. de Villars. Elle arriva soigneusement enveloppée, et refusa de dire son nom avant que l'on n'eut fait vider l'antichambre, alors elle ôta son manteau et se fit connaître. "Elle pleura," dit Madame de Villars (p. 67), "et demanda qu'on eût pitié d'elle. Pour dire deux mots de sa personne; sa taille est des plus belles. Un corps à l'Espagnole, qui ne lui couvre ni trop, ni trop peu les épaules. Ce qu'elle en montre est très bien fait: deux

“grosses tresses de cheveux noirs, renouées par le haut, d'un beau ruban couleur de feu : le reste de ses cheveux en désordre et mal peignés ; de très belles perles à son cou ; un air agité qui ne feroit pas bien à une autre, et qui pour lui être assez naturel ne gâte rien ; de belles dents.” Elle resta à diner chez M. et Madame de Villars. La Marquise de los Balbases sa belle sœur, envoya pour la supplier de venir chez elle ; après une assez longue négociation conduite par M. de Villars et le Nonce, elle y consentit vers minuit. “La Comtesse de Villambrosa, M. de Villars, et moi,” continue Madame de Villars, “la ramenâmes chez le Marquis de los Balbases. Sa femme et lui la reçurent très bien ; mille embrassades. Vraiment c'est une chose inconcevable que les mouvemens extraordinaires qui se passent dans cette tête. Elle l'avoue elle même.” Madame d'Aulnoy donne aussi plusieurs anecdotes sur la Connétable ; entr'autres, celle ci. Pendant son séjour au Couvent de S. Domingo, elle entraît et sortait à des heures si irrégulières que l'Abbesse et les Sœurs refusèrent un jour de la laisser rentrer. Les trouvant inexorables, la Connétable en appela au Roi, qui envoya dire à l'Abbesse de l'admettre encore cette fois ci. L'Abbesse et les Sœurs refusèrent d'abord d'obéir, et menacèrent de venir toutes en corps au palais exposer leurs raisons à sa Majesté.

“ Lorsque l’on rapporta au Roi la réponse de
“ ces Religieuses,” dit Madame d’Aulnoy, “ il
“ s’éclata de rire et dit ‘ J’aurai bien du plaisir
“ de voir cette procession de Nonnes qui
“ viendront en chantant—

“ ‘*Libera nos, Domine, de la Condestabile.*’

“ Elles n’y allèrent pourtant pas, et elles pri-
“ rent le parti de l’obéissance, qui est toujours
“ le meilleur.” Madame d’Aulnoy raconte
(*Mémoires de la Cour d’Espagne*, ii. p. 255), que
finalement elle s’est retirée dans un Couvent
de Religieuses de la Conception, de l’ordre des
Hieronomites, mais sans l’intention d’y rester.
“ Elle prit l’habit de novice avec un dessein
“ formé de mourir plutôt que de faire jamais
“ profession ; elle portoit même des Juppées de
“ brocard d’or et d’argent sous sa robe de laine,
“ et aussitôt qu’elle n’étoit plus devant les reli-
“ gieuses elle jetoit son voile et se coëffoit
“ à l’Espagnole, avec des rubans de toutes
“ couleurs. Il arrivoit quelquefois que l’on
“ sonnoit une observance à laquelle il falloit
“ qu’elle allât : la maîtresse des novices venoit
“ l’avertir ; elle reprenoit son froc et son voile par
“ dessus ses rubans et ses cheveux épars : cela
“ faisoit un effet assez plaisant, et on n’auroit pu
“ s’empêcher d’en rire, si d’ailleurs elle ne s’étoit
“ pas attiré la compassion de toutes les personnes
“ qui la connoissoient.”

NOTE 22, page 243.

Bolfillo.

Bolfillo ou *bolfillo secreto*, la bourse privée du Roi.

NOTE 23, page 298.

Ile de S. Gabriel, dans la rivière de la Plata.

L'ILE de S^t Gabriel est une petite île située sur la rive gauche, au nord de l'embouchure de la Plata, près de la ville de Colonia del Sacramento, et presque vis à vis de Buenos Ayres.

NOTE 24, page 306.

Duc de Lièras.

PROBABLEMENT une erreur, on ne trouve aucun titre pareil dans Berni, *Los Titulos de Castilla*, Madrid, 1769, folio.

NOTE 25, page 310.

Los Galanteos de Palacio.

UNE description très semblable de ces singulières galanteries, est donnée par Madame d'Aulnoy dans ses *Mémoires de la Cour d'Espagne*, ii. p. 148.

NOTE 26, page 315.

Prince Balthazar.

L'INFANT BALTHASAR CARLOS, fils aîné de Philippe IV. et d'Isabelle de Bourbon, né le 17 Octobre, 1629, mort le 11 Mars, 1646.

NOTE 27, page 317.

Prince de Licbe.

Ce nom est probablement une erreur, aucun titre pareil ne se trouve dans Berni, *Los Titulos de Castilla*, Madrid, 1769, folio.

NOTE 28, page 339.

De Armadas.

Dzs flottes.

NOTE 29, page 352.

Droit d'averie.

Derecho de Averia.

NOTE 30, page 356.

Espagnols.

LA description précédente des Indes Occidentales appartenant à l'Espagne, et de leurs flottes, ressemble si fort à celle qu'en donne

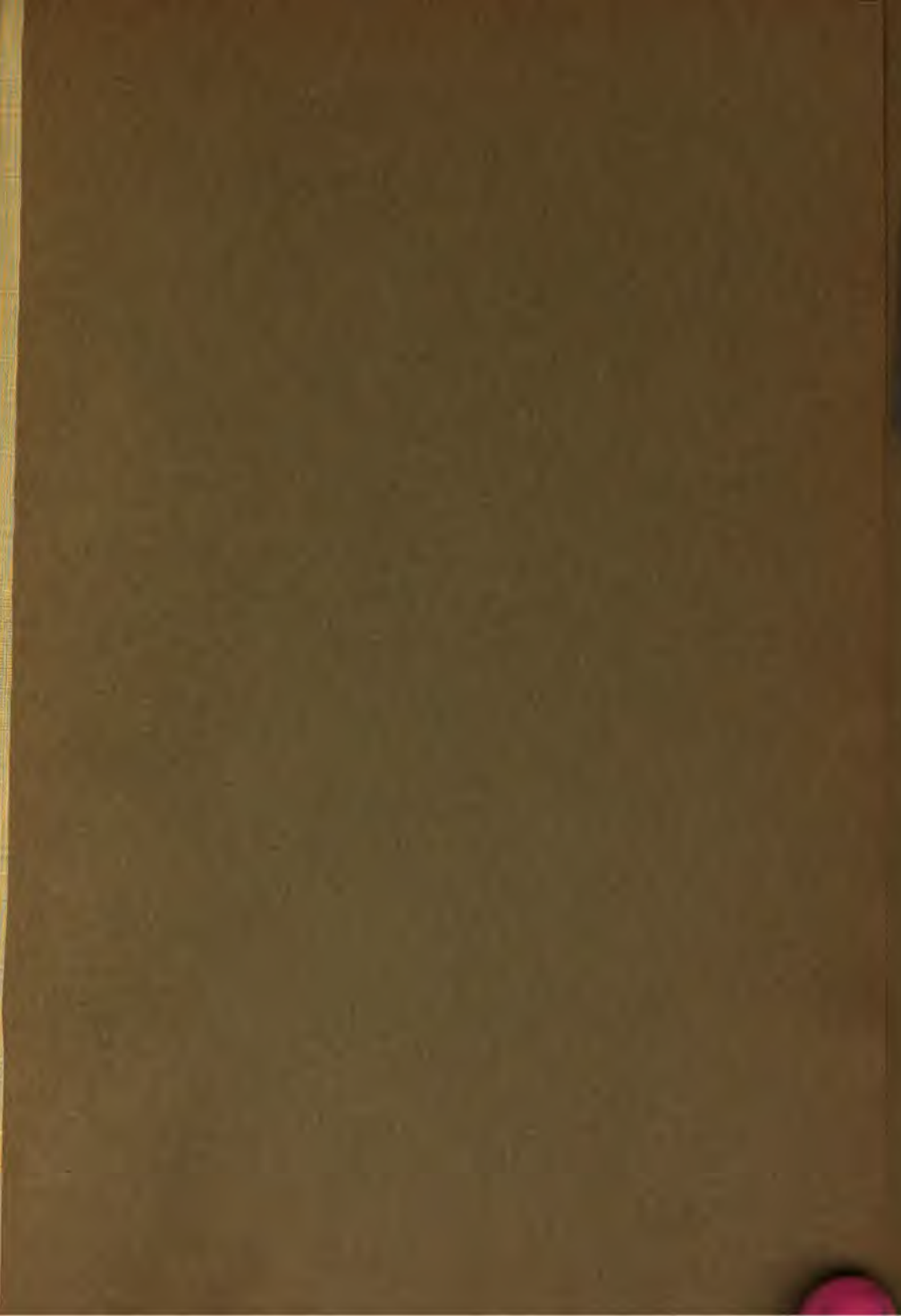
Madame d'Aulnoy dans son *Voyage d'Espagne*, iii. pp. 64—69, qu'il est à supposer que l'une a été copiée sur l'autre, ou bien, que toutes les deux sont puisées à la même source. La première édition du *Voyage* fut publiée à Paris en 3 vols. petit, in 8^{vo}, par Claude Barbin, en 1691.



ERRATA.

En soumettant au lecteur une si longue liste "d'errata," je lui dois des excuses pour l'inexactitude avec laquelle, pendant mon absence de Londres, la correction des épreuves a été faite.

Page	l.	Albaces	<i>lifen</i>	Balbafes.
14,	l. 20,	Albaces		
	20, l. 17,			
	et partout,	Dom	"	Don
	32, l. 20,	vic, il	"	vic. Il
	57, l. 8,	Quintana palla	"	Quintanapalla
	62, l. 12,	Clerembautet	"	Clerembault,
	73, l. 5,	Cardonne	"	Cardona
	97, l. 24,	Villon	"	vellon,
	110, l. 12,	Verigos Menos	"	Clerigos menores
	115, l. 24,	Govierno.	"	Govierno. ¹⁸
	127, l. 16,	I	"	y
	127, l. 16,	embiarans	"	embiaran
	133, l. 8,	Alcade	"	Alcalde
	138, l. 10,	Hidalque	"	Hidalgo
	140, l. 5,	Merey	"	Mercy,
	140, l. 23,	Corrigidor	"	Corregidor
	155, l. 5,	Alcades	"	Alcaldes
	304, l. 12,	Grovenazzo	"	Giovenazzo.
	306, l. 11,	Palina	"	Palma
	306, l. 16,	Lüras	"	Liëras
	359, l. 2,	Uave	"	Llave
	361, l. 20,	Bremundon	"	Bremundan
	361, l. 22,	Caragoea	"	Caragoça
	361, l. 24,	ano	"	año
	361, l. 28,	Vithard	"	Nithard
	363, l. 5,	Nithord	"	Nithard
	368, l. 4,	Quintana polla	"	Quintanapalla





JUN 19 1934







CAROLVS II DEI GRATIA HISPANICVM ET INDIARVM REX.

